

**CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE**

28 février 2014

PROJET DE LOI

**modifiant certaines dispositions
du Code judiciaire en vue d'instaurer une
nouvelle carrière pécuniaire
pour le personnel judiciaire ainsi
qu'un système de mandats pour
les greffiers en chef et les secrétaires en chef**

ANNEXES

Document précédent:

Doc 53 **3404/ (2013/2014):**
001: Projet de loi.

**BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS**

28 februari 2014

WETSONTWERP

**tot wijziging van sommige bepalingen
van het Gerechtelijk Wetboek met het oog
op het invoeren van een nieuwe geldelijke
loopbaan voor het gerechtspersoneel
en van een mandatsysteem voor de
hoofdgriffiers en de hoofdsecretarissen**

BIJLAGEN

Voorgaand document:

Doc 53 **3404/ (2013/2014):**
001: Wetsontwerp.

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie
PS	:	Parti Socialiste
MR	:	Mouvement Réformateur
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams
sp.a	:	socialistische partij anders
Ecolo-Groen	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten
VB	:	Vlaams Belang
cdH	:	centre démocrate Humaniste
FDF	:	Fédéralistes Démocrates Francophones
LDD	:	Lijst Dedecker
MLD	:	Mouvement pour la Liberté et la Démocratie
INDEP-ONAFH	:	Indépendant-Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:

DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif
QRVA:	Questions et Réponses écrites
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral
CRABV:	Compte Rendu Analytique
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)
PLEN:	Séance plénière
COM:	Réunion de commission
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)

Afkortingen bij de nummering van de publicaties:

DOC 53 0000/000:	Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV:	Beknopt Verslag
CRIV:	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toezeggingen (met de bijlagen)
PLEN:	Plenum
COM:	Commissievergadering
MOT:	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants

Commandes:
Place de la Nation 2
1008 Bruxelles
Tél. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.lachambre.be
courriel : publications@lachambre.be

Les publications sont imprimées exclusivement sur du papier certifié FSC

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers

Bestellingen:
Natieplein 2
1008 Brussel
Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.dekamer.be
e-mail : publicaties@dekamer.be

De publicaties worden uitsluitend gedrukt op FSC gecertificeerd papier

TEXTE DE BASE**Code judiciaire**

Art. 160. § 1er. Le niveau A comprend cinq classes numérotées de A1 à A5, qui est la plus élevée.

Une classe regroupe les fonctions ayant un niveau comparable de complexité, d'expertise technique et de responsabilités.

La fonction désigne l'ensemble des tâches et des responsabilités qu'un membre du personnel doit assumer.

Les fonctions-types sont les fonctions les plus représentatives de l'ensemble des fonctions présentes dans les cours et tribunaux.

Les fonctions-types sont déterminées par le Roi, selon le cas sur avis du collège des procureurs généraux ou sur avis conforme des premiers présidents des cours d'appel et des cours du travail.

§ 2. Le niveau A est réparti en filières de métiers fixées par le Roi, selon le cas, sur avis du collège des procureurs généraux ou sur avis conforme des premiers présidents des cours d'appel et des cours du travail.

Par filière de métiers, il y a lieu d'entendre un groupe de fonctions relevant d'un domaine d'expertise similaire.

Chaque filière de métiers peut comprendre cinq classes de métiers. La première classe de métiers peut être la classe A1 ou la classe A2.

Par classe de métiers, il y a lieu d'entendre une classe au sein d'une filière de métiers.

§ 3. Les fonctions-types font l'objet d'une pondération, sur la base d'une matrice de pondération, réalisée conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant l'évaluation et la carrière des agents de l'Etat.

La pondération des fonctions est réalisée par un comité de pondération, créé par le ministre de la Justice et avec le concours d'un comité de pondération élargi, créé par et auprès du même

TEXTE DE BASE ADAPTÉ AU PROJET**Code judiciaire**

Art. 160. § 1er. Le niveau A comprend cinq classes numérotées de A1 à A5, qui est la plus élevée.

Une classe regroupe les fonctions ayant un niveau comparable de complexité, d'expertise technique et de responsabilités.

La fonction désigne l'ensemble des tâches et des responsabilités qu'un membre du personnel doit assumer.

Les fonctions-types sont les fonctions les plus représentatives de l'ensemble des fonctions présentes dans les cours et tribunaux.

Les fonctions-types sont déterminées par le Roi, selon le cas sur avis du collège des procureurs généraux ou sur avis conforme des premiers présidents des cours d'appel et des cours du travail.

§ 2. Le niveau A est réparti en filières de métiers fixées par le Roi, selon le cas, sur avis du collège des procureurs généraux ou sur avis conforme des premiers présidents des cours d'appel et des cours du travail.

Par filière de métiers, il y a lieu d'entendre un groupe de fonctions relevant d'un domaine d'expertise similaire.

Chaque filière de métiers peut comprendre cinq classes de métiers. La première classe de métiers peut être la classe A1 ou la classe A2.

Par classe de métiers, il y a lieu d'entendre une classe au sein d'une filière de métiers.

§ 3. Les fonctions-types font l'objet d'une pondération, sur la base d'une matrice de pondération, réalisée conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant l'évaluation et la carrière des agents de l'Etat.

La pondération des fonctions est réalisée par un comité de pondération, créé par le ministre de la Justice et avec le concours d'un comité de pondération élargi, créé par et auprès du même

ministre.

Chaque comité établit un règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du ministre de la Justice.

§ 4. Le comité de pondération est composé, en nombre égal par rôle linguistique pour les représentants visés aux points 1°, 2° et 3° :

1° du président et du vice-président de la Commission de modernisation de l'ordre judiciaire ou leur représentant;

2° de quatre représentants du personnel judiciaire de niveau A, désignés par le ministre de la Justice, dont deux sur proposition du collège des procureurs généraux et deux sur proposition conforme des premiers présidents des cours d'appel et des cours du travail;

3° de deux représentants de niveau A du Service public fédéral Justice, désignés par le ministre de la Justice, d'un représentant de niveau A du Service public fédéral Personnel et Organisation, désigné par le ministre qui a la fonction publique dans ses attributions, et d'un représentant de niveau A du Service public fédéral Budget et Contrôle de la gestion, désigné par le ministre qui a le budget dans ses attributions;

4° d'un expert externe désigné par le ministre de la Justice.

Les membres suppléants sont désignés de la même manière que les membres effectifs. Pour être désignés, les membres effectifs et suppléants doivent avoir suivi avec fruit au préalable une formation à la méthode de pondération.

Le président du comité de pondération est désigné en son sein par le ministre de la Justice.

§ 5. Le comité de pondération élargi est composé, en nombre égal par rôle linguistique pour les représentants visés aux points 1° et 2° :

1° d'un magistrat du siège, désigné sur proposition conforme des premiers présidents des cours d'appel et des cours du travail et d'un magistrat du parquet, désigné sur proposition du collège des procureurs généraux;

2° de représentants du personnel judiciaire de niveau A, désignés :

ministre.

Chaque comité établit un règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du ministre de la Justice.

§ 4. Le comité de pondération est composé, en nombre égal par rôle linguistique pour les représentants visés aux points 1°, 2° et 3° :

1° du président et du vice-président de la Commission de modernisation de l'ordre judiciaire ou leur représentant;

2° de quatre représentants du personnel judiciaire de niveau A, désignés par le ministre de la Justice, dont deux sur proposition du collège des procureurs généraux et deux sur proposition conforme des premiers présidents des cours d'appel et des cours du travail;

3° de deux représentants de niveau A du Service public fédéral Justice, désignés par le ministre de la Justice, d'un représentant de niveau A du Service public fédéral Personnel et Organisation, désigné par le ministre qui a la fonction publique dans ses attributions, et d'un représentant de niveau A du Service public fédéral Budget et Contrôle de la gestion, désigné par le ministre qui a le budget dans ses attributions;

4° d'un expert externe désigné par le ministre de la Justice.

Les membres suppléants sont désignés de la même manière que les membres effectifs. Pour être désignés, les membres effectifs et suppléants doivent avoir suivi avec fruit au préalable une formation à la méthode de pondération.

Le président du comité de pondération est désigné en son sein par le ministre de la Justice.

§ 5. Le comité de pondération élargi est composé, en nombre égal par rôle linguistique pour les représentants visés aux points 1° et 2° :

1° d'un magistrat du siège, désigné sur proposition conforme des premiers présidents des cours d'appel et des cours du travail et d'un magistrat du parquet, désigné sur proposition du collège des procureurs généraux;

2° de représentants du personnel judiciaire de niveau A, désignés :

a) sur proposition du premier président de la Cour de cassation :

- un de la Cour de cassation;

b) sur proposition conforme des premiers présidents des cours d'appel et des cours du travail:

- un d'une cour d'appel;
- un d'une cour du travail;
- un d'un tribunal de première instance;
- un d'un tribunal de commerce;
- un d'un tribunal du travail;
- un d'un tribunal de police;
- un d'une justice de paix;

c) sur proposition du procureur général près la Cour de cassation :

- un du parquet près la Cour de cassation;

d) sur proposition du collège des procureurs généraux :

- un du parquet général ou du parquet fédéral;
- un du parquet près le tribunal de première instance;
- un de l'auditorat du travail;

3° d'un représentant par organisation syndicale représentative au sens de l'article 7 de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités et d'un représentant par organisation syndicale représentative au sens de l'article 10 de la loi du 25 avril 2007 organisant les relations entre les autorités publiques et les organisations syndicales des greffiers de l'ordre judiciaire, les référendaires près la Cour de cassation, les référendaires et les juristes de parquet près les cours et tribunaux.

Le comité de pondération élargi est présidé par le magistrat du siège ou, en son absence, par le magistrat du parquet visés au § 5, 1°.

La qualité de membre du comité de pondération élargi est incompatible avec celle de membre du comité de pondération visé au § 3.

Tous les membres du comité de pondération élargi bénéficient d'une formation de manière à s'approprier la méthode de pondération.

§ 6. Le comité de pondération établit une proposition de classification des fonctions et la soumet au comité de pondération élargi qui rend

a) sur proposition du premier président de la Cour de cassation :

- un de la Cour de cassation;

b) sur proposition conforme des premiers présidents des cours d'appel et des cours du travail:

- un d'une cour d'appel;
- un d'une cour du travail;
- un d'un tribunal de première instance;
- un d'un tribunal de commerce;
- un d'un tribunal du travail;
- un d'un tribunal de police;
- un d'une justice de paix;

c) sur proposition du procureur général près la Cour de cassation :

- un du parquet près la Cour de cassation;

d) sur proposition du collège des procureurs généraux :

- un du parquet général ou du parquet fédéral;
- un du parquet près le tribunal de première instance;
- un de l'auditorat du travail;

3° d'un représentant par organisation syndicale représentative au sens de l'article 7 de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités et d'un représentant par organisation syndicale représentative au sens de l'article 10 de la loi du 25 avril 2007 organisant les relations entre les autorités publiques et les organisations syndicales des greffiers de l'ordre judiciaire, les référendaires près la Cour de cassation, les référendaires et les juristes de parquet près les cours et tribunaux.

Le comité de pondération élargi est présidé par le magistrat du siège ou, en son absence, par le magistrat du parquet visés au § 5, 1°.

La qualité de membre du comité de pondération élargi est incompatible avec celle de membre du comité de pondération visé au § 3.

Tous les membres du comité de pondération élargi bénéficient d'une formation de manière à s'approprier la méthode de pondération.

§ 6. Le comité de pondération établit une proposition de classification des fonctions et la soumet au comité de pondération élargi qui rend

son avis dans un délai de trente jours ouvrables. Passé ce délai, l'avis est réputé favorable.

Le comité de pondération reçoit l'avis du comité de pondération élargi et transmet au ministre de la Justice une proposition, adoptée à la majorité, de classification de chaque fonction.

Tout au long du processus de pondération, les organisations syndicales représentatives sont informées du système de pondération appliqué et la transparence de la classification des fonctions est garantie.

§ 7. Les fonctions autres que celles visées au § 1er sont classifiées sur la base d'une matrice de classe de métiers par le comité de pondération. Celui-ci transmet au ministre de la Justice une proposition, adoptée à la majorité, de classification de chaque fonction.

Une matrice de classe de métiers est l'ensemble des compétences, telles qu'énoncées à l'article 20ter, § 1er, de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant l'évaluation et la carrière des agents de l'Etat, communes aux fonctions-types d'une classe de métiers.

§ 8. Chaque fonction relevant du niveau A est rangée par le Roi dans une classe de métiers.

Le personnel judiciaire du niveau A est nommé par le Roi dans une classe de métiers.

son avis dans un délai de trente jours ouvrables. Passé ce délai, l'avis est réputé favorable.

Le comité de pondération reçoit l'avis du comité de pondération élargi et transmet au ministre de la Justice une proposition, adoptée à la majorité, de classification de chaque fonction.

Tout au long du processus de pondération, les organisations syndicales représentatives sont informées du système de pondération appliqué et la transparence de la classification des fonctions est garantie.

§ 7. Les fonctions autres que celles visées au § 1er sont classifiées sur la base d'une matrice de classe de métiers par le comité de pondération. Celui-ci transmet au ministre de la Justice une proposition, adoptée à la majorité, de classification de chaque fonction.

Une matrice de classe de métiers est l'ensemble des compétences, telles qu'énoncées à l'article 20ter, § 1er, de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant l'évaluation et la carrière des agents de l'Etat, communes aux fonctions-types d'une classe de métiers.

§ 8. Chaque fonction relevant du niveau A est rangée par le Roi dans une classe de métiers.

Le personnel judiciaire du niveau A est nommé **ou désigné** par le Roi dans une classe de métiers.

Le greffier en chef et le secrétaire en chef, dirigeant un greffe ou un secrétariat de parquet comptant plus de cent membres du personnel au cadre, sont désignés pour un mandat de cinq ans renouvelable. La désignation à cette fonction entraîne de droit la vacance de la fonction exercée au moment de la désignation.

Le titulaire du mandat peut demander qu'il soit mis fin à sa désignation, moyennant un préavis de six mois. Ce délai peut être réduit moyennant l'accord du chef de corps visé à l'article 58bis, 2°.

A la fin de la période de désignation, le titulaire du mandat est remis à la disposition de sa juridiction, de son parquet ou de son service d'origine, le cas échéant en surnombre. Il recouvre la rémunération attachée à la dernière fonction à laquelle il a été nommé, conformément à l'article 372quinquies. S'il était

Art. 161. Aux niveaux B, C et D, le personnel judiciaire est nommé dans un grade. A l'exception des greffiers et des secrétaires, le personnel judiciaire est nommé par le ministre de la Justice. Les greffiers et les secrétaires sont nommés par le Roi.

Le grade est le titre qui habilite le membre du personnel à occuper un des emplois correspondant à ce grade.

Sur la base du contenu de leur fonction, ils sont classés dans une famille de fonctions fixée par le Roi, selon le cas, sur avis du collège des procureurs généraux ou sur avis conforme des premiers présidents des cours d'appel.

Une famille de fonctions est un groupe de fonctions qui présente des similitudes, tant au niveau de la liste des tâches à accomplir qu'au niveau des responsabilités à assumer, des compétences génériques comportementales à développer et des indicateurs de comportement qui sous-tendent celles-ci.

Selon le cas, sur la demande du collège des procureurs généraux ou des premiers présidents des cours d'appel ou des cours du travail, le ministre de la Justice peut charger les comités de pondération, visés à l'article 160, § 3, de pondérer une fonction-type du niveau B.

Art. 163. Des membres, qui peuvent être nommés dans deux niveaux, à savoir les niveaux A ou B, sont attachés au greffe.

Les membres du greffe nommés dans le niveau A portent le titre de greffier en chef ou de greffier-chef de service.

Les membres du greffe nommés dans le niveau B portent le grade de greffier.

Art. 172. Des membres, qui peuvent être nommés dans deux niveaux, à savoir les niveaux A ou B,

nommé en qualité de greffier en chef ou de secrétaire en chef, il est autorisé, à titre personnel, à porter le titre lié à ces fonctions jusqu'au jour de sa mise à la retraite, de sa démission, de sa destitution ou, le cas échéant, de sa nomination à d'autres fonctions.

Art. 161. Aux niveaux B, C et D, le personnel judiciaire est nommé dans un grade. A l'exception des greffiers et des secrétaires, le personnel judiciaire est nommé par le ministre de la Justice. Les greffiers et les secrétaires sont nommés par le Roi.

Le grade est le titre qui habilite le membre du personnel à occuper un des emplois correspondant à ce grade.

... (abrogé)

... (abrogé)

Selon le cas, sur la demande du collège des procureurs généraux ou des premiers présidents des cours d'appel ou des cours du travail, le ministre de la Justice peut charger les comités de pondération, visés à l'article 160, § 3, de pondérer une fonction-type du niveau B.

Art. 163. Des membres, qui peuvent être nommés **ou désignés** dans deux niveaux, à savoir les niveaux A ou B, sont attachés au greffe.

Les membres du greffe nommés **ou désignés** dans le niveau A portent le titre de greffier en chef ou de greffier-chef de service.

Les membres du greffe nommés dans le niveau B portent le grade de greffier.

Art. 172. Des membres, qui peuvent être nommés **ou désignés** dans deux niveaux, à savoir les

sont attachés au secrétariat de parquet.

Les membres du secrétariat de parquet nommés dans le niveau A portent le titre de secrétaire en chef ou de secrétaire-chef de service.

Les membres du secrétariat de parquet nommés dans le niveau B portent le grade de secrétaire.

Le Roi détermine le nombre d'emplois.

Art. 262. Pour pouvoir être nommé, par recrutement, dans une classe de métiers de niveau A, avec le titre de greffier en chef, le candidat doit :

1° être porteur d'un diplôme ou certificat d'études pris en considération pour l'admission aux fonctions du niveau A dans les administrations de l'Etat;

2° être lauréat d'une sélection comparative pour la fonction concernée, organisée par Selor - le Bureau de sélection de l'Administration fédérale.

La nomination d'un greffier en chef ne devient définitive qu'à l'expiration d'une période de nomination provisoire qui doit permettre de déterminer si le candidat est apte à exercer la fonction.

Le Roi peut, au cours de cette période, mettre fin, en cas d'inaptitude professionnelle ou pour faute grave, aux fonctions exercées à titre provisoire sur la proposition du chef de corps, visé à l'article 58bis, 2°, du juge au tribunal de police le plus ancien ou du juge de paix, que celui-ci lui transmet directement.

Le délai et le statut applicables aux membres du personnel de niveau B et C nommés à titre provisoire, visés à l'article 177, sont appliqués dans la même mesure et aux mêmes conditions aux greffiers en chef nommés à titre provisoire.

§ 2. Pour pouvoir être nommé, par promotion, dans une classe de métiers de niveau A, avec le titre de greffier en chef, le candidat doit :

1° être nommé à titre définitif et compter, selon le cas, une ancienneté de classe ou une ancienneté de grade de 5 ans au moins dans la fonction de référendaire, de greffier-chef de service ou de greffier si ce dernier est titulaire d'un diplôme ou certificat visé au § 1er, alinéa 1er, 1°, ou de 10 ans

niveaux A ou B, sont attachés au secrétariat de parquet.

Les membres du secrétariat de parquet nommés **ou désignés** dans le niveau A portent le titre de secrétaire en chef ou de secrétaire-chef de service.

Les membres du secrétariat de parquet nommés dans le niveau B portent le grade de secrétaire.

Le Roi détermine le nombre d'emplois.

Art. 262. Pour pouvoir être nommé, par recrutement, dans une classe de métiers de niveau A, avec le titre de greffier en chef, le candidat doit :

1° être porteur d'un diplôme ou certificat d'études pris en considération pour l'admission aux fonctions du niveau A dans les administrations de l'Etat;

2° être lauréat d'une sélection comparative pour la fonction concernée, organisée par Selor - le Bureau de sélection de l'Administration fédérale.

La nomination d'un greffier en chef ne devient définitive qu'à l'expiration d'une période de nomination provisoire qui doit permettre de déterminer si le candidat est apte à exercer la fonction.

Le Roi peut, au cours de cette période, mettre fin, en cas d'inaptitude professionnelle ou pour faute grave, aux fonctions exercées à titre provisoire sur la proposition du chef de corps, visé à l'article 58bis, 2°, du juge au tribunal de police le plus ancien ou du juge de paix, que celui-ci lui transmet directement.

Le délai et le statut applicables aux membres du personnel de niveau B et C nommés à titre provisoire, visés à l'article 177, sont appliqués dans la même mesure et aux mêmes conditions aux greffiers en chef nommés à titre provisoire.

§ 2. Pour pouvoir être nommé, par promotion, dans une classe de métiers de niveau A, avec le titre de greffier en chef, le candidat doit :

1° être nommé à titre définitif et compter, selon le cas, une ancienneté de classe ou une ancienneté de grade de 5 ans au moins dans la fonction de référendaire, de greffier-chef de service ou de greffier si ce dernier est titulaire d'un diplôme ou certificat visé au § 1er, alinéa 1er, 1°, ou de 10 ans

dans la fonction de greffier;

2° être lauréat d'une sélection comparative pour la fonction concernée, organisée par Selor - Bureau de sélection de l'Administration fédérale.

La sélection comparative consiste en un entretien basé sur un cas pratique lié au contexte judiciaire de la fonction.

Sont admis aux sélections comparatives les candidats qui sont porteurs :

1° soit d'un diplôme ou certificat d'études pris en considération pour l'admission aux fonctions du niveau A dans les administrations de l'Etat;

2° soit des brevets suivants :

a) un brevet attestant de la réussite de la partie consacrée à la formation générale en vue de la participation à une sélection comparative pour l'accession au niveau A. Le candidat en possession de ce brevet peut participer aux parties consacrées à certaines matières;

b) quatre brevets attestant de la réussite des parties consacrées aux matières établies par l'administrateur délégué de Selor - le Bureau de sélection de l'Administration fédérale.

Les parties destinées à l'obtention des brevets en vue de la participation à la sélection comparative visée au § 2, alinéa 2, pour l'accession au niveau A sont organisées tous les deux ans.

Pour réussir, les candidats doivent obtenir au moins 60 % des points.

L'obtention d'un brevet est définitivement acquise.

dans la fonction de greffier;

2° être lauréat d'une sélection comparative pour la fonction concernée, organisée par Selor - Bureau de sélection de l'Administration fédérale.

La sélection comparative consiste en un entretien basé sur un cas pratique lié au contexte judiciaire de la fonction.

Sont admis aux sélections comparatives les candidats qui sont porteurs :

1° soit d'un diplôme ou certificat d'études pris en considération pour l'admission aux fonctions du niveau A dans les administrations de l'Etat;

2° soit des brevets suivants :

a) un brevet attestant de la réussite de la partie consacrée à la formation générale en vue de la participation à une sélection comparative pour l'accession au niveau A. Le candidat en possession de ce brevet peut participer aux parties consacrées à certaines matières;

b) quatre brevets attestant de la réussite des parties consacrées aux matières établies par l'administrateur délégué de Selor - le Bureau de sélection de l'Administration fédérale.

Les parties destinées à l'obtention des brevets en vue de la participation à la sélection comparative visée au § 2, alinéa 2, pour l'accession au niveau A sont organisées tous les deux ans.

Pour réussir, les candidats doivent obtenir au moins 60 % des points.

L'obtention d'un brevet est définitivement acquise.

§ 3. Pour pouvoir être désigné dans une classe de niveau A, avec le titre de greffier en chef, conformément à l'article 160, § 8, alinéa 3, le candidat doit :

1° être nommé à titre définitif dans le niveau A en qualité de membre du personnel judiciaire;

2° compter une ancienneté de niveau de 6 ans au moins;

3° et être lauréat d'une sélection comparative pour la fonction concernée, organisée par Selor

Art. 265. § 1er. Pour pouvoir être nommé, par recrutement, dans une classe de métiers de niveau A, avec le titre de secrétaire en chef, le candidat doit :

1° être porteur d'un diplôme ou certificat d'études pris en considération pour l'admission aux fonctions du niveau A dans les administrations de l'Etat;

2° être lauréat d'une sélection comparative pour la fonction concernée, organisée par Selor - le Bureau de sélection de l'Administration fédérale.

La nomination d'un secrétaire en chef ne devient définitive qu'à l'expiration d'une période de nomination provisoire qui doit permettre de déterminer si le candidat est apte à exercer la fonction.

Le Roi peut, au cours de cette période, mettre fin, en cas d'inaptitude professionnelle ou pour faute grave, aux fonctions exercées à titre provisoire sur la proposition, selon le cas, du procureur général, du procureur fédéral, du procureur du Roi ou de l'auditeur du travail, qui est transmise directement au ministre de la Justice.

Le délai et le statut applicables aux membres du personnel de niveau B et C nommés à titre provisoire, visés à l'article 177, sont appliqués dans la même mesure et aux mêmes conditions aux secrétaires en chef nommés à titre provisoire.

§ 2. Pour pouvoir être nommé, par promotion, dans une classe de métiers de niveau A, avec le titre de secrétaire en chef, le candidat doit :

1° être nommé à titre définitif et compter, selon le cas, une ancienneté de classe ou une ancienneté de grade de 5 ans au moins dans la fonction de juriste de parquet, de secrétaire-chef de service ou de secrétaire si ce dernier est titulaire d'un diplôme ou certificat visé au § 1er, alinéa 1er, 1°, ou de 10

- le Bureau de sélection de l'Administration fédérale.

La sélection comparative consiste en un entretien basé sur un cas pratique lié au contexte judiciaire de la fonction.

Les services effectifs prestés à titre contractuel sont admissibles pour le calcul de l'ancienneté de niveau requise.

Art. 265. § 1er. Pour pouvoir être nommé, par recrutement, dans une classe de métiers de niveau A, avec le titre de secrétaire en chef, le candidat doit :

1° être porteur d'un diplôme ou certificat d'études pris en considération pour l'admission aux fonctions du niveau A dans les administrations de l'Etat;

2° être lauréat d'une sélection comparative pour la fonction concernée, organisée par Selor - le Bureau de sélection de l'Administration fédérale.

La nomination d'un secrétaire en chef ne devient définitive qu'à l'expiration d'une période de nomination provisoire qui doit permettre de déterminer si le candidat est apte à exercer la fonction.

Le Roi peut, au cours de cette période, mettre fin, en cas d'inaptitude professionnelle ou pour faute grave, aux fonctions exercées à titre provisoire sur la proposition, selon le cas, du procureur général, du procureur fédéral, du procureur du Roi ou de l'auditeur du travail, qui est transmise directement au ministre de la Justice.

Le délai et le statut applicables aux membres du personnel de niveau B et C nommés à titre provisoire, visés à l'article 177, sont appliqués dans la même mesure et aux mêmes conditions aux secrétaires en chef nommés à titre provisoire.

§ 2. Pour pouvoir être nommé, par promotion, dans une classe de métiers de niveau A, avec le titre de secrétaire en chef, le candidat doit :

1° être nommé à titre définitif et compter, selon le cas, une ancienneté de classe ou une ancienneté de grade de 5 ans au moins dans la fonction de juriste de parquet, de secrétaire-chef de service ou de secrétaire si ce dernier est titulaire d'un diplôme ou certificat visé au § 1er, alinéa 1er, 1°, ou de 10

ans au moins dans la fonction de secrétaire;

2° être lauréat d'une sélection comparative pour la fonction concernée, organisée par Selor - le Bureau de sélection de l'Administration fédérale.

La sélection comparative consiste en un entretien basé sur un cas pratique lié au contexte judiciaire de la fonction.

Pour être admis aux sélections comparatives, les candidats doivent remplir les conditions visées à l'article 262, § 2, alinéa 3.

Art. 274. § 1er. Dans le niveau A et pour un emploi de greffier ou de secrétaire, le ministre de la Justice choisit si l'emploi devenu vacant doit être attribué par voie de recrutement et/ou de promotion.

§ 2. Pour la nomination à la fonction de greffier en chef, de greffier chef de service, de secrétaire en chef, de secrétaire chef de service ou à des fonctions dans la classe de métiers A3 ou A4 au niveau A, il est pourvu à l'emploi vacant en faisant appel au personnel judiciaire qui satisfait aux conditions réglementaires et qui peut y prétendre par avancement ou par changement de classe de métiers.

ans au moins dans la fonction de secrétaire;

2° être lauréat d'une sélection comparative pour la fonction concernée, organisée par Selor - le Bureau de sélection de l'Administration fédérale.

La sélection comparative consiste en un entretien basé sur un cas pratique lié au contexte judiciaire de la fonction.

Pour être admis aux sélections comparatives, les candidats doivent remplir les conditions visées à l'article 262, § 2, alinéa 3.

§ 3. Pour pouvoir être désigné dans une classe de niveau A, avec le titre de secrétaire en chef, conformément à l'article 160, § 8, alinéa 3, le candidat doit :

1° être nommé à titre définitif dans le niveau A en qualité de membre du personnel judiciaire;

2° compter une ancienneté de niveau de 6 ans au moins;

3° et être lauréat d'une sélection comparative pour la fonction concernée, organisée par Selor - le Bureau de sélection de l'Administration fédérale.

La sélection comparative consiste en un entretien basé sur un cas pratique lié au contexte judiciaire de la fonction.

Les services effectifs prestés à titre contractuel sont admissibles pour le calcul de l'ancienneté de niveau requise.

Art. 274. § 1er. Dans le niveau A et pour un emploi de greffier ou de secrétaire, le ministre de la Justice choisit si l'emploi devenu vacant doit être attribué par voie de recrutement et/ou de promotion.

§ 2. Pour la nomination **ou, le cas échéant, la désignation** à la fonction de greffier en chef, de greffier chef de service, de secrétaire en chef, de secrétaire chef de service ou à des fonctions dans la classe de métiers A3 ou A4 au niveau A, il est pourvu à l'emploi vacant en faisant appel au personnel judiciaire qui satisfait aux conditions réglementaires et qui peut y prétendre par avancement ou par changement de classe de métiers.

Si l'emploi ne peut être attribué parmi ces membres du personnel, il est fait appel, par mobilité, aux agents de la fonction publique administrative fédérale, au sens de l'article 1er de la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique, qui satisfont aux conditions réglementaires et qui peuvent y prétendre par promotion à la classe supérieure ou par changement de classe de métiers.

Si l'emploi ne peut être attribué par mobilité, il l'est conformément aux règles prévues en matière de recrutement. Toutefois, une expérience utile pour la fonction de six ans pour la classe A3 et de neuf ans pour la classe A4 est exigée.

§ 3. A la demande du ministre ou de son délégué, Selor organise une sélection comparative conduisant à un classement des lauréats.

§ 4. Si la nature de la fonction à pourvoir le requiert, le ministre ou son délégué peut, sous la surveillance de Selor, organiser une épreuve comparative complémentaire conduisant pour cette fonction à un classement distinct des lauréats.

La commission de sélection est composée comme suit :

1° En qualité de président, selon le cas, le chef de corps vise à l'article 58bis, 2°, le juge du tribunal de police le plus ancien ou le juge de paix de la cour, du tribunal ou du parquet ou l'emploi est déclaré vacant, ou son délégué;

2° deux membres désignés par le ministre de la Justice parmi les personnes qui, en raison de leur compétence ou de leur spécialisation, sont particulièrement qualifiées. Cette qualification particulière peut être attestée soit par un diplôme, soit par une aptitude professionnelle pertinente.

En cas d'égalité entre candidats qui entrent en ligne de compte pour une promotion et candidats qui entrent en ligne de compte pour un recrutement, une épreuve complémentaire est toujours organisée.

La participation à l'épreuve comparative complémentaire n'est pas obligatoire. Les lauréats de cette épreuve comparative ainsi que les candidats qui y ont échoué conservent le classement visé au § 3.

§ 5. Le Roi nomme parmi les candidats à l'emploi

Si l'emploi ne peut être attribué parmi ces membres du personnel, il est fait appel, par mobilité, aux agents de la fonction publique administrative fédérale, au sens de l'article 1er de la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique, qui satisfont aux conditions réglementaires et qui peuvent y prétendre par promotion à la classe supérieure ou par changement de classe de métiers.

Si l'emploi ne peut être attribué par mobilité, il l'est conformément aux règles prévues en matière de recrutement. Toutefois, une expérience utile pour la fonction de six ans pour la classe A3 et de neuf ans pour la classe A4 est exigée.

§ 3. A la demande du ministre ou de son délégué, Selor organise une sélection comparative conduisant à un classement des lauréats.

§ 4. Si la nature de la fonction à pourvoir le requiert, le ministre ou son délégué peut, sous la surveillance de Selor, organiser une épreuve comparative complémentaire conduisant pour cette fonction à un classement distinct des lauréats.

La commission de sélection est composée comme suit :

1° En qualité de président, selon le cas, le chef de corps vise à l'article 58bis, 2°, le juge du tribunal de police le plus ancien ou le juge de paix de la cour, du tribunal ou du parquet ou l'emploi est déclaré vacant, ou son délégué;

2° deux membres désignés par le ministre de la Justice parmi les personnes qui, en raison de leur compétence ou de leur spécialisation, sont particulièrement qualifiées. Cette qualification particulière peut être attestée soit par un diplôme, soit par une aptitude professionnelle pertinente.

En cas d'égalité entre candidats qui entrent en ligne de compte pour une promotion et candidats qui entrent en ligne de compte pour un recrutement, une épreuve complémentaire est toujours organisée.

La participation à l'épreuve comparative complémentaire n'est pas obligatoire. Les lauréats de cette épreuve comparative ainsi que les candidats qui y ont échoué conservent le classement visé au § 3.

§ 5. Le Roi nomme **ou, le cas échéant, désigne**

vacant le lauréat le plus haut classé pour la sélection comparative concernée ou le lauréat le plus haut classé pour l'épreuve comparative complémentaire.

Art. 276. § 1er. Il existe deux types de promotions:

1° pour ce qui concerne la carrière administrative, la promotion est la nomination du membre du personnel :

- a) à un grade d'un niveau supérieur;
- b) à une classe du niveau A lorsqu'il appartient à un niveau inférieur;
- c) à la classe supérieure;

2° pour ce qui concerne la carrière pécuniaire, la promotion est l'attribution au membre du personnel, dans son grade ou dans sa classe, de l'échelle de traitement supérieure à celle dont il bénéficiait; elle est dénommée " promotion par avancement barémique "; le passage de l'échelle de traitement A12 à l'échelle de traitement A21 est assimilé à une promotion par avancement barémique.

§ 2. La promotion par avancement barémique ou par avancement à une classe supérieure peut être subordonnée à la réussite d'une sélection comparative ou d'une formation certifiée, visée à l'article 279.

Art. 277. § 1er. Pour être promu à la classe A2, le membre du personnel doit compter au moins deux années d'ancienneté dans la classe A1.

Pour être promu à la classe A3, le membre du personnel doit compter au moins quatre années d'ancienneté dans la classe A2.

Pour être promu à la classe A4, le membre du personnel doit être revêtu de la classe A3.

Pour être promu à la classe A5, le membre du personnel doit compter au moins deux années d'ancienneté dans la classe A4.

§ 2. Par dérogation au § 1er, les membres du personnel visés aux articles 262, § 2, 263, § 2, 265, § 2, et 266, § 2, ne doivent pas disposer d'une ancienneté de classe leur permettant d'être promus

parmi les candidats à l'emploi vacant le lauréat le plus haut classé pour la sélection comparative concernée ou le lauréat le plus haut classé pour l'épreuve comparative complémentaire.

Art. 276. § 1er. Il existe deux types de promotions:

1° pour ce qui concerne la carrière administrative, la promotion est la nomination du membre du personnel :

- a) à un grade d'un niveau supérieur;
- b) à une classe du niveau A lorsqu'il appartient à un niveau inférieur;
- c) à la classe supérieure;

2° pour ce qui concerne la carrière pécuniaire, la promotion est l'attribution au membre du personnel, dans son grade ou dans sa classe, de l'échelle de traitement supérieure à celle dont il bénéficiait ; elle est dénommée « promotion barémique » ;

§ 2. (abrogé)

Art. 277. § 1er. Pour être promu à la classe A2, le membre du personnel doit compter au moins deux années d'ancienneté dans la classe A1.

Pour être promu à la classe A3, le membre du personnel doit compter au moins quatre années d'ancienneté dans la classe A2, ou au moins six années d'ancienneté dans la classe A1, ou au moins six années d'ancienneté dans les classes A1 et A2 ensemble.

Pour être promu à la classe A4, le membre du personnel doit être revêtu de la classe A3.

Pour être promu à la classe A5, le membre du personnel doit compter au moins deux années d'ancienneté dans la classe A4.

§ 2. Par dérogation au § 1er, les membres du personnel visés aux articles 262, § 2, 263, § 2, 265, § 2, et 266, § 2, ne doivent pas disposer d'une ancienneté de classe leur permettant d'être promus

à une classe de métiers A2 ou A3, avec le titre de greffier en chef, de secrétaire en chef, de greffier-chef de service ou de secrétaire-chef de service.

§ 3. Le membre du personnel rémunéré dans l'échelle de traitement A12 qui réussit une formation certifiée est promu à la classe A2 au terme de la période de six ans.

§ 4. La promotion a lieu dans la première échelle de traitement de la classe supérieure.

§ 5. La promotion par accession au niveau supérieur est accordée par le biais d'une sélection comparative.

Art. 279. La formation certifiée est une formation visant à actualiser et à développer les qualifications et les compétences des membres du personnel. Elle se conclut par la validation des acquis de cette formation.

Art. 280. L'Institut de Formation de l'Administration fédérale organise les formations certifiées.

La formation certifiée se conclut par une décision favorable ou défavorable.

Le titulaire de la fonction de management N-1 auprès de l'Institut ou son délégué délivre les certificats sanctionnant la validation des acquis sur la base des documents produits par les formateurs à l'issue de la formation certifiée.

Art. 281. La liste des formations certifiées est fixée par le Roi sur proposition conjointe du ministre de la Justice et du ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions.

Art. 284. Les formations certifiées ont une durée de validité de :

1° six ans pour les classes A1 à A3;

2° cinq ans pour les grades de greffiers et de secrétaires.

Art. 285. La durée de validité d'une formation certifiée prend cours le premier jour du mois qui suit l'inscription du membre du personnel à cette

à une classe de métiers A2 ou A3, avec le titre de greffier en chef, de secrétaire en chef, de greffier-chef de service ou de secrétaire-chef de service.

§ 3. (abrogé)

§ 4. (abrogé)

§ 5. La promotion par accession au niveau supérieur est accordée par le biais d'une sélection comparative.

Art. 279. (abrogé)

Art. 280. (abrogé)

Art. 281. (abrogé)

Art. 284. (abrogé)

Art. 285. (abrogé)

formation et, au plus tôt, à l'expiration de la durée de validité de la formation certifiée précédente.

Art. 286. Conformément à l'article 368, alinéa 4, la durée prise en considération pour la promotion par avancement barémique est identique à celle prise en considération pour la durée de validité des formations certifiées.

Pour les carrières des membres du personnel revêtus du grade de greffier ou de secrétaire, il existe cinq formations certifiées numérotées de 1 à 5.

Art. 287. En cas de changement de classe de métiers ou de grade, le membre du personnel conserve le bénéfice de son allocation de compétences.

Art. 287bis. Sont d'application aux membres du personnel revêtus du grade de greffier et de secrétaire, les dispositions applicables aux membres du personnel des niveaux B, C et D visées à l'article 177, § 2, en ce qui concerne les modalités de classement dans les familles de fonctions.

Art. 287ter/1 (nouveau)

Art. 286. (abrogé)

Art. 287. (abrogé)

Art. 287bis. (abrogé)

Art. 287ter/1. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 287ter, chaque titulaire d'une fonction de greffier en chef ou de secrétaire en chef visée à l'article 160, § 8, alinéa 3, est évalué annuellement pendant la durée de son mandat par le chef de corps visé à l'article 58bis, 2°. Les quatre premiers cycles sont sanctionnés par une évaluation intermédiaire. Le dernier cycle se clôture avant la fin du mandat et se conclut par une évaluation finale.

§ 2. Le titulaire du mandat est évalué sur la façon dont le service qu'il dirige a contribué à la réalisation des objectifs prévus dans le plan de gestion, visé à l'article 185/6, en tenant compte des domaines de résultats précisés dans son profil de fonction.

Il est en outre évalué sur la façon dont il s'est acquitté de sa tâche d'évaluateur. Le contrôle sur cette tâche est effectué selon les modalités applicables aux greffiers en chef et secrétaires en chef qui ne sont pas titulaires d'un mandat.

Le cas échéant, il n'est pas tenu compte des objectifs dont la non réalisation n'a dépendu en rien de la responsabilité de l'évalué. Dans tous les cas, l'évaluation de sa contribution personnelle tient compte de ce qui peut raisonnablement être attendu de l'évalué.

§ 3. A la fin de chaque cycle d'évaluation, le chef de corps visé à l'article 58bis, 2°, invite le titulaire du mandat à un entretien d'évaluation.

Un membre du personnel chargé des ressources humaines peut assister à cet entretien en qualité de secrétaire.

Dans tous les cas, le chef de corps visé à l'article 58bis, 2°, a un entretien de fonctionnement avec le titulaire du mandat à évaluer en vue de son évaluation

§ 4. Après l'entretien d'évaluation, le chef de corps visé à l'article 58bis, 2°, finalise le rapport d'évaluation et le transmet, contre récépissé, à l'évalué dans les vingt jours calendrier qui suivent l'entretien d'évaluation.

Le modèle du rapport d'évaluation descriptive est déterminé par le Roi.

Le titulaire du mandat de greffier en chef ou de secrétaire en chef dont une évaluation intermédiaire donne lieu à la mention « insuffisant » ou dont l'évaluation finale ne donne pas lieu à la mention « répond aux attentes » ou à la mention « exceptionnel » peut introduire, par un envoi recommandé, un recours auprès de la commission de recours visée à l'article 287quater dans les quinze jours civils qui suivent la notification du rapport d'évaluation.

Le recours est suspensif. Le cas échéant, le mandat est prolongé jusqu'au terme de la procédure de recours visée à l'article 287quater.

§ 5. Chaque évaluation se clôture par une des mentions suivantes : « exceptionnel », « répond aux attentes », « à améliorer » ou « insuffisant ».

L'évaluation du titulaire du mandat donne lieu à la mention « insuffisant » lorsqu'il en ressort que les objectifs prévus pour le service qu'il dirige, définis dans le plan de gestion visé à l'article 185/6, et particulièrement dans les

domaines de résultats précisés dans le profil de fonction du titulaire de la fonction, n'ont manifestement pas été réalisés pendant la période évaluée.

En outre, la mention « insuffisant » est attribuée si moins de 70 % des évaluations dont il est chargé ont été réalisées dans les délais impartis et conformément aux dispositions de l'article 287ter.

L'évaluation du titulaire du mandat donne lieu à la mention « à améliorer » lorsqu'il en ressort que les objectifs prévus pour le service qu'il dirige, définis dans le plan de gestion visé à l'article 185/6, et particulièrement dans les domaines de résultats précisés dans le profil de fonction du titulaire de la fonction, ne sont que partiellement atteints pendant la période évaluée.

En outre, sauf si la mention « insuffisant » s'impose, la mention « à améliorer » est d'office attribuée si moins de 90 % des évaluations ont été réalisées ou si les évaluations ont été réalisées hors des délais impartis ou de manière non conforme aux dispositions de l'article 287ter.

L'évaluation du titulaire du mandat donne lieu à la mention « répond aux attentes » lorsqu'il en ressort que la plupart des objectifs prévus pour le service qu'il dirige, définis dans le plan de gestion visé à l'article 185/6, et particulièrement dans les domaines de résultats précisés dans le profil de fonction du titulaire de la fonction, ont été atteints pendant la période évaluée.

En outre, la mention « répond aux attentes » n'est attribuée que si 90 % au moins des évaluations dont il est chargé ont été réalisées, dans les délais impartis et conformément aux dispositions de l'article 287ter.

L'évaluation du titulaire du mandat donne lieu à la mention « exceptionnel » lorsqu'il en ressort que la majorité des objectifs prévus pour le service qu'il dirige, définis dans le plan de gestion visé à l'article 185/6, et particulièrement dans les domaines de résultats précisés dans le profil de fonction du titulaire de la fonction, ont été atteints pendant la période évaluée et que certains ont été dépassés.

En outre, l'attribution de la mention «exceptionnel» exige que la totalité des évaluations ait bien été réalisée, dans les délais impartis et conformément aux de l'article 287ter, et que le titulaire du mandat se soit révélé un vrai leader de son équipe, entraînant celle-ci à dépasser ses objectifs.

§ 6. L'évaluation finale du titulaire d'un mandat de greffier en chef ou de secrétaire en chef visée à l'article 160, § 8, alinéa 3, est étayée par les rapports d'évaluation descriptive relatifs aux périodes écoulées pour les évaluations intermédiaires et à la période totale du mandat.

§ 7. Si une évaluation intermédiaire ou l'évaluation finale d'un titulaire d'un mandat de greffier en chef ou de secrétaire en chef visée à l'article 160, § 8, alinéa 3, conduisent à une mention « insuffisant », sa désignation prend fin le premier jour du mois qui suit celui de l'attribution définitive de la mention.

L'intéressé est remis à la disposition de son service d'origine.

§ 8. Si l'évaluation finale d'un titulaire d'un mandat de greffier en chef ou de secrétaire en chef visé à l'article 160, § 8, alinéa 3, conduit à une mention « répond aux attentes » ou « exceptionnel », son mandat est renouvelé de droit pour une nouvelle période de cinq ans.

Si l'évaluation finale conduit à une mention « à améliorer », la désignation prend fin le premier jour du mois qui suit celui de l'attribution définitive de la mention.

L'intéressé est remis à la disposition de son service d'origine.

Art. 366. § 1er. Les articles 362, 363 et 365, § 1er, s'appliquent aux traitements, suppléments de traitement et majorations d'ancienneté du personnel judiciaire.

Art. 366. § 1er. Les articles **363 et 365, § 1er**, s'appliquent aux traitements, suppléments de traitement et majorations d'ancienneté du personnel judiciaire.

§ 1erbis. L'ancienneté pécuniaire est constituée de deux composantes :

1° celle qui est reconnue comme acquise lors de l'entrée en service;

2° celle qui est acquise en tant que membre du personnel après l'entrée en service.

§ 2. Entrent en compte pour le calcul de l'ancienneté :

1° la période durant laquelle à partir de l'âge de 21 ans une fonction a été exercée dans une cour ou un tribunal;

2° le temps de l'inscription au barreau, ainsi que l'exercice de la charge de notaire par un docteur, un licencié ou un master en droit;

3° le temps consacré à l'enseignement du droit dans une université belge;

4° la durée des fonctions exercées au Conseil d'Etat en qualité de membre du Conseil d'Etat, de l'auditorat ou du bureau de coordination;

5° sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 365, § 1er :

- la durée des services rendus à partir de l'âge de 21 ans dans les services de l'Etat et les services d'Afrique;

- la durée des services effectifs à prestations complètes rendus à partir de l'âge de 21 ans dans les services publics autres que les services de l'Etat et les services d'Afrique ou comme titulaire d'une fonction rémunérée par une subvention-traitement dans un établissement d'enseignement libre subventionné.

Au cas où certaines de ces professions auraient été exercées en même temps, le cumul de celles-ci n'est pas autorisé pour le calcul des majorations de traitement.

L'expression " services de l'Etat " désigne tout service relevant du pouvoir législatif, du pouvoir exécutif ou du pouvoir judiciaire et qui n'est pas constitué en personne juridique.

La première composante est décrite aux paragraphes 3 et 4, la seconde aux paragraphes 5 et 6.

Toute nouvelle entrée en service comme membre du personnel entraîne un nouveau calcul de la première composante. Cet alinéa s'applique aussi au membre du personnel engagé dans les liens d'un contrat de travail qui obtient un nouveau contrat de travail.

§ 2. Entrent en compte pour le calcul de l'ancienneté :

1° la période durant laquelle à partir de l'âge de 21 ans une fonction a été exercée dans une cour ou un tribunal;

2° le temps de l'inscription au barreau, ainsi que l'exercice de la charge de notaire par un docteur, un licencié ou un master en droit;

3° le temps consacré à l'enseignement du droit dans une université belge;

4° la durée des fonctions exercées au Conseil d'Etat en qualité de membre du Conseil d'Etat, de l'auditorat ou du bureau de coordination;

5° sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 365, § 1er :

- la durée des services rendus à partir de l'âge de 21 ans dans les services de l'Etat et les services d'Afrique;

- la durée des services effectifs à prestations complètes rendus à partir de l'âge de 21 ans dans les services publics autres que les services de l'Etat et les services d'Afrique ou comme titulaire d'une fonction rémunérée par une subvention-traitement dans un établissement d'enseignement libre subventionné.

Au cas où certaines de ces professions auraient été exercées en même temps, le cumul de celles-ci n'est pas autorisé pour le calcul des majorations de traitement.

L'expression " services de l'Etat " désigne tout service relevant du pouvoir législatif, du pouvoir exécutif ou du pouvoir judiciaire et qui n'est pas constitué en personne juridique.

L'expression " services d'Afrique " désigne tout service qui relevait du gouvernement du Congo belge ou du gouvernement du Ruanda-Urundi et qui n'était pas constitué en personne juridique.

L'expression " services publics autres que les services de l'Etat et les services d'Afrique " désigne:

- a) tout service relevant du pouvoir exécutif et constitué en personnalité juridique;
- b) tout service qui relevait du gouvernement du Congo belge ou du gouvernement du Ruanda-Urundi et était constitué en personnalité juridique;
- c) tout service communal ou provincial;
- d) toute autre institution de droit belge, qui répond à des besoins collectifs d'intérêt local ou général et dans la création ou la direction particulière de laquelle se constate la prépondérance de l'autorité publique, ainsi que toute autre institution de droit colonial qui répondait aux mêmes conditions.

6° sans préjudice de l'application des dispositions du § 1er, la durée des services rendus qui, dans le statut pécuniaire du personnel des ministères, peuvent entrer en ligne de compte pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire des fonctionnaires appartenant au niveau A et ce, selon les mêmes modalités.

Au cas où certaines de ces professions auraient été exercées en même temps, le cumul de celles-ci n'est pas autorisé pour le calcul des majorations de traitement.

Au cas où certaines de ces professions auraient été exercées successivement, les temps d'exercice sont additionnés. Les services restants sont valorisés d'après l'importance qui leur est reconnue pour la catégorie à laquelle ils appartiennent.

L'expression " services d'Afrique " désigne tout service qui relevait du gouvernement du Congo belge ou du gouvernement du Ruanda-Urundi et qui n'était pas constitué en personne juridique.

L'expression " services publics autres que les services de l'Etat et les services d'Afrique " désigne:

- a) tout service relevant du pouvoir exécutif et constitué en personnalité juridique;
- b) tout service qui relevait du gouvernement du Congo belge ou du gouvernement du Ruanda-Urundi et était constitué en personnalité juridique;
- c) tout service communal ou provincial;
- d) toute autre institution de droit belge, qui répond à des besoins collectifs d'intérêt local ou général et dans la création ou la direction particulière de laquelle se constate la prépondérance de l'autorité publique, ainsi que toute autre institution de droit colonial qui répondait aux mêmes conditions.

6° sans préjudice de l'application des dispositions du paragraphe 1er, entrent également en ligne de compte pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire les services visés à l'article 12, alinéas 1 à 5, et 7, de l'arrêté royal du 25 octobre 2013 relatif à la carrière pécuniaire des membres du personnel de la fonction publique fédérale. Pour l'application de cet article, les mots « fonctionnaire dirigeant ou son délégué » sont remplacés par les mots « président du comité de direction du Service Public Fédéral Justice ou son délégué.

Au cas où certaines de ces professions auraient été exercées en même temps, le cumul de celles-ci n'est pas autorisé pour le calcul des majorations de traitement.

Au cas où certaines de ces professions auraient été exercées successivement, les temps d'exercice sont additionnés. Les services restants sont valorisés d'après l'importance qui leur est reconnue pour la catégorie à laquelle ils appartiennent.

§ 3. Le calcul des services valorisés conformément au paragraphe 2 s'effectue selon l'article 11, §§ 2 à 7 de l'arrêté royal du 25 octobre 2013 relatif à la carrière pécuniaire des membres du personnel de la fonction publique fédérale.

§ 4. Entrent en ligne de compte pour le calcul de l'ancienneté du membre du personnel contractuel les services visés au paragraphe 2. Ils sont calculés conformément au paragraphe 3.

§ 5. Pour le membre du personnel, l'ancienneté pécuniaire évolue par mois entier, s'il est en activité de service, même à prestations réduites pour convenances personnelles, ou en disponibilité.

L'ancienneté pécuniaire acquise après l'entrée en service évolue par mois entier. Les mois incomplets ne sont pas pris en compte.

L'ancienneté pécuniaire est réduite d'un tiers lorsque le membre du personnel de niveau B ou C est promu au niveau A. Le résultat est exprimé en mois et arrondi au nombre entier supérieur. Le cas échéant, l'ancienneté pécuniaire est rectifiée pour neutraliser l'effet d'une application antérieure des classes d'âge semblables à celles définies dans le statut pécuniaire des membres du personnel de la fonction publique fédérale.

Toutefois, la réduction est limitée à 2 ans, pour les services prestés dans une fonction du niveau B et à 5 ans pour ceux prestés dans une fonction des niveaux C et D. Cette règle ne peut pas avoir pour effet d'imposer une réduction totale de plus de 5 ans.

La réduction est en outre limitée de manière à ce que la promotion au niveau A garantisse une augmentation de traitement annuelle d'au moins 1094 euros.

§ 6. Pour le membre du personnel contractuel, l'ancienneté pécuniaire évolue, par mois entier, s'ils exécutent effectivement leur contrat de travail.

L'ancienneté pécuniaire acquise après l'entrée en service évolue par mois entier. Les mois incomplets ne sont pas pris en compte.

Par dérogation à l'alinéa 1er, l'ancienneté pécuniaire évolue même dans les cas de suspension du contrat de travail :

1° si le membre du personnel contractuel reste rémunéré par le Service public fédéral Justice;

Art. 366bis. (nouveau)

Art. 366ter. (nouveau)

2° si le membre du personnel contractuel bénéficie du congé de maternité ou de l'interruption de travail visés aux articles 42 et 43 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail ou de l'article 18, alinéa 2, de la loi du 14 décembre 2000 fixant certains aspects de l'aménagement du temps de travail ;

3° si le membre du personnel contractuel bénéficie du congé parental non rémunéré octroyé par l'arrêté royal du 16 mars 2001 relatif aux congés et aux absences accordés à certains membres du personnel des services qui assistent le pouvoir judiciaire, de même que celui octroyé dans le cadre de l'interruption de carrière ;

4° si le membre du personnel contractuel est en cessation concertée de travail;

5° si le membre du personnel contractuel bénéficie du congé pour raisons impérieuses créé par l'arrêté royal du 11 octobre 1991 déterminant les modalités de l'exercice du droit à un congé pour raisons impérieuses.

Art. 366bis. L'ancienneté d'échelle est l'ancienneté pécuniaire acquise, selon les modalités de l'article 366, §§ 5 et 6, en tant que membre du personnel dans une échelle de traitement donnée. Elle se calcule à partir du 1^{er} jour du mois complet où le membre du personnel bénéficie de cette échelle de traitement.

Le membre du personnel qui bénéficie du dernier échelon de son échelle de traitement continue à accroître son ancienneté d'échelle.

Le présent article s'applique au membre du personnel contractuel.

Art. 366ter. Le membre du personnel contractuel qui est nommé à titre provisoire dans le même grade ou la même classe, ou qui obtient un nouveau contrat de travail, conserve son échelle de traitement et son ancienneté d'échelle.

Le présent article ne s'applique pas lorsque le contrat de travail a pris fin depuis plus de douze mois.

Art. 367bis. A chaque grade et à chaque classe sont attachées une ou plusieurs échelles de traitement.

Art. 367bis. A chaque grade et à chaque classe sont affectées une ou plusieurs échelles de traitement.

A défaut de dispositions lui attribuant une autre échelle de traitement, le membre du personnel obtient la première échelle de traitement de son grade ou de sa classe.

Chaque échelle de traitement comprend trente échelons.

Dans son échelle de traitement, le membre du personnel occupe l'échelon qui correspond à son ancienneté pécuniaire.

Le présent article s'applique au membre du personnel contractuel.

Art. 367ter. (rétabli)

Art. 367ter. Le membre du personnel obtient chaque mois un douzième du traitement annuel.

Ce traitement bénéficie du régime d'indexation et est rattaché à l'indice-pivot 138,01. Son calcul est réalisé en négligeant la troisième décimale dans le résultat final.

Le présent article s'applique au membre du personnel contractuel.

Art. 367quater. (nouveau)

Art. 367quater. Le membre du personnel qui preste à temps partiel est payé au prorata.

Le membre du personnel, qu'il preste à temps plein ou à temps partiel, qui n'a fourni des services que pendant une partie du mois est rémunéré à due concurrence.

Cette partie s'exprime dans une fraction dont le numérateur est le nombre de jours réellement prestés et le dénominateur le nombre de jours ouvrés. Si le nombre d'heures varie selon les jours, le numérateur et le dénominateur sont les nombres d'heures correspondants.

Le présent article s'applique au membre du personnel contractuel.

Art. 367quinquies. (nouveau)

Art. 367quinquies. Lorsque la promotion barémique, la promotion à un niveau supérieur

Art. 368. Dans la classe A1, le membre du personnel est rémunéré par l'échelle de traitement A11.

Dans la classe A2, le membre du personnel est rémunéré par l'échelle de traitement A21.

Dans la classe A3, le membre du personnel est rémunéré par l'échelle de traitement A31.

Dans les classes A1, A2 et A3, le membre du personnel rémunéré par l'échelle de traitement reprise dans la colonne 1 du tableau ci-dessous qui a réussi la formation certifiée conformément à l'article 280, obtient au terme de la durée de validité de la formation certifiée, visée à l'article 284, l'échelle de traitement mentionnée dans la colonne 2.

1	2
A11	A12
A12	A21
A21	A22
A22	A23
A31	A32
A32	A33

Par dérogation à l'alinéa 4, le membre du personnel rémunéré par l'échelle de traitement A11 pendant une période de six ans obtient automatiquement l'échelle de traitement A12.

Art. 369. § 1er. Dans la classe A4, le membre du personnel est rémunéré par l'échelle de traitement A41.

Après six ans de rémunération dans l'échelle de traitement A41, le membre du personnel bénéficie de l'échelle de traitement A42 s'il a réussi une formation certifiée.

Après six ans de rémunération dans l'échelle de traitement A42, le membre du personnel bénéficie de l'échelle de traitement A43 s'il a réussi une formation certifiée.

§ 2. Dans la classe A5, le membre du personnel est

ou à une classe supérieure n'est pas octroyée le premier jour du mois, elle ne produit ses effets que le premier jour du mois qui suit.

Le traitement est payé à terme échu.

Art. 368. La classe A1 comprend les échelles de traitement NA11, NA12, NA13, NA14, NA15 et NA16.

La classe A2 comprend les échelles de traitement NA21, NA22, NA23, NA24 et NA25.

La classe A3 comprend les échelles de traitement NA31, NA32, NA33, NA34 et NA35.

La classe A4 comprend les échelles de traitement NA41, NA42, NA43 et NA44.

La classe A5 comprend les échelles de traitement NA51, NA52, NA53 et NA54.

Art. 369. Pendant la durée de la désignation comme greffier en chef ou secrétaire en chef, le titulaire du mandat visé à l'article 160, § 8, alinéa 3, bénéficie de la dernière échelle de traitement attachée à la classe dans laquelle la fonction à laquelle il est désigné, est rangée.

rémunéré par l'échelle de traitement A51.

Le membre du personnel, rémunéré pendant une période de six ans par l'échelle de traitement A51, obtient automatiquement l'échelle de traitement A52.

Le membre du personnel, rémunéré pendant une période de six ans par l'échelle de traitement A52, obtient automatiquement l'échelle de traitement A53.

Art. 370. Sont liés aux échelles de traitement les traitements suivants :

1° Classe A1

Echelle de traitements A11 - traitement minimum : 21 880,00 euros
- traitement maximum : 33 895,00 euros;
- augmentations intermédiaires : 27 augmentations annuelles de 445 euros.

Echelle de traitements A12 - traitement minimum : 23 880,00 euros
- traitement maximum : 35 895,00 euros;
- augmentations intermédiaires : 27 augmentations annuelles de 445 euros.

2° Classe A2

Echelle de traitements A21 - traitement minimum : 25 880,00 euros
- traitement maximum : 38 360,00 euros;
- augmentations intermédiaires : 26 augmentations annuelles de 480 euros.

Echelle de traitements A22 - traitement minimum : 28 880,00 euros
- traitement maximum : 41 360,00 euros;
- augmentations intermédiaires : 26 augmentations annuelles de 480 euros.

Art 370. § 1^{er}. Dans la classe A1, les échelles de traitement sont fixées comme suit (en euros) :

	NA11	NA12	NA13	NA14	NA15	NA16
0	21.880	24.880	27.880	30.880	33.880	36.880
1	22.138	25.138	28.138	31.138	34.138	37.138
2	22.396	25.396	28.396	31.396	34.396	37.396
3	22.654	25.654	28.654	31.654	34.654	37.654
4	22.912	25.912	28.912	31.912	34.912	37.912
5	23.170	26.170	29.170	32.170	35.170	38.170
6	23.428	26.428	29.428	32.428	35.428	38.428
7	23.686	26.686	29.686	32.686	35.686	38.686
8	23.943	26.943	29.943	32.943	35.943	38.943
9	24.201	27.201	30.201	33.201	36.201	39.201
10	24.459	27.459	30.459	33.459	36.459	39.459
11	24.717	27.717	30.717	33.717	36.717	39.717
12	24.975	27.975	30.975	33.975	36.975	39.975
13	25.233	28.233	31.233	34.233	37.233	40.233
14	25.491	28.491	31.491	34.491	37.491	40.491
15	25.749	28.749	31.749	34.749	37.749	40.749
16	26.007	29.007	32.007	35.007	38.007	41.007
17	26.265	29.265	32.265	35.265	38.265	41.265
18	26.523	29.523	32.523	35.523	38.523	41.523
19	26.781	29.781	32.781	35.781	38.781	41.781
20	27.039	30.039	33.039	36.039	39.039	42.039
21	27.297	30.297	33.297	36.297	39.297	42.297
22	27.554	30.554	33.554	36.554	39.554	42.554
23	27.812	30.812	33.812	36.812	39.812	42.812
24	28.070	31.070	34.070	37.070	40.070	43.070
25	28.328	31.328	34.328	37.328	40.328	43.328
26	28.586	31.586	34.586	37.586	40.586	43.586
27	28.844	31.844	34.844	37.844	40.844	43.844
28	29.102	32.102	35.102	38.102	41.102	44.102
29	29.360	32.360	35.360	38.360	41.360	44.360

§ 2. Dans la classe A2, les échelles de traitement sont fixées comme suit (en euros) :

	NA21	NA22	NA23	NA24	NA25
0	25.880	29.680	32.680	35.680	38.680
1	26.076	29.876	32.876	35.876	38.876
2	26.272	30.072	33.072	36.072	39.072
3	26.468	30.268	33.268	36.268	39.268

Echelle de traitements A23

- traitement minimum : 31 880,00 euros
- traitement maximum : 44 360,00 euros;
- augmentations intermédiaires : 26 augmentations annuelles de 480 euros.

3° Classe A3

Echelle de traitements A31

- traitement minimum : 32 880,00 euros
- traitement maximum : 44 860,00 euros;
- augmentations intermédiaires : 24 augmentations annuelles de 520 euros.

Echelle de traitements A32

- traitement minimum : 35 880,00 euros
- traitement maximum : 48 360,00 euros;
- augmentations intermédiaires : 24 augmentations annuelles de 520 euros.

Echelle de traitements A33

- traitement minimum : 38 880,00 euros
- traitement maximum : 51 360,00 euros;
- augmentations intermédiaires : 24 augmentations annuelles de 520 euros.

4° Classe A4

Echelle de traitements A41

- traitement minimum : 39 570,00 euros
- traitement maximum : 52 990,00 euros;
- augmentations intermédiaires : 22 augmentations annuelles de 610 euros.

Echelle de traitements A42

- traitement minimum : 42 570,00 euros
- traitement maximum : 55 990,00 euros;
- augmentations

4	26.663	30.463	33.463	36.463	39.463
5	26.859	30.659	33.659	36.659	39.659
6	27.055	30.855	33.855	36.855	39.855
7	27.251	31.051	34.051	37.051	40.051
8	27.447	31.247	34.247	37.247	40.247
9	27.643	31.443	34.443	37.443	40.443
10	27.839	31.639	34.639	37.639	40.639
11	28.034	31.834	34.834	37.834	40.834
12	28.230	32.030	35.030	38.030	41.030
13	28.426	32.226	35.226	38.226	41.226
14	28.622	32.422	35.422	38.422	41.422
15	28.818	32.618	35.618	38.618	41.618
16	29.014	32.814	35.814	38.814	41.814
17	29.210	33.010	36.010	39.010	42.010
18	29.406	33.206	36.206	39.206	42.206
19	29.601	33.401	36.401	39.401	42.401
20	29.797	33.597	36.597	39.597	42.597
21	29.993	33.793	36.793	39.793	42.793
22	30.189	33.989	36.989	39.989	42.989
23	30.385	34.185	37.185	40.185	43.185
24	30.581	34.381	37.381	40.381	43.381
25	30.777	34.577	37.577	40.577	43.577
26	30.972	34.772	37.772	40.772	43.772
27	31.168	34.968	37.968	40.968	43.968
28	31.364	35.164	38.164	41.164	44.164
29	31.560	35.360	38.360	41.360	44.360

§ 3. Dans la classe A3, les échelles de traitement sont fixées comme suit (en euros) :

	NA31	NA32	NA33	NA34	NA35
0	32.380	36.380	39.380	42.380	45.380
1	32.586	36.586	39.586	42.586	45.586
2	32.792	36.792	39.792	42.792	45.792
3	32.999	36.999	39.999	42.999	45.999
4	33.205	37.205	40.205	43.205	46.205
5	33.411	37.411	40.411	43.411	46.411
6	33.617	37.617	40.617	43.617	46.617
7	33.823	37.823	40.823	43.823	46.823
8	34.030	38.030	41.030	44.030	47.030
9	34.236	38.236	41.236	44.236	47.236
10	34.442	38.442	41.442	44.442	47.442
11	34.648	38.648	41.648	44.648	47.648
12	34.854	38.854	41.854	44.854	47.854
13	35.061	39.061	42.061	45.061	48.061
14	35.267	39.267	42.267	45.267	48.267
15	35.473	39.473	42.473	45.473	48.473
16	35.679	39.679	42.679	45.679	48.679
17	35.886	39.886	42.886	45.886	48.886
18	36.092	40.092	43.092	46.092	49.092
19	36.298	40.298	43.298	46.298	49.298
20	36.504	40.504	43.504	46.504	49.504
21	36.710	40.710	43.710	46.710	49.710
22	36.917	40.917	43.917	46.917	49.917
23	37.123	41.123	44.123	47.123	50.123
24	37.329	41.329	44.329	47.329	50.329
25	37.535	41.535	44.535	47.535	50.535
26	37.741	41.741	44.741	47.741	50.741

intermédiaires :
22 augmentations
annuelles de 610 euros.

Echelle de
traitements A43

- traitement minimum :
45 570,00 euros
- traitement maximum :
58 990,00 euros;
- augmentations
intermédiaires :
22 augmentations
annuelles de 610 euros.

5° Classe A5

Echelle de
traitements A51

- traitement minimum :
47 360,00 euros
- traitement maximum :
60 780,00 euros;
- augmentations
intermédiaires :
22 augmentations
annuelles de 610 euros.

Echelle de
traitements A52

- traitement minimum :
50 360,00 euros
- traitement maximum :
63 780,00 euros;
- augmentations
intermédiaires :
22 augmentations
annuelles de 610 euros.

Echelle de
traitements A53

- traitement minimum :
53 360,00 euros
- traitement maximum :
66 780,00 euros;
- augmentations
intermédiaires :
22 augmentations
annuelles de 610 euros.

27	37.948	41.948	44.948	47.948	50.948
28	38.154	42.154	45.154	48.154	51.154
29	38.360	42.360	45.360	48.360	51.360

§ 4. Dans la classe A4, les échelles de traitement sont fixées comme suit (en euros) :

	NA41	NA42	NA43	NA44
0	39.570	43.570	47.570	51.570
1	39.826	43.826	47.826	51.826
2	40.082	44.082	48.082	52.082
3	40.338	44.338	48.338	52.338
4	40.593	44.593	48.593	52.593
5	40.849	44.849	48.849	52.849
6	41.105	45.105	49.105	53.105
7	41.361	45.361	49.361	53.361
8	41.617	45.617	49.617	53.617
9	41.873	45.873	49.873	53.873
10	42.129	46.129	50.129	54.129
11	42.384	46.384	50.384	54.384
12	42.640	46.640	50.640	54.640
13	42.896	46.896	50.896	54.896
14	43.152	47.152	51.152	55.152
15	43.408	47.408	51.408	55.408
16	43.664	47.664	51.664	55.664
17	43.920	47.920	51.920	55.920
18	44.176	48.176	52.176	56.176
19	44.431	48.431	52.431	56.431
20	44.687	48.687	52.687	56.687
21	44.943	48.943	52.943	56.943
22	45.199	49.199	53.199	57.199
23	45.455	49.455	53.455	57.455
24	45.711	49.711	53.711	57.711
25	45.967	49.967	53.967	57.967
26	46.222	50.222	54.222	58.222
27	46.478	50.478	54.478	58.478
28	46.734	50.734	54.734	58.734
29	46.990	50.990	54.990	58.990

§ 5. Dans la classe A5, les échelles de traitement sont fixées comme suit (en euros) :

	NA51	NA52	NA53	NA54
0	47.360	51.360	55.360	59.360
1	47.616	51.616	55.616	59.616
2	47.872	51.872	55.872	59.872
3	48.128	52.128	56.128	60.128
4	48.383	52.383	56.383	60.383
5	48.639	52.639	56.639	60.639
6	48.895	52.895	56.895	60.895
7	49.151	53.151	57.151	61.151
8	49.407	53.407	57.407	61.407
9	49.663	53.663	57.663	61.663
10	49.919	53.919	57.919	61.919
11	50.174	54.174	58.174	62.174
12	50.430	54.430	58.430	62.430
13	50.686	54.686	58.686	62.686
14	50.942	54.942	58.942	62.942

Art. 371. § 1er. Aux grades de greffier et de secrétaire est attachée l'échelle de traitement BJ1.

§ 2. Le greffier ou le secrétaire qui a réussi les formations certifiées 1 et 2 liées à ce grade obtient au terme d'une période de cinq ans à partir du premier jour du mois qui suit la date de son inscription à cette dernière formation certifiée et, au plus tôt, à l'expiration de la durée de validité de la formation certifiée précédente, l'échelle de traitement BJ2.

§ 3. Le greffier ou le secrétaire qui a réussi une des formations certifiées 3, 4 et 5 liées à ce grade obtient au terme d'une période de cinq ans à partir du premier jour du mois qui suit la date de son inscription à la dernière formation certifiée et, au plus tôt, à l'expiration de la durée de validité de la formation certifiée précédente, l'échelle de traitement BJ3.

Art. 372. Aux échelles de traitement des greffiers et secrétaires sont attachés les traitements suivants :

Echelle de traitement BJ1 :

- traitement minimum : 17 274,00 euros;
- traitement maximum : 25 688,00 euros;
- augmentations intermédiaires :
 - trois augmentations annuelles de 253 euros,
 - suivies d'une augmentation biennale de 293 euros,
 - suivie d'une augmentation biennale de 391 euros,
 - suivie d'une augmentation biennale de 673 euros,
 - suivie de neuf augmentations biennales de 625 euros.

15	51.198	55.198	59.198	63.198
16	51.454	55.454	59.454	63.454
17	51.710	55.710	59.710	63.710
18	51.966	55.966	59.966	63.966
19	52.221	56.221	60.221	64.221
20	52.477	56.477	60.477	64.477
21	52.733	56.733	60.733	64.733
22	52.989	56.989	60.989	64.989
23	53.245	57.245	61.245	65.245
24	53.501	57.501	61.501	65.501
25	53.757	57.757	61.757	65.757
26	54.012	58.012	62.012	66.012
27	54.268	58.268	62.268	66.268
28	54.524	58.524	62.524	66.524
29	54.780	58.780	62.780	66.780

Art. 371. Le grade de greffier et de secrétaire comprend les échelles de traitement NBJ1, NBJ2, NBJ3, NBJ4 et NBJ5.

Art. 372. Les échelles de traitement des greffiers et des secrétaires sont fixées comme suit (en euros) :

	NBJ1	NBJ2	NBJ3	NBJ4	NBJ5
0	17.274	20.274	22.774	25.274	27.774
1	17.530	20.530	23.030	25.530	28.030
2	17.786	20.786	23.286	25.786	28.286
3	18.042	21.042	23.542	26.042	28.542
4	18.298	21.298	23.798	26.298	28.798
5	18.554	21.554	24.054	26.554	29.054
6	18.810	21.810	24.310	26.810	29.310
7	19.066	22.066	24.566	27.066	29.566
8	19.321	22.321	24.821	27.321	29.821
9	19.577	22.577	25.077	27.577	30.077
10	19.833	22.833	25.333	27.833	30.333
11	20.089	23.089	25.589	28.089	30.589

Echelle de traitement BJ2 :

- traitement minimum : 21 731,00 euros;
- traitement maximum : 32 396,00 euros;
- augmentations intermédiaires :
 - trois augmentations annuelles de 372 euros,
 - suivies de deux augmentations biennales de 293 euros,
 - suivies de trois augmentations biennales de 673 euros,
 - suivies d'une augmentation biennale de 992 euros,
 - suivie de huit augmentations biennales de 744 euros.

Echelle de traitement BJ3 :

- traitement minimum : 24 531,00 euros;
- traitement maximum : 35 196,00 euros;
- augmentations intermédiaires :
 - trois augmentation annuelles de 372 euros,
 - suivies de deux augmentations biennales de 293 euros,
 - suivies de trois augmentations biennales de 673 euros,
 - suivie d'une augmentation biennale de 992 euros,
 - suivies de huit augmentations biennales de 744 euros.

Art. 372bis. (nouveau)

12	20.345	23.345	25.845	28.345	30.845
13	20.601	23.601	26.101	28.601	31.101
14	20.857	23.857	26.357	28.857	31.357
15	21.113	24.113	26.613	29.113	31.613
16	21.369	24.369	26.869	29.369	31.869
17	21.625	24.625	27.125	29.625	32.125
18	21.881	24.881	27.381	29.881	32.381
19	22.137	25.137	27.637	30.137	32.637
20	22.393	25.393	27.893	30.393	32.893
21	22.649	25.649	28.149	30.649	33.149
22	22.904	25.904	28.404	30.904	33.404
23	23.160	26.160	28.660	31.160	33.660
24	23.416	26.416	28.916	31.416	33.916
25	23.672	26.672	29.172	31.672	34.172
26	23.928	26.928	29.428	31.928	34.428
27	24.184	27.184	29.684	32.184	34.684
28	24.440	27.440	29.940	32.440	34.940
29	24.696	27.696	30.196	32.696	35.196

Art. 372bis. Le membre du personnel est promu de la première à la deuxième échelle de traitement de son grade ou de sa classe le premier jour du mois qui suit celui où il remplit les deux conditions suivantes :

1° compter au moins trois ans d'ancienneté d'échelle ;

2° avoir obtenu, dans son échelle de traitement, trois fois, l'une des mentions suivantes : « exceptionnel » ou « répond aux attentes ».

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le membre du personnel est promu de la première à la deuxième échelle de traitement de son grade ou de sa classe le premier jour du mois qui suit celui où il remplit les trois conditions suivantes :

1° compter au moins deux ans d'ancienneté d'échelle ;

Art. 372ter. (nouveau)

2° avoir obtenu, dans son échelle de traitement, deux fois, la mention « exceptionnel » ;

3° n'avoir pas obtenu, dans son échelle de traitement, la mention « à améliorer », ni la mention « insuffisant » .

Art. 372ter. Dans le niveau B, le membre du personnel est promu à l'échelle de traitement supérieure qui n'est pas la deuxième échelle de traitement de son grade le premier jour du mois qui suit celui où il remplit les deux conditions suivantes :

1° compter au moins six ans d'ancienneté d'échelle ;

2° avoir obtenu, dans son échelle de traitement, six fois, l'une des mentions suivantes : « exceptionnel » ou « répond aux attentes ».

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le membre du personnel est promu à l'échelle de traitement supérieure qui n'est pas la deuxième échelle de traitement de son grade le premier jour du mois qui suit celui où il remplit les trois conditions suivantes :

1° compter au moins quatre ans d'ancienneté d'échelle ;

2° avoir obtenu, dans son échelle de traitement, quatre fois, la mention « exceptionnel » ;

3° n'avoir pas obtenu, dans son échelle de traitement, la mention « à améliorer », ni la mention « insuffisant ».

Art. 372quater. (nouveau)

Art. 372quater. Au niveau A, le membre du personnel est promu à l'échelle de traitement supérieure qui n'est pas la deuxième échelle de traitement de sa classe le premier jour du mois qui suit celui où il remplit les deux conditions suivantes :

1° compter au moins cinq ans d'ancienneté d'échelle ;

2° avoir obtenu, dans son échelle de traitement, cinq fois, l'une des mentions suivantes : « exceptionnel » ou « répond aux attentes ».

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le membre du

Art. 372quinquies. (nouveau)

Art. 372sexies. (nouveau)

Art. 372septies. (nouveau)

personnel est promu à l'échelle de traitement supérieure qui n'est pas la deuxième échelle de traitement de sa classe le premier jour du mois qui suit celui où il remplit les trois conditions suivantes :

1° compter au moins quatre ans d'ancienneté d'échelle ;

2° avoir obtenu, dans son échelle de traitement, quatre fois, la mention « exceptionnel » ;

3° n'avoir pas obtenu, dans son échelle de traitement, la mention « à améliorer », ni la mention « insuffisant ».

Par dérogation aux alinéas 1^{er} et 2, la promotion barémique vers l'échelle de traitement NA16 se fait conformément à l'article 372bis.

Art. 372quinquies. Le titulaire des fonctions de greffier en chef ou de secrétaire en chef visé à l'article 160, § 8, alinéa 3, est promu à l'échelle de traitement supérieure ou bénéficie des bonifications d'échelle dans la classe où il est nommé comme s'il y avait obtenu annuellement la mention « répond aux attentes ».

Art. 372sexies. Le membre du personnel contractuel bénéficie des promotions barémiques visées aux articles 372bis à 372quater.

Par dérogation à ces articles, un membre du personnel contractuel ne peut être promu à une échelle de traitement qui est supérieure à la troisième échelle de son grade ou de sa classe.

Art. 372septies. Le membre du personnel qui est promu au niveau supérieur ou à la classe supérieure obtient la première échelle de traitement de son grade ou de sa classe.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le membre du personnel promu au niveau supérieur ou à la classe supérieure et rémunéré dans l'échelle de traitement visée dans la première colonne du tableau ci-dessous obtient l'échelle de traitement de son grade ou de sa classe indiquée dans la deuxième colonne :

Colonne 1

Colonne 2

C3	NBJ2
C4	NBJ2
C5	NBJ3
B3	NA12
B4	NA12
B5	NA13
NBI3 / NBJ3	NA12
NBI4 / NBJ4	NA13/NA22
NBI5 / NBJ5	NA14 / NA23
NA12	NA22
NA13	NA23
NA14	NA24
NA15	NA25
NA16	NA25
NA23	NA32
NA24	NA33
NA25	NA34
NA34	NA42
NA35	NA43
NA43	NA52
NA44	NA53.

Art. 372octies. (nouveau)

Art. 372octies. Le membre du personnel qui obtient un changement de grade vers le grade de greffier ou de secrétaire bénéficie de la première, deuxième, troisième, quatrième ou cinquième échelle de traitement de son nouveau grade selon qu'il bénéficiait de la première, deuxième, troisième, quatrième ou cinquième échelle de traitement de son ancien grade. Il y emporte son ancienneté d'échelle ainsi que les mentions qu'il a reçues dans cette échelle de traitement.

Art. 373bis. § 1er. Pendant la durée de validité de la formation certifiée, visée à l'article 284, 1°, il est alloué :

1° une allocation de compétences annuelle de 2 000 euros aux membres du personnel rémunérés par l'échelle de traitement A11 ou A12;

2° une allocation de compétences annuelle de 3 000 euros aux membres du personnel rémunérés par l'échelle de traitement A21, A22, A31 ou A32;

§ 2. Les dispositions relatives aux conditions et modalités de paiement des allocations de compétences applicables aux membres du personnel des niveaux B, C ou D, visées à l'article 177, § 2, s'appliquent également aux membres du personnel de niveau A.

Art. 373bis. (abrogé)

Art. 373ter. § 1er. Le greffier ou le secrétaire qui réussit la formation certifiée 1 reçoit une allocation de compétences annuelle de 2 000 euros pendant la durée de validité de cette formation certifiée, visée à l'article 284, 2°.

§ 2. Le greffier ou le secrétaire qui réussit la formation certifiée 2 reçoit une allocation de compétences annuelle de 2 000 euros pendant la durée de validité de cette formation certifiée, visée à l'article 284, 2°.

§ 3. Le greffier ou le secrétaire qui ne réussit pas la formation certifiée 2 perd le bénéfice de l'allocation de compétences.

Par dérogation à l'alinéa précédent, il reçoit, pendant une période de douze mois suivant la date de clôture du procès-verbal de la formation certifiée 2 et, au plus tôt, à l'expiration de la durée de validité de la formation certifiée précédente, la moitié de l'allocation de compétences visée au § 1er.

§ 4. Le greffier ou le secrétaire rémunéré par l'échelle de traitement BJ2 qui réussit la formation certifiée 3 reçoit une allocation de compétences annuelle de 2 000 euros pendant la durée de validité de cette formation certifiée.

§ 5. Le greffier ou le secrétaire qui ne réussit pas la formation certifiée 3 perd le bénéfice de l'allocation de compétences.

Par dérogation à l'alinéa précédent, il reçoit, pendant une période de douze mois suivant la date de clôture du procès-verbal de la formation certifiée 3 et, au plus tôt, à l'expiration de la durée de validité de la formation certifiée précédente, la moitié de l'allocation de compétences visée au § 1er.

§ 6. Le greffier ou le secrétaire qui réussit la formation certifiée 4 reçoit une allocation de compétences annuelle de 2 000 euros pendant la durée de validité de cette mesure de compétences.

§ 7. Le greffier ou le secrétaire qui ne réussit pas la formation certifiée 4 perd le bénéfice de l'allocation de compétences.

Par dérogation à l'alinéa précédent, il reçoit, pendant une période de douze mois suivant la date de clôture du procès-verbal de la formation certifiée

Art. 373ter. (abrogé)

4, et, au plus tôt, à l'expiration de la durée de validité de la formation certifiée précédente, la moitié de l'allocation de compétences visée au § 1er.

§ 8. Le greffier ou le secrétaire qui réussit la formation certifiée 5 reçoit une allocation de compétences annuelle de 2 000 euros pendant la durée de validité de cette formation certifiée.

§ 9. Le greffier ou le secrétaire qui ne réussit pas la formation certifiée 5 perd le bénéfice de l'allocation de compétences.

§ 10. Les dispositions relatives aux conditions et modalités de paiement des allocations de compétences applicables aux membres du personnel des niveaux B, C ou D, visées à l'article 177, § 2, s'appliquent également aux membres du personnel de niveau B, revêtus du grade de greffier ou de secrétaire.

Art. 374. Le régime de mobilité applicable aux traitements du personnel des services publics fédéraux s'applique également aux primes et allocations visées aux articles 373, 373bis et 373ter.

Ces montants sont rattachés à l'indice pivot 138,01.

Art. 375. § 1er. Les membres du personnel de niveau A et les membres d'un greffe ou d'un secrétariat de parquet appelés, en application des articles 330 et 330bis, à remplir une fonction supérieure durant une période ininterrompue d'un mois, perçoivent une allocation dont le montant est fixé sur la base de la différence entre la rémunération dont le membre du personnel bénéficierait dans le grade de la fonction exercée à titre provisoire et la rémunération dont il bénéficie dans son grade effectif.

La rémunération dont il est question à l'alinéa précédent comprend :

1° le traitement, y compris, le cas échéant, les suppléments de traitement dus;

Art. 374. Le régime de mobilité applicable aux traitements du personnel des services publics fédéraux s'applique également aux primes et allocations visées à **l'article 373**.

Ces montants sont rattachés à l'indice pivot 138,01.

Art. 375. § 1er. Les membres du personnel de niveau A et les membres d'un greffe ou d'un secrétariat de parquet appelés, en application des articles 330 et 330bis, à remplir une fonction supérieure durant une période ininterrompue d'un mois, perçoivent une allocation dont le montant est fixé sur la base de la différence entre la rémunération dont le membre du personnel bénéficierait dans le grade de la fonction exercée à titre provisoire et la rémunération dont il bénéficie dans son grade effectif.

La rémunération dont il est question à l'alinéa précédent comprend :

1° le traitement, y compris, le cas échéant, les suppléments de traitement dus **et les bonifications d'échelle octroyées en vertu des articles 56 à 58 de la loi du ... modifiant certaines dispositions du Code judiciaire en vue d'instaurer une nouvelle carrière pécuniaire pour le personnel judiciaire ainsi qu'un système**

2° éventuellement l'allocation de foyer ou de résidence.

§ 2. Les membres d'un greffe ou d'un secrétariat de parquet appelés, en application de l'article 328 ou 329bis à remplir une fonction supérieure pendant une période d'au moins trois mois consécutifs, perçoivent une allocation dont le montant correspond à la moitié de celui visé au § 1er.

§ 3. Le régime de mobilité applicable aux traitements du personnel des services publics fédéraux s'applique également à cette allocation.

Elle est liée à l'indice pivot 138,01.

L'allocation est soumise à la cotisation pour le régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité secteur des soins de santé et à la cotisation spéciale pour le financement du régime de la sécurité sociale.

L'allocation n'est toutefois pas soumise à la retenue destinée au financement de la pension légale.

§ 4. Cette allocation est attribuée dans les mêmes conditions que l'allocation pour l'exercice d'une fonction supérieure accordée aux membres du personnel de niveau B, C et D visé à l'article 179.

Art. 377. § 1er. Le traitement est dû à partir du jour de la prestation de serment jusqu'au jour de la cessation des fonctions.

§ 2. En cas de nomination à de nouvelles fonctions, l'intéressé conserve le traitement antérieur jusqu'à la fin du mois au cours duquel il prête le serment requis pour l'exercice de ses nouvelles fonctions.

§ 3. A chaque modification du statut pécuniaire

de mandats pour les greffiers en chef et les secrétaires en chef ;

2° éventuellement l'allocation de foyer ou de résidence.

§ 2. Les membres d'un greffe ou d'un secrétariat de parquet appelés, en application de l'article 328 ou 329bis à remplir une fonction supérieure pendant une période d'au moins trois mois consécutifs, perçoivent une allocation dont le montant correspond à la moitié de celui visé au § 1er.

§ 3. Le régime de mobilité applicable aux traitements du personnel des services publics fédéraux s'applique également à cette allocation.

Elle est liée à l'indice pivot 138,01.

L'allocation est soumise à la cotisation pour le régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité secteur des soins de santé et à la cotisation spéciale pour le financement du régime de la sécurité sociale.

L'allocation n'est toutefois pas soumise à la retenue destinée au financement de la pension légale.

§ 4. Cette allocation est attribuée dans les mêmes conditions que l'allocation pour l'exercice d'une fonction supérieure accordée aux membres du personnel de niveau B, C et D visé à l'article 179.

§ 5. Le membre du personnel est promu à l'échelle de traitement supérieure ou bénéficie des bonifications d'échelle dans le grade ou la classe où il est nommé comme s'il y avait obtenu annuellement la mention « répond aux attentes ».

Art. 377. § 1er. Le traitement est dû à partir du jour de la prestation de serment jusqu'au jour de la cessation des fonctions.

Le traitement du mois du décès est intégralement dû.

§ 2. En cas de nomination à de nouvelles fonctions, l'intéressé conserve le traitement antérieur jusqu'à la fin du mois au cours duquel il prête le serment requis pour l'exercice de ses nouvelles fonctions.

§ 3. A chaque modification du statut pécuniaire

d'une fonction, tout traitement établi compte tenu de cette fonction, est à nouveau fixé comme si le nouveau statut pécuniaire avait existé de tout temps.

Si le traitement ainsi fixé est inférieur à celui dont le titulaire de la fonction bénéficiait dans sa fonction au moment de l'entrée en vigueur de la loi nouvelle, le traitement le plus élevé lui est maintenu dans cette fonction, jusqu'à ce qu'il obtienne un traitement au moins égal.

Loi du 25 avril 2007 modifiant le Code judiciaire, notamment les dispositions relatives au personnel judiciaire de niveau A, aux greffiers et aux secrétaires ainsi que les dispositions relatives à l'organisation judiciaire

Art. 170. § 1er. Les personnes revêtues au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi d'un des grades supprimés figurant ci-dessous dans la colonne 1, auxquels sont attachés les traitements, l'échelle de traitement et les suppléments de traitement mentionnés à la colonne 2, sont nommées d'office dans la classe indiquée à la colonne 3, rémunérées par l'échelle de traitement indiquée à la colonne 4 et revêtues du titre indiqué à la colonne 5.

	1	2	3	4	5
Cour de cassation/ Parquet de la Cour de cassation	Greffier en chef Secrétaire en chef	Traitement minimum : 37 694,74 Traitement maximum : 50 327,91	A3	A33 Traitement minimum : 38 880,00 Traitement maximum : 51 360,00	Greffier en chef Secrétaire en chef
Cours d'appel et cours du travail/ Parquet de la cour d'appel, parquet de la cour du travail et parquet fédéral	Greffier en chef Secrétaire en chef	Traitement minimum : 35 465,30 Traitement maximum : 48 098,47	A3	A32 Traitement minimum : 35 880,00 Traitement maximum : 48 360,00	Greffier en chef Secrétaire en chef
Tribunaux de première instance, tribunaux du travail et tribunaux de commerce/ Parquet du procureur du Roi et parquet de l'auditeur du travail dont le ressort compte au moins 250 000 habitants	Greffier en chef Secrétaire en chef	Traitement minimum : 33 681,72 Traitement maximum : 46 314,89	A3	A32 Traitement minimum : 35 880,00 Traitement maximum : 48 360,00	Greffier en chef Secrétaire en chef

d'une fonction, tout traitement établi compte tenu de cette fonction, est à nouveau fixé comme si le nouveau statut pécuniaire avait existé de tout temps.

Si le traitement ainsi fixé est inférieur à celui dont le titulaire de la fonction bénéficiait dans sa fonction au moment de l'entrée en vigueur de la loi nouvelle, le traitement le plus élevé lui est maintenu dans cette fonction, jusqu'à ce qu'il obtienne un traitement au moins égal.

Loi du 25 avril 2007 modifiant le Code judiciaire, notamment les dispositions relatives au personnel judiciaire de niveau A, aux greffiers et aux secrétaires ainsi que les dispositions relatives à l'organisation judiciaire

Art. 170. (abrogé)

Tribunaux de première instance, tribunaux du travail et tribunaux de commerce/ Parquet du procureur du Roi et parquet de l'auditeur du travail dont le ressort compte moins de 250 000 habitants	Greffier en chef Secrétaire en chef	Traitement minimum : 29 371,48 Traitement maximum : 42 004,65	A3	A31 Traitement minimum : 32 226,25 Traitement maximum : 44 859,42	Greffier en chef Secrétaire en chef
Justices de paix et tribunaux de police	Greffier en chef	Traitement minimum : 27 513,62 Traitement maximum : 40 146,79	A2	A22 Traitement minimum : 28 880,00 Traitement maximum : 41 360,00	Greffier en chef
Cour de cassation/ Parquet de la Cour de cassation	Greffier-chef de service/ Secrétaire-chef de service	Traitement minimum : 27 513,62 Traitement maximum : 40 146,79	A2	A23 Traitement minimum : 31 880,00 Traitement maximum : 44 360,00	Greffier-chef de service/ Secrétaire-chef de service
Cours d'appel et cours du travail/ Parquet de la cour d'appel, parquet de la cour du travail et parquet fédéral	Greffier-chef de service/ Secrétaire-chef de service	Traitement minimum : 25 358,51 Traitement maximum : 37 991,68	A2	A23 Traitement minimum : 31 880,00 Traitement maximum : 44 360,00	Greffier-chef de service/ Secrétaire-chef de service
Tribunaux de première instance, tribunaux du travail tribunaux de commerce et tribunaux de police/ Parquet du procureur du Roi et parquet de l'auditeur du travail	Greffier-chef de service/ Secrétaire-chef de service en service depuis au moins trois ans	Traitement minimum : 20 453,72 Traitement maximum : 33 086,89	A2	A22 Traitement minimum : 28 880,00 Traitement maximum : 41 360,00	Greffier-chef de service/ Secrétaire-chef de service
Tribunaux de première instance, tribunaux du travail tribunaux de commerce et tribunaux de police/ Parquet du procureur du Roi et parquet de l'auditeur du travail	Greffier-chef de service/ Secrétaire-chef de service en service depuis moins de trois ans	Traitement minimum : 20 453,72 Traitement maximum : 33 086,89	A2	A21 Traitement minimum : 25 880,00 Traitement maximum : 38 360,00	Greffier-chef de service/ Secrétaire-chef de service
Cours d'appel et tribunaux de première instance	Référéndaire/ Juriste de parquet en service depuis moins de trois ans	Traitement minimum : 20 705,34 Traitement maximum : 32 165,25	A1	A11 Traitement minimum : 21 880,00 Traitement maximum : 33 895,00	Référéndaire/ Juriste de parquet
Cours d'appel et tribunaux de première instance	Référéndaire/ Juriste de parquet en service depuis trois ans au moins et six ans au plus	Traitement minimum : 20 705,34 Traitement maximum : 32 165,25	A1	A12 Traitement minimum : 23 880,00 Traitement maximum : 35 895,00	Référéndaire/ Juriste de parquet

Cours d'appel et tribunaux de première instance	Référéndaire/Juriste de parquet en service depuis trois ans au moins et six ans au plus	Traitement minimum : 22 479,86 Traitement maximum : 34 916,48	A1	A12 Traitement minimum : 23 880,00 Traitement maximum : 35 895,00	Référéndaire/Juriste de parquet
Cours d'appel et tribunaux de première instance	Référéndaire/Juriste de parquet en service depuis au moins six ans	Traitement minimum : 20 705,34 Traitement maximum : 32 165,25	A2	A21 Traitement minimum : 25 880,00 Traitement maximum : 38 360,00	Référéndaire/Juriste de parquet
Cours d'appel et tribunaux de première instance	Référéndaire/Juriste de parquet en service depuis au moins six ans	Traitement minimum : 22 479,86 Traitement maximum : 34 916,48	A2	A21 Traitement minimum : 25 880,00 Traitement maximum : 38 360,00	Référéndaire/Juriste de parquet
Grades particuliers créés conformément à l'article 180 du Code judiciaire et supprimés par la présente loi	Ingénieur industriel Traducteur-réviseur	Traitement minimum : 20 705,34 Traitement maximum : 32 165,25	A1	A11 Traitement minimum : 21 880,00 Traitement maximum : 33 895,00	Attaché
Grades particuliers créés conformément à l'article 180 du Code judiciaire et supprimés par la présente loi	Ingénieur industriel Traducteur-réviseur	Traitement minimum : 22 479,86 Traitement maximum : 34 916,48	A1	A12 Traitement minimum : 23 880,00 Traitement maximum : 35 895,00	Attaché
Grades particuliers créés conformément à l'article 180 du Code judiciaire et supprimés par la présente loi	Ingénieur industriel Traducteur-réviseur	Traitement minimum : 25 507,15 Traitement maximum : 37 925,77	A2	A21 Traitement minimum : 25 880,00 Traitement maximum : 38 360,00	Attaché
Service de la documentation et de la concordance des textes auprès de la Cour de cassation	Attaché	Traitement minimum : 22 479,86 Traitement maximum : 34 916,48	A1	A12 Traitement minimum : 23 880,00 Traitement maximum : 35 895,00	Attaché

§ 2. Pour le calcul de l'ancienneté de classe des personnes nommées dans la classe indiquée dans la colonne 3, les services prestés dans le grade indiqué dans la colonne 1 sont réputés avoir été fournis dans la classe indiquée dans la colonne 3.

L'ancienneté pécuniaire acquise par ces membres du personnel est réputée avoir été acquise dans les nouvelles échelles de traitement.

§ 3. Au cas où une fonction n'aurait pas fait l'objet d'une pondération, visée à l'article 160 du Code judiciaire, le membre du personnel est nommé dans une classe et bénéficie de l'échelle de traitement y attachée visée au § 1er.

Art. 171. Sans préjudice des dispositions de l'alinéa 2, le premier attaché, l'attaché-chef de service et le directeur du Service de la documentation et de la concordance des textes auprès de la Cour de cassation conservent le bénéfice de leur échelle de traitement en extinction ainsi que leur grade à titre personnel.

Les attachés en fonction au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi et ayant obtenu la mention « très bon » à leur évaluation visée à l'article 287quater du Code judiciaire, peuvent être promus par le ministre de la Justice aux grades successifs de premier attaché après au moins neuf années de service, d'attaché-chef de service après au moins dix-huit années de service et de directeur après au moins vingt-quatre années de service.

Art. 172. § 1er. Les personnes revêtues au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi d'un des grades supprimés figurant ci-dessous dans la colonne 1, auxquels sont attachés les traitements, l'échelle de traitement et les suppléments de traitement mentionnés à la colonne 2, sont nommées d'office au grade indiqué à la colonne 3 et rémunérées par l'échelle de traitement indiquée à la colonne 4.

	1	2	3	4
Cour de cassation/ Parquet de la Cour de cassation	Greffier Secrétaire	Traitement minimum : 27 513,62 Traitement maximum : 40 146,79	Greffier Secrétaire	Maintien du traitement à titre transitoire
Cours d'appel et cours du travail/ Parquet de la cour d'appel, parquet de la cour du travail et parquet fédéral	Greffier Secrétaire	Traitement minimum : 25 358,51 Traitement maximum : 37 991,68	Greffier Secrétaire	Maintien du traitement à titre transitoire
Tribunaux de première instance, tribunaux du travail et tribunaux de commerce, tribunaux de police et justices de paix/ Parquet du procureur du Roi et parquet de l'auditeur du travail	Greffier Secrétaire	Traitement minimum : 20 453,72 Traitement maximum : 33 086,89	Greffier Secrétaire	BJ3 Traitement minimum : 24 531,00 Traitement maximum : 35 196,00
Toutes les juridictions	Greffier adjoint principal Secrétaire adjoint principal	Traitement minimum : 17 927,00 Traitement maximum : 30 560,17	Greffier Secrétaire	BJ3 Traitement minimum : 24 531,00 Traitement maximum : 35 196,00

Art. 171. (abrogé)

Art. 172. (abrogé)

	nommé depuis 5 ans au moins dans une fonction de greffier adjoint, de greffier adjoint principal, de secrétaire adjoint ou de secrétaire adjoint principal			35 196,00
Toutes les juridictions	Greffier adjoint principal Secrétaire adjoint principal nommé depuis moins de 5 ans dans une fonction de greffier adjoint, de greffier adjoint principal, de secrétaire adjoint ou de secrétaire adjoint principal	Traitement minimum : 17 927,00 Traitement maximum : 30 560,17	Greffier Secrétaire	BJ2 Traitement minimum : 21 731,00 Traitement maximum : 32 396,00
Toutes les juridictions	Greffier adjoint Secrétaire adjoint	Traitement minimum : 17 258,25 Traitement maximum : 29 891,41	Greffier Secrétaire	BJ2 Traitement minimum : 21 731,00 Traitement maximum : 32 396,00

§ 2. Pour le calcul de l'ancienneté de grade des membres du personnel nommés dans le grade indiqué dans la colonne 3, les services prestés dans le grade indiqué dans la colonne 1 sont réputés avoir été fournis dans le grade indiqué à la colonne 3.

§ 3. L'ancienneté pécuniaire acquise par ces membres du personnel est réputée avoir été acquise dans les nouvelles échelles de traitement.

§ 4. ...

§ 5. Par dérogation à l'article 373ter, § 8, du Code judiciaire, ces membres du personnel, s'ils réussissent la formation certifiée 5 attachée au grade de greffier ou de secrétaire, bénéficient de l'échelle de traitement BJ3 à partir du premier jour du mois qui suit le jour de leur inscription à cette formation certifiée et, au plus tôt, à l'expiration de la durée de validité de la formation certifiée précédente.

Art. 173. L'application de la présente loi ne peut porter préjudice aux traitements, augmentations de traitement et pensions des membres des greffes et des secrétariats de parquet ni des attachés au Service de la documentation et de la concordance des textes auprès de la Cour de cassation en

Art. 173. (abrogé)

fonction au moment de son entrée en vigueur. Si le traitement prévu par la présente loi est inférieur au traitement dont la personne bénéficiait au moment de l'entrée en vigueur de la loi, elle conserve le traitement supérieur jusqu'à ce qu'elle perçoive un traitement au moins équivalent.

Art. 174. Pour l'application de l'article 173 les traitements des greffiers des cours, tribunaux, tribunaux de police et justices de paix, qui étaient d'application avant l'entrée en vigueur de la présente loi, sont maintenus en extinction comme suit :

Cour de cassation :

- Greffier en chef : 37 694,74 euros;
- Greffier : 27 513,62 euros;
- Greffier adjoint principal : 17 927,00 euros;
- Greffier adjoint : 17 258,24 euros.

Cours d'appel et cours du travail :

- Greffier en chef : 35 465,30 euros;
- Greffier : 25 358,51 euros;
- Greffier adjoint principal : 17 927,00 euros.
- Greffier adjoint : 17 258,24 euros.

Tribunaux de première instance, tribunaux du travail, tribunaux de commerce dont le ressort compte au moins 250 000 habitants :

- Greffier en chef : 33 681,72 euros;
- Greffier : 20 453,72 euros;
- Greffier adjoint principal : 17 927,00 euros;
- Greffier adjoint : 17 258,24 euros.

Tribunaux de première instance, tribunaux du travail, tribunaux de commerce dont le ressort compte moins de 250 000 habitants :

- Greffier en chef : 29 371,48 euros;
- Greffier : 20 453,72 euros.
- Greffier adjoint principal : 17 927,00 euros;
- Greffier adjoint : 17 258,24 euros.

Tribunaux de police et justices de paix :

- Greffier en chef : 27 513,62 euros;
- Greffier : 20 453,72 euros;
- Greffier adjoint principal : 17 927,00 euros;
- Greffier adjoint : 17 258,24 euros.

Art. 174. (abrogé)

Art. 175. Pour l'application de l'article 173, les traitements des secrétaires des parquets, qui étaient d'application avant l'entrée en vigueur de la présente loi, sont maintenus en extinction comme suit :

Parquet de la Cour de cassation :

- Secrétaire en chef : 37 694,74 euros;
- Secrétaire : 27 513,62 euros;
- Secrétaire adjoint principal : 17 927,00 euros;
- Secrétaire adjoint : 17 258,24 euros.

Parquet de la cour d'appel, parquet de la cour du travail et parquet fédéral :

- Secrétaire en chef : 35 465,30 euros;
- Secrétaire : 25 358,51 euros;
- Secrétaire adjoint principal : 17 927,00 euros;
- Secrétaire adjoint : 17 258,24 euros.

Parquet du procureur du Roi et parquet de l'auditeur du travail dont le ressort compte au moins 250 000 habitants :

- Secrétaire en chef : 33 681,72 euros;
- Secrétaire : 20 453,72 euros;
- Secrétaire adjoint principal : 17 927,00 euros;
- Secrétaire adjoint : 17 258,24 euros.

Parquet du procureur du Roi et parquet de l'auditeur du travail dont le ressort compte moins de 250 000 habitants :

- Secrétaire en chef : 29 371,48 euros;
- Secrétaire : 20 453,72 euros;
- Secrétaire adjoint principal : 17 927,00 euros;
- Secrétaire adjoint : 17 258,24 euros.

Art. 176. Les traitements que continuent à percevoir en extinction les greffiers et les secrétaires en application des articles 174 et 175 sont augmentés comme suit :

	Montant des augmentations
	après chaque période
- Trois ans	1 857,82 euros
- Six ans	1 857,82 euros
- Neuf ans	1 857,82 euros
- Douze ans	1 857,82 euros
- Quinze ans	1 857,82 euros
- Dix-huit ans	1 114,69 euros

Art. 175. (abrogé)

Art. 176. (abrogé)

- Vingt et un ans	1 114,69 euros
- Vingt-quatre ans	1 114,69 euros

Art. 177. Pour l'application de l'article 171 les traitements des attachés au Service de la documentation et de la concordance des textes auprès de la Cour de cassation, qui étaient d'application avant l'entrée en vigueur de la présente loi, sont maintenus en extinction comme suit :

premier attaché : 13 A :

- traitement minimum : 27 923,80 euros;
- traitement maximum : 42 638,83 euros;
- augmentations intermédiaires :
onze augmentations biennales de 1 337,73 euros;

attaché-chef de service : 13 B :

- traitement minimum : 30 715,07 euros;
- traitement maximum : 49 443,29 euros;
- augmentations intermédiaires :
quatorze augmentations biennales de 1 337,73 euros;

directeur : 15 A :

- traitement minimum : 39 122,44 euros;
- traitement maximum : 53 984,76 euros;
- augmentations intermédiaires :
onze augmentations biennales de 1 351,12 euros.

Loi du 1^{er} décembre 2013 portant réforme des arrondissements judiciaires et modifiant le Code judiciaire en vue de renforcer la mobilité des membres de l'ordre judiciaire

Art. 158. Lorsque plusieurs greffiers en chef sont présents dans un tribunal élargi ou dans des justices de paix en vertu des dispositions de la présente loi et du fait de la fusion des arrondissements, un nouveau greffier en chef est nommé à ce tribunal ou dans l'arrondissement en ce qui concerne les justices de paix et le tribunal de police par le biais de la sélection comparative visée à l'article 262, § 2, du Code judiciaire. Les greffiers en chef en fonction au moment de l'entrée en vigueur de cette disposition pourront participer à cette sélection.

Art. 177. (abrogé)

Loi du 1^{er} décembre 2013 portant réforme des arrondissements judiciaires et modifiant le Code judiciaire en vue de renforcer la mobilité des membres de l'ordre judiciaire

Art. 158. Lorsque plusieurs greffiers en chef sont présents dans un tribunal élargi ou dans des justices de paix en vertu des dispositions de la présente loi et du fait de la fusion des arrondissements, un nouveau greffier en chef est nommé à ce tribunal ou dans l'arrondissement en ce qui concerne les justices de paix et le tribunal de police par le biais de la sélection comparative visée à l'article 262, § 2, du Code judiciaire. Les greffiers en chef en fonction au moment de l'entrée en vigueur de cette disposition pourront participer à cette sélection.

Les autres greffiers en chef conservent leur traitement et portent le titre honorifique de leur ancienne fonction. Le nouveau greffier en chef les désigne en tant que greffier de division pour l'assister dans la direction des divisions ou justices de paix.

Art. 164. Les articles 154, 155, 158 et 159 entrent en vigueur le dixième jour après la publication de la présente loi au Moniteur belge.

Les autres greffiers en chef conservent leur traitement et portent le titre honorifique de leur ancienne fonction. Le nouveau greffier en chef les désigne en tant que greffier de division pour l'assister dans la direction des divisions ou justices de paix.

Au cas où la fonction n'aurait pas fait l'objet d'une pondération, visée à l'article 160 du Code judiciaire, le membre du personnel qui est nommé en qualité de greffier en chef des justices de paix et du tribunal de police de l'arrondissement, est nommé dans la classe A3 et bénéficie de l'échelle de traitement A32.

Art. 164. Les articles 154, 155, 158 et 159 entrent en vigueur le dixième jour après la publication de la présente loi au Moniteur belge. **L'article 158, alinéa 3, cesse d'être en vigueur le 30 juin 2014.**

BASISTEKST**Gerechtelijk Wetboek**

Art. 160. § 1. Niveau A bevat vijf klassen, genummerd van A1 tot A5 die de hoogste is.

Een klasse groepeert de functies van vergelijkbare complexiteit, technische expertise en verantwoordelijkheden.

De functie wijst het geheel van taken en verantwoordelijkheden aan die een personeelslid op zich dient te nemen.

De type-functies zijn de functies die de meest representatieve zijn van het geheel van de functies voorkomend in de hoven en rechtbanken.

De type-functies worden vastgesteld door de Koning, naar gelang van het geval op advies van het college van procureurs-generaal of op eensluidend advies van de eerste voorzitters van de hoven van beroep en de arbeidshoven.

§ 2. Het niveau A is onderverdeeld in vakrichtingen die worden vastgesteld door de Koning, naar gelang van het geval, op advies van het college van procureurs-generaal of op eensluidend advies van de eerste voorzitters van de hoven van beroep en de arbeidshoven.

Onder vakrichting moet worden verstaan een groep van functies die tot een gelijkaardig expertisedomein behoren.

Elke vakrichting kan vijf vakklassen bevatten. De eerste vakklasse kan klasse A1 of klasse A2 zijn.

Onder vakklasse moet worden verstaan een klasse binnen een vakrichting.

§ 3. De type-functies maken het voorwerp uit van een weging, op basis van een wegingsmatrix, uitgevoerd overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de evaluatie en de loopbaan van het rijkspersoneel.

De weging van de functies wordt uitgevoerd door een wegingscomité, opgericht door de minister van Justitie en met de medewerking van een uitgebreid wegingscomité opgericht door en bij dezelfde minister.

BASISTEKST AANGEPAST AAN HET ONTWERP**Gerechtelijk Wetboek**

Art. 160. § 1. Niveau A bevat vijf klassen, genummerd van A1 tot A5 die de hoogste is.

Een klasse groepeert de functies van vergelijkbare complexiteit, technische expertise en verantwoordelijkheden.

De functie wijst het geheel van taken en verantwoordelijkheden aan die een personeelslid op zich dient te nemen.

De type-functies zijn de functies die de meest representatieve zijn van het geheel van de functies voorkomend in de hoven en rechtbanken.

De type-functies worden vastgesteld door de Koning, naar gelang van het geval op advies van het college van procureurs-generaal of op eensluidend advies van de eerste voorzitters van de hoven van beroep en de arbeidshoven.

§ 2. Het niveau A is onderverdeeld in vakrichtingen die worden vastgesteld door de Koning, naar gelang van het geval, op advies van het college van procureurs-generaal of op eensluidend advies van de eerste voorzitters van de hoven van beroep en de arbeidshoven.

Onder vakrichting moet worden verstaan een groep van functies die tot een gelijkaardig expertisedomein behoren.

Elke vakrichting kan vijf vakklassen bevatten. De eerste vakklasse kan klasse A1 of klasse A2 zijn.

Onder vakklasse moet worden verstaan een klasse binnen een vakrichting.

§ 3. De type-functies maken het voorwerp uit van een weging, op basis van een wegingsmatrix, uitgevoerd overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de evaluatie en de loopbaan van het rijkspersoneel.

De weging van de functies wordt uitgevoerd door een wegingscomité, opgericht door de minister van Justitie en met de medewerking van een uitgebreid wegingscomité opgericht door en bij dezelfde minister.

Elk comité stelt een huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring voor aan de minister van Justitie.

§ 4. Het wegingscomité is, paritair per taalrol voor de vertegenwoordigers in het 1°, 2° en 3° bedoeld, samengesteld uit :

1° de voorzitter en de ondervoorzitter van de Commissie voor de Modernisering van de Rechterlijke Orde of hun vertegenwoordiger;

2° vier vertegenwoordigers van het gerechtspersoneel van niveau A, aangewezen door de minister van Justitie, waarvan twee op voorstel van het college van procureurs-generaal en twee op eensluidend voorstel van de eerste voorzitters van de hoven van beroep en de arbeidshoven;

3° twee vertegenwoordigers van niveau A van de federale overheidsdienst Justitie, aangewezen door de minister van Justitie, een vertegenwoordiger van niveau A van de federale overheidsdienst Personeel en Organisatie, aangewezen door de minister die de ambtenarenzaken onder zijn bevoegdheid heeft en een vertegenwoordiger van niveau A van de federale Overheidsdienst Budget en Beheerscontrole, aangewezen door de minister die de begroting onder zijn bevoegdheid heeft;

4° een externe deskundige aangewezen door de minister van Justitie.

De plaatsvervangende leden worden op dezelfde manier aangewezen als de vaste leden. Om aangewezen te worden moeten de vaste en de plaatsvervangende leden vooraf een opleiding tot de wegingsmethode met vrucht hebben gevolgd.

De voorzitter van het wegingscomité wordt onder de leden aangewezen door de minister van Justitie.

§ 5. Het uitgebreid wegingscomité is paritair per taalrol voor de vertegenwoordigers in het 1° en het 2° bedoeld, samengesteld uit :

1° een magistraat van de zetel, aangewezen op eensluidend voorstel van de eerste voorzitters van de hoven van beroep en de arbeidshoven en een magistraat van het parket, aangewezen op voorstel van het college van procureurs-generaal;

2° vertegenwoordigers van het gerechtspersoneel van niveau A, aangewezen :

Elk comité stelt een huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring voor aan de minister van Justitie.

§ 4. Het wegingscomité is, paritair per taalrol voor de vertegenwoordigers in het 1°, 2° en 3° bedoeld, samengesteld uit :

1° de voorzitter en de ondervoorzitter van de Commissie voor de Modernisering van de Rechterlijke Orde of hun vertegenwoordiger;

2° vier vertegenwoordigers van het gerechtspersoneel van niveau A, aangewezen door de minister van Justitie, waarvan twee op voorstel van het college van procureurs-generaal en twee op eensluidend voorstel van de eerste voorzitters van de hoven van beroep en de arbeidshoven;

3° twee vertegenwoordigers van niveau A van de federale overheidsdienst Justitie, aangewezen door de minister van Justitie, een vertegenwoordiger van niveau A van de federale overheidsdienst Personeel en Organisatie, aangewezen door de minister die de ambtenarenzaken onder zijn bevoegdheid heeft en een vertegenwoordiger van niveau A van de federale Overheidsdienst Budget en Beheerscontrole, aangewezen door de minister die de begroting onder zijn bevoegdheid heeft;

4° een externe deskundige aangewezen door de minister van Justitie.

De plaatsvervangende leden worden op dezelfde manier aangewezen als de vaste leden. Om aangewezen te worden moeten de vaste en de plaatsvervangende leden vooraf een opleiding tot de wegingsmethode met vrucht hebben gevolgd.

De voorzitter van het wegingscomité wordt onder de leden aangewezen door de minister van Justitie.

§ 5. Het uitgebreid wegingscomité is paritair per taalrol voor de vertegenwoordigers in het 1° en het 2° bedoeld, samengesteld uit :

1° een magistraat van de zetel, aangewezen op eensluidend voorstel van de eerste voorzitters van de hoven van beroep en de arbeidshoven en een magistraat van het parket, aangewezen op voorstel van het college van procureurs-generaal;

2° vertegenwoordigers van het gerechtspersoneel van niveau A, aangewezen :

a) op voorstel van de eerste voorzitter van het Hof van Cassatie :

- één van het Hof van Cassatie;

b) op eensluidend voorstel van de eerste voorzitters van de hoven van beroep en de arbeidshoven :

- één van een hof van beroep;
- één van een arbeidshof;
- één van een rechtbank van eerste aanleg;
- één van een rechtbank van koophandel;
- één van een arbeidsrechtbank;
- één van een politierechtbank;
- één van een vredegerecht;

c) op voorstel van de procureur-generaal bij het Hof van Cassatie :

- één van het parket bij het Hof van Cassatie;

d) op voorstel van het college van procureurs-generaal :

- één van het parket-generaal of het federaal parket;
- één van het parket bij de rechtbank van eerste aanleg;
- één van het arbeidsauditoraat;

3° één vertegenwoordiger per representatieve vakorganisatie in de zin van artikel 7 van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel en één vertegenwoordiger per representatieve vakorganisatie in de zin van artikel 10 van 25 april 2007 van de wet tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakorganisaties van de griffiers van de rechterlijke orde, referendarissen bij het Hof van Cassatie en de referendarissen en de parketjuristen bij de hoven en rechtbanken.

Het uitgebreid wegingscomité wordt voorgezeten door de magistraat van de zetel of indien die er niet is, door de magistraat van het parket bedoeld in § 5, 1°.

De hoedanigheid van lid van het uitgebreid wegingscomité is onverenigbaar met deze van lid van het wegingscomité bedoeld in § 3.

Alle leden van het uitgebreid wegingscomité genieten een opleiding om inzicht te krijgen in de wegingsmethode.

§ 6. Het wegingscomité maakt een voorstel van

a) op voorstel van de eerste voorzitter van het Hof van Cassatie :

- één van het Hof van Cassatie;

b) op eensluidend voorstel van de eerste voorzitters van de hoven van beroep en de arbeidshoven :

- één van een hof van beroep;
- één van een arbeidshof;
- één van een rechtbank van eerste aanleg;
- één van een rechtbank van koophandel;
- één van een arbeidsrechtbank;
- één van een politierechtbank;
- één van een vredegerecht;

c) op voorstel van de procureur-generaal bij het Hof van Cassatie :

- één van het parket bij het Hof van Cassatie;

d) op voorstel van het college van procureurs-generaal :

- één van het parket-generaal of het federaal parket;
- één van het parket bij de rechtbank van eerste aanleg;
- één van het arbeidsauditoraat;

3° één vertegenwoordiger per representatieve vakorganisatie in de zin van artikel 7 van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel en één vertegenwoordiger per representatieve vakorganisatie in de zin van artikel 10 van 25 april 2007 van de wet tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakorganisaties van de griffiers van de rechterlijke orde, referendarissen bij het Hof van Cassatie en de referendarissen en de parketjuristen bij de hoven en rechtbanken.

Het uitgebreid wegingscomité wordt voorgezeten door de magistraat van de zetel of indien die er niet is, door de magistraat van het parket bedoeld in § 5, 1°.

De hoedanigheid van lid van het uitgebreid wegingscomité is onverenigbaar met deze van lid van het wegingscomité bedoeld in § 3.

Alle leden van het uitgebreid wegingscomité genieten een opleiding om inzicht te krijgen in de wegingsmethode.

§ 6. Het wegingscomité maakt een voorstel van

classificatie van de functies op en onderwerpt dit aan het uitgebreid wegingscomité dat zijn advies uitbrengt binnen een termijn van dertig werkdagen. Wanneer deze termijn wordt overschreden, wordt het advies geacht gunstig te zijn.

Het wegingscomité ontvangt het advies van het uitgebreid wegingscomité en deelt aan de minister van Justitie een voorstel mee, aangenomen bij meerderheid over de classificatie van elke functie.

Gedurende het gehele wegingsproces wordt de representatieve vakorganisaties inzicht verschaft in het gehanteerde wegingssysteem en transparantie gewaarborgd bij de classificatie van de functies.

§ 7. De andere functies dan deze bedoeld in § 1 worden door het wegingscomité geclassificeerd op basis van een vakklassematrix. Het wegingscomité deelt aan de minister van Justitie een voorstel mee, aangenomen bij meerderheid over de classificatie van elke functie.

Een vakklassematrix is het geheel van competenties, zoals vermeld in artikel 20ter, § 1, van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de evaluatie en de loopbaan van het rijkspersoneel, gemeenschappelijk aan de type-functies van een vakklasse.

§ 8. Elke functie ingedeeld in niveau A, wordt door de Koning in een vakklasse ingedeeld.

Het gerechtspersoneel van niveau A wordt door de Koning in een vakklasse benoemd.

classificatie van de functies op en onderwerpt dit aan het uitgebreid wegingscomité dat zijn advies uitbrengt binnen een termijn van dertig werkdagen. Wanneer deze termijn wordt overschreden, wordt het advies geacht gunstig te zijn.

Het wegingscomité ontvangt het advies van het uitgebreid wegingscomité en deelt aan de minister van Justitie een voorstel mee, aangenomen bij meerderheid over de classificatie van elke functie.

Gedurende het gehele wegingsproces wordt de representatieve vakorganisaties inzicht verschaft in het gehanteerde wegingssysteem en transparantie gewaarborgd bij de classificatie van de functies.

§ 7. De andere functies dan deze bedoeld in § 1 worden door het wegingscomité geclassificeerd op basis van een vakklassematrix. Het wegingscomité deelt aan de minister van Justitie een voorstel mee, aangenomen bij meerderheid over de classificatie van elke functie.

Een vakklassematrix is het geheel van competenties, zoals vermeld in artikel 20ter, § 1, van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de evaluatie en de loopbaan van het rijkspersoneel, gemeenschappelijk aan de type-functies van een vakklasse.

§ 8. Elke functie ingedeeld in niveau A, wordt door de Koning in een vakklasse ingedeeld.

Het gerechtspersoneel van niveau A wordt door de Koning in een vakklasse benoemd **of aangewezen**.

De hoofdgriffier en de hoofdsecretaris, die een griffie of een parketsecretariaat leiden waarvan de personeelsformatie meer dan honderd personeelsleden telt, worden aangewezen voor een mandaat van vijf jaar, verlengbaar. De aanwijzing tot deze functie leidt van rechtswege tot de vacature van het ambt uitgeoefend op het tijdstip van de aanwijzing.

De mandaathouder kan vragen dat een einde wordt gesteld aan zijn aanwijzing, mits een opzeggingstermijn van zes maanden. Indien de korpschef bedoeld in artikel 58bis, 2°, akkoord gaat, kan deze termijn worden ingekort.

Op het einde van de periode van aanwijzing wordt de mandaathouder ter beschikking gesteld van zijn gerecht, parket of dienst van

Art. 161. In de niveaus B, C en D wordt het gerechtspersoneel in graden benoemd. Met uitzondering van de griffiers en secretarissen wordt het gerechtspersoneel benoemd door de minister van Justitie. De griffiers en secretarissen worden door de Koning benoemd.

De graad is de titel die het personeelslid machtigt tot het bekleden van een van de betrekkingen welke met die graad overeenstemmen.

Zij worden op basis van de inhoud van hun functie gerangschikt in een functiefamilie, die door de Koning wordt vastgesteld, naar gelang van het geval, op advies van het college van procureurs-generaal of op eensluidend advies van de eerste voorzitters van de hoven van beroep.

Een functiefamilie is een groep functies die gelijkenissen vertoont, zowel op het gebied van de te verrichten taken als op het gebied van de verantwoordelijkheden die opgenomen moeten worden, de te ontwikkelen generieke gedragsgerichte competenties en de gedragsindicatoren die ze ondersteunen.

Naar gelang van het geval, op vraag van het college van procureurs-generaal of van de eerste voorzitters van de hoven van beroep of van de arbeidshoven, kan de minister van Justitie aan de wegingscomités, bedoeld in artikel 160, § 3, de opdracht geven een type-functie van het niveau B te wegen.

Art. 163. Aan de griffie zijn leden verbonden die kunnen worden benoemd in twee niveaus, namelijk de niveaus A of B.

De leden van de griffie die benoemd worden in het niveau A dragen de titel van hoofdgriffier of griffier-hoofd van dienst.

oorsprong, in voorkomend geval in overtal. Hij krijgt de bezoldiging terug die verbonden is aan de laatste functie waarin hij werd benoemd, overeenkomstig artikel 372quinquies. Indien hij als hoofdgriffier of hoofdsecretaris was benoemd, is hij gemachtigd, te persoonlijke titel, de titel verbonden aan die functie te dragen, en dit tot de dag van zijn inruststelling, zijn ontslag, zijn afzetting of, in voorkomend geval, zijn benoeming in een ander ambt of functie.

Art. 161. In de niveaus B, C en D wordt het gerechtspersoneel in graden benoemd. Met uitzondering van de griffiers en secretarissen wordt het gerechtspersoneel benoemd door de minister van Justitie. De griffiers en secretarissen worden door de Koning benoemd.

De graad is de titel die het personeelslid machtigt tot het bekleden van een van de betrekkingen welke met die graad overeenstemmen.

... (opgeheven)

... (opgeheven)

Naar gelang van het geval, op vraag van het college van procureurs-generaal of van de eerste voorzitters van de hoven van beroep of van de arbeidshoven, kan de minister van Justitie aan de wegingscomités, bedoeld in artikel 160, § 3, de opdracht geven een type-functie van het niveau B te wegen.

Art. 163. Aan de griffie zijn leden verbonden die kunnen worden benoemd **of aangewezen** in twee niveaus, namelijk de niveaus A of B.

De leden van de griffie die benoemd **of aangewezen** worden in het niveau A dragen de titel van hoofdgriffier of griffier-hoofd van dienst.

De leden van de griffie die worden benoemd in het niveau B dragen de graad van griffier.

Art. 172. Aan het parketsecretariaat zijn leden verbonden die kunnen worden benoemd in twee niveaus, namelijk de niveaus A of B.

De leden van het parketsecretariaat die worden benoemd in niveau A dragen de titel van hoofdsecretaris of secretaris-hoofd van dienst.

De leden van het parketsecretariaat die worden benoemd in niveau B dragen de graad van secretaris.

De Koning bepaalt het aantal betrekkingen.

Art. 262. § 1. Om door middel van werving te worden benoemd in een vakklasse van het niveau A, met de titel van hoofdgriffier, moet de kandidaat :

1° houder zijn van een diploma of een getuigschrift in aanmerking komend voor de toelating tot een ambt van het niveau A bij de Rijksbesturen;

2° geslaagd zijn voor een vergelijkende selectie voor het desbetreffende ambt, georganiseerd door Selor - het Selectiebureau voor de federale overheid.

De benoeming van een hoofdgriffier wordt eerst vast na het verloop van een periode van voorlopige benoeming die moet toelaten om de geschiktheid van de kandidaat voor het ambt te kunnen beoordelen.

Tijdens deze periode kan de Koning, in geval van beroepsongeschiktheid of wegens zware fout, aan het voorlopig uitgeoefende ambt een einde maken op voorstel van de korpschef bedoeld in artikel 58bis, 2°, de oudst benoemde politierechter of de vrederechter die het hem rechtstreeks verzendt.

De termijn en het statuut die van toepassing zijn op de voorlopig benoemde personeelsleden van het niveau B en C bedoeld in artikel 177 worden in dezelfde mate en onder dezelfde voorwaarden toegepast op de voorlopig benoemde hoofdgriffiers.

§ 2. Om door middel van bevordering te worden

De leden van de griffie die worden benoemd in het niveau B dragen de graad van griffier.

Art. 172. Aan het parketsecretariaat zijn leden verbonden die kunnen worden benoemd **of aangewezen** in twee niveaus, namelijk de niveaus A of B.

De leden van het parketsecretariaat die worden benoemd **of aangewezen** in niveau A dragen de titel van hoofdsecretaris of secretaris-hoofd van dienst.

De leden van het parketsecretariaat die worden benoemd in niveau B dragen de graad van secretaris.

De Koning bepaalt het aantal betrekkingen.

Art. 262. § 1. Om door middel van werving te worden benoemd in een vakklasse van het niveau A, met de titel van hoofdgriffier, moet de kandidaat :

1° houder zijn van een diploma of een getuigschrift in aanmerking komend voor de toelating tot een ambt van het niveau A bij de Rijksbesturen;

2° geslaagd zijn voor een vergelijkende selectie voor het desbetreffende ambt, georganiseerd door Selor - het Selectiebureau voor de federale overheid.

De benoeming van een hoofdgriffier wordt eerst vast na het verloop van een periode van voorlopige benoeming die moet toelaten om de geschiktheid van de kandidaat voor het ambt te kunnen beoordelen.

Tijdens deze periode kan de Koning, in geval van beroepsongeschiktheid of wegens zware fout, aan het voorlopig uitgeoefende ambt een einde maken op voorstel van de korpschef bedoeld in artikel 58bis, 2°, de oudst benoemde politierechter of de vrederechter die het hem rechtstreeks verzendt.

De termijn en het statuut die van toepassing zijn op de voorlopig benoemde personeelsleden van het niveau B en C bedoeld in artikel 177 worden in dezelfde mate en onder dezelfde voorwaarden toegepast op de voorlopig benoemde hoofdgriffiers.

§ 2. Om door middel van bevordering te worden

benoemd in een vakklasse van het niveau A, met de titel van hoofdgriffier, moet de kandidaat :

1° vast benoemd zijn en beschikken over, naar gelang van het geval, een klassenanciënniteit of graadanciënniteit van ten minste 5 jaar in het ambt van referendaris, griffier-hoofd van dienst of griffier als deze beschikt over een diploma of getuigschrift bedoeld in § 1, eerste lid, 1°, of 10 jaar in het ambt van griffier;

2° geslaagd zijn voor een vergelijkende selectie voor het desbetreffende ambt, georganiseerd door Selor - het Selectiebureau voor de federale overheid.

De vergelijkende selectie bestaat uit een onderhoud uitgaande van een praktijkgeval dat verband houdt met de gerechtelijke context van de functie.

Tot de vergelijkende selecties worden toegelaten de kandidaten die houder zijn van :

1° hetzij een diploma of een getuigschrift in aanmerking komend voor de toelating tot een ambt van het niveau A bij de Rijksbesturen;

2° hetzij houder zijn van volgende brevetten :

a) een brevet waaruit blijkt dat zij geslaagd zijn voor het gedeelte over de algemene vorming met het oog op de deelname aan een vergelijkende selectie voor overgang naar niveau A. De kandidaat die in het bezit is van dit brevet mag deelnemen aan de gedeelten over bepaalde vakken;

b) vier brevetten waaruit blijkt dat zij geslaagd zijn voor de gedeelten over de vakken vastgesteld door de afgevaardigd bestuurder van Selor - het Selectiebureau voor de federale overheid.

De gedeelten voor het behalen van de brevetten met het oog op deelneming aan de in § 2, tweede lid bedoelde vergelijkende selectie voor overgang naar niveau A worden om de twee jaar georganiseerd.

Om te slagen moeten de kandidaten ten minste 60 % der punten behalen.

Het voordeel van het behalen van een brevet is definitief verkregen.

benoemd in een vakklasse van het niveau A, met de titel van hoofdgriffier, moet de kandidaat :

1° vast benoemd zijn en beschikken over, naar gelang van het geval, een klassenanciënniteit of graadanciënniteit van ten minste 5 jaar in het ambt van referendaris, griffier-hoofd van dienst of griffier als deze beschikt over een diploma of getuigschrift bedoeld in § 1, eerste lid, 1°, of 10 jaar in het ambt van griffier;

2° geslaagd zijn voor een vergelijkende selectie voor het desbetreffende ambt, georganiseerd door Selor - het Selectiebureau voor de federale overheid.

De vergelijkende selectie bestaat uit een onderhoud uitgaande van een praktijkgeval dat verband houdt met de gerechtelijke context van de functie.

Tot de vergelijkende selecties worden toegelaten de kandidaten die houder zijn van :

1° hetzij een diploma of een getuigschrift in aanmerking komend voor de toelating tot een ambt van het niveau A bij de Rijksbesturen;

2° hetzij houder zijn van volgende brevetten :

a) een brevet waaruit blijkt dat zij geslaagd zijn voor het gedeelte over de algemene vorming met het oog op de deelname aan een vergelijkende selectie voor overgang naar niveau A. De kandidaat die in het bezit is van dit brevet mag deelnemen aan de gedeelten over bepaalde vakken;

b) vier brevetten waaruit blijkt dat zij geslaagd zijn voor de gedeelten over de vakken vastgesteld door de afgevaardigd bestuurder van Selor - het Selectiebureau voor de federale overheid.

De gedeelten voor het behalen van de brevetten met het oog op deelneming aan de in § 2, tweede lid bedoelde vergelijkende selectie voor overgang naar niveau A worden om de twee jaar georganiseerd.

Om te slagen moeten de kandidaten ten minste 60 % der punten behalen.

Het voordeel van het behalen van een brevet is definitief verkregen.

§ 3. Om aangewezen te worden in een klasse

Art. 265. § 1. Om door middel van werving te worden benoemd in een vakklasse van het niveau A, met de titel van hoofdsecretaris, moet de kandidaat :

1° houder zijn van een diploma of een getuigschrift in aanmerking komend voor de toelating tot een ambt van het niveau A bij de Rijksbesturen;

2° geslaagd zijn voor een vergelijkende selectie voor het desbetreffende ambt, georganiseerd door Selor - het Selectiebureau voor de federale overheid.

De benoeming van een hoofdsecretaris wordt eerst vast na het verloop van een periode van voorlopige benoeming die moet toelaten om de geschiktheid van de kandidaat voor het ambt te kunnen beoordelen.

Tijdens deze periode kan de Koning, in geval van beroepsongeschiktheid of wegens zware fout, aan het voorlopig uitgeoefende ambt een einde maken op voorstel, naar gelang van het geval, van de procureur-generaal, van de federale procureur, van de procureur des Konings of van de arbeidsauditeur, dat aan de minister van Justitie rechtstreeks wordt overgezonden.

van niveau A, met de titel van hoofdgriffier, overeenkomstig artikel 160, § 8, derde lid, moet de kandidaat:

1° vast benoemd zijn in het niveau A als lid van het gerechtspersoneel;

2° beschikken over een niveauanciënniteit van ten minste 6 jaar;

3° en geslaagd zijn voor een vergelijkende selectie voor het desbetreffende ambt, georganiseerd door Selor - het Selectiebureau van de federale overheid.

De vergelijkende selectie bestaat uit een onderhoud op grond van een praktijkgeval dat verband houdt met de gerechtelijke context van de functie.

De werkelijk gepresteerde diensten in de hoedanigheid van contractueel personeelslid worden in aanmerking genomen voor de berekening van de vereiste niveauanciënniteit.

Art. 265. § 1. Om door middel van werving te worden benoemd in een vakklasse van het niveau A, met de titel van hoofdsecretaris, moet de kandidaat :

1° houder zijn van een diploma of een getuigschrift in aanmerking komend voor de toelating tot een ambt van het niveau A bij de Rijksbesturen;

2° geslaagd zijn voor een vergelijkende selectie voor het desbetreffende ambt, georganiseerd door Selor - het Selectiebureau voor de federale overheid.

De benoeming van een hoofdsecretaris wordt eerst vast na het verloop van een periode van voorlopige benoeming die moet toelaten om de geschiktheid van de kandidaat voor het ambt te kunnen beoordelen.

Tijdens deze periode kan de Koning, in geval van beroepsongeschiktheid of wegens zware fout, aan het voorlopig uitgeoefende ambt een einde maken op voorstel, naar gelang van het geval, van de procureur-generaal, van de federale procureur, van de procureur des Konings of van de arbeidsauditeur, dat aan de minister van Justitie rechtstreeks wordt overgezonden.

De termijn en het statuut die van toepassing zijn op de voorlopig benoemde personeelsleden van het niveau B en C, bedoeld in artikel 177, worden in dezelfde mate en onder dezelfde voorwaarden toegepast op de voorlopig benoemde hoofdsecretarissen.

§ 2. Om door middel van bevordering te worden benoemd in een vakklasse van het niveau A, met de titel van hoofdsecretaris, moet de kandidaat :

1° vast benoemd zijn en beschikken over, naar gelang van het geval, een klassenanciënniteit of graadanciënniteit van ten minste 5 jaar in het ambt van parketjurist, secretaris-hoofd van dienst of secretaris als deze beschikt over een diploma of getuigschrift bedoeld in § 1, eerste lid, 1°, of ten minste 10 jaar in het ambt van secretaris;

2° geslaagd zijn voor een vergelijkende selectie voor het desbetreffende ambt, georganiseerd door Selor - het Selectiebureau voor de federale overheid.

De vergelijkende selectie bestaat uit een onderhoud uitgaande van een praktijkgeval dat verband houdt met de gerechtelijke context van de functie.

Tot de vergelijkende selecties worden toegelaten de kandidaten die voldoen aan de voorwaarden bedoeld in artikel 262 § 2, derde lid.

De termijn en het statuut die van toepassing zijn op de voorlopig benoemde personeelsleden van het niveau B en C, bedoeld in artikel 177, worden in dezelfde mate en onder dezelfde voorwaarden toegepast op de voorlopig benoemde hoofdsecretarissen.

§ 2. Om door middel van bevordering te worden benoemd in een vakklasse van het niveau A, met de titel van hoofdsecretaris, moet de kandidaat :

1° vast benoemd zijn en beschikken over, naar gelang van het geval, een klassenanciënniteit of graadanciënniteit van ten minste 5 jaar in het ambt van parketjurist, secretaris-hoofd van dienst of secretaris als deze beschikt over een diploma of getuigschrift bedoeld in § 1, eerste lid, 1°, of ten minste 10 jaar in het ambt van secretaris;

2° geslaagd zijn voor een vergelijkende selectie voor het desbetreffende ambt, georganiseerd door Selor - het Selectiebureau voor de federale overheid.

De vergelijkende selectie bestaat uit een onderhoud uitgaande van een praktijkgeval dat verband houdt met de gerechtelijke context van de functie.

Tot de vergelijkende selecties worden toegelaten de kandidaten die voldoen aan de voorwaarden bedoeld in artikel 262 § 2, derde lid.

§ 3. Om aangewezen te worden in een klasse van niveau A, met de titel van hoofdsecretaris, overeenkomstig artikel 160, § 8, derde lid, moet de kandidaat:

1° vast benoemd zijn in het niveau A als lid van het gerechtspersoneel;

2° beschikken over een niveauanciënniteit van ten minste 6 jaar;

3° en geslaagd zijn voor een vergelijkende selectie voor het desbetreffende ambt, georganiseerd door Selor - het Selectiebureau van de federale overheid.

De vergelijkende selectie bestaat uit een onderhoud op grond van een praktijkgeval dat verband houdt met de gerechtelijke context van de functie.

De werkelijk gepresteerde diensten in de

Art. 274. § 1. In het niveau A en voor een betrekking van griffier of secretaris, kiest de minister van Justitie of de vacant geworden betrekking moet worden verleend door middel van werving en/of bevordering.

§ 2. Voor de benoeming tot hoofdgriffier, griffierhoofd van dienst, hoofdsecretaris, secretaris-hoofd van dienst of tot functies in de vakklasse A3 of A4 in niveau A, wordt in de vacante betrekking voorzien door een beroep te doen op gerechtspersoneel dat voldoet aan de reglementaire voorwaarden en dat er aanspraak kan op maken door bevordering of door verandering van vakklasse.

Wanneer de betrekking niet kan worden toegekend onder deze personeelsleden wordt, bij mobiliteit, een beroep gedaan op de ambtenaren van het federaal administratief openbaar ambt, in de zin van artikel 1 van de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken, die voldoen aan de reglementaire voorwaarden en die er aanspraak kunnen op maken door bevordering tot de hogere klasse of door verandering van vakklasse.

Wanneer de betrekking niet kan worden toegekend bij mobiliteit, wordt ze toegekend overeenkomstig de regels bepaald inzake aanwerving. Evenwel, wordt van de kandidaten een nuttige ervaring voor de functie van zes jaar voor de klasse A3 en van negen jaar voor de klasse A4 geëist.

§ 3. Op aanvraag van de minister of zijn gemachtigde organiseert Selor een vergelijkende selectie die leidt tot een rangschikking van de geslaagden.

§ 4. Wanneer de aard van de te begeven functie dit vereist kan de minister of zijn gemachtigde, onder toezicht van Selor een bijkomende vergelijkende proef organiseren die voor deze functie leidt tot een aparte rangschikking van de geslaagden.

De selectiecommissie is samengesteld als volgt :

1° Als voorzitter, naar gelang van het geval, de korpschef bedoeld in artikel 58bis, 2°, de

hoedanigheid van contractueel personeelslid worden in aanmerking genomen voor de berekening van de vereiste niveauanciënniteit.

Art. 274. § 1. In het niveau A en voor een betrekking van griffier of secretaris, kiest de minister van Justitie of de vacant geworden betrekking moet worden verleend door middel van werving en/of bevordering.

§ 2. Voor de benoeming **of, in voorkomend geval, de aanwijzing** tot hoofdgriffier, griffierhoofd van dienst, hoofdsecretaris, secretaris-hoofd van dienst of tot functies in de vakklasse A3 of A4 in niveau A, wordt in de vacante betrekking voorzien door een beroep te doen op gerechtspersoneel dat voldoet aan de reglementaire voorwaarden en dat er aanspraak kan op maken door bevordering of door verandering van vakklasse.

Wanneer de betrekking niet kan worden toegekend onder deze personeelsleden wordt, bij mobiliteit, een beroep gedaan op de ambtenaren van het federaal administratief openbaar ambt, in de zin van artikel 1 van de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken, die voldoen aan de reglementaire voorwaarden en die er aanspraak kunnen op maken door bevordering tot de hogere klasse of door verandering van vakklasse.

Wanneer de betrekking niet kan worden toegekend bij mobiliteit, wordt ze toegekend overeenkomstig de regels bepaald inzake aanwerving. Evenwel, wordt van de kandidaten een nuttige ervaring voor de functie van zes jaar voor de klasse A3 en van negen jaar voor de klasse A4 geëist.

§ 3. Op aanvraag van de minister of zijn gemachtigde organiseert Selor een vergelijkende selectie die leidt tot een rangschikking van de geslaagden.

§ 4. Wanneer de aard van de te begeven functie dit vereist kan de minister of zijn gemachtigde, onder toezicht van Selor een bijkomende vergelijkende proef organiseren die voor deze functie leidt tot een aparte rangschikking van de geslaagden.

De selectiecommissie is samengesteld als volgt :

1° Als voorzitter, naar gelang van het geval, de korpschef bedoeld in artikel 58bis, 2°, de

oudstbenoemde rechter in de politierechtbank of de vrederechter van het hof, de rechtbank of het parket waarin de betrekking is vacant verklaard of zijn aangestelde;

2° twee leden die door de minister van Justitie zijn aangewezen uit personen die wegens hun bevoegdheid of hun specialisatie, bijzonder geschikt zijn. Deze bijzondere geschiktheid kan worden aangetoond hetzij door een diploma, hetzij door een relevante beroepsbekwaamheid.

Ingeval van samenloop van kandidaten die in aanmerking komen voor bevordering en kandidaten die in aanmerking komen voor werving, wordt steeds een bijkomende proef georganiseerd.

De deelname aan de bijkomende vergelijkende proef is niet verplicht. De geslaagden voor deze vergelijkende proef, evenals de kandidaten die niet zijn geslaagd, behouden de rangschikking bedoeld in § 3.

§ 5. De Koning benoemt uit de kandidaten voor de vacante betrekking ofwel de geslaagde die het hoogst is gerangschikt voor de desbetreffende vergelijkende selectie ofwel de geslaagde die het hoogst is gerangschikt voor de bijkomende vergelijkende proef.

Art. 276. § 1. Er zijn twee soorten bevorderingen :

1° wat de administratieve loopbaan betreft, is de bevordering de benoeming van het personeelslid :

- a) tot een graad van een hoger niveau;
- b) tot een klasse van niveau A wanneer hij deel uitmaakt van een lager niveau;
- c) tot de hogere klasse;

2° wat de geldelijke loopbaan betreft, is de bevordering de toekenning aan het personeelslid in zijn graad of in zijn klasse van de weddenschaal die hoger is dan die welke hij genoot; ze wordt "bevordering door verhoging in weddenschaal" genoemd; de overgang van de weddenschaal A12 naar de weddenschaal A21 wordt beschouwd als een bevordering door verhoging in weddenschaal.

§ 2. De bevordering door verhoging in weddenschaal of door verhoging naar een hogere klasse kan afhankelijk worden gesteld van het slagen voor een vergelijkende selectie of een

oudstbenoemde rechter in de politierechtbank of de vrederechter van het hof, de rechtbank of het parket waarin de betrekking is vacant verklaard of zijn aangestelde;

2° twee leden die door de minister van Justitie zijn aangewezen uit personen die wegens hun bevoegdheid of hun specialisatie, bijzonder geschikt zijn. Deze bijzondere geschiktheid kan worden aangetoond hetzij door een diploma, hetzij door een relevante beroepsbekwaamheid.

Ingeval van samenloop van kandidaten die in aanmerking komen voor bevordering en kandidaten die in aanmerking komen voor werving, wordt steeds een bijkomende proef georganiseerd.

De deelname aan de bijkomende vergelijkende proef is niet verplicht. De geslaagden voor deze vergelijkende proef, evenals de kandidaten die niet zijn geslaagd, behouden de rangschikking bedoeld in § 3.

§ 5. De Koning benoemt **of, in voorkomend geval, wijst aan** uit de kandidaten voor de vacante betrekking ofwel de geslaagde die het hoogst is gerangschikt voor de desbetreffende vergelijkende selectie ofwel de geslaagde die het hoogst is gerangschikt voor de bijkomende vergelijkende proef.

Art. 276. § 1. Er zijn twee soorten bevorderingen :

1° wat de administratieve loopbaan betreft, is de bevordering de benoeming van het personeelslid :

- a) tot een graad van een hoger niveau;
- b) tot een klasse van niveau A wanneer hij deel uitmaakt van een lager niveau;
- c) tot de hogere klasse;

2° wat de geldelijke loopbaan betreft, is de bevordering de toekenning aan het personeelslid in zijn graad of in zijn klasse van de weddenschaal die hoger is dan die welke hij genoot; ze wordt "bevordering in weddenschaal" genoemd;

§ 2. (opgeheven)

gecertificeerde opleiding, bedoeld in artikel 279.

§ 1. Om tot de klasse A2 te worden bevorderd moet het personeelslid ten minste twee jaar anciënniteit in de klasse A1 hebben.

Om tot de klasse A3 te worden bevorderd moet het personeelslid ten minste vier jaar anciënniteit in de klasse A2 hebben.

Om tot de klasse A4 te worden bevorderd moet het personeelslid met de klasse A3 bekleed zijn.

Om tot de klasse A5 te worden bevorderd moet het personeelslid ten minste twee jaar anciënniteit in de klasse A4 hebben.

§ 2. In afwijking van § 1, moeten personeelsleden bedoeld in de artikelen 262, § 2, 263, § 2, 265, § 2, 266, § 2, niet beschikken over een klassenanciënniteit om te worden bevorderd tot een vakklasse A2 of A3, met de titel van hoofdgriffier, hoofdsecretaris, griffier-hoofd van dienst of secretaris-hoofd van dienst.

§ 3. Het personeelslid bezoldigd in de weddenschaal A12, dat slaagt in een gecertificeerde opleiding wordt bevorderd tot de klasse A2 bij het einde van de periode van zes jaar.

§ 4. De bevordering gebeurt in de eerste weddenschaal van de hogere klasse.

§ 5. De bevordering door overgang naar het hogere niveau wordt verleend bij wege van een vergelijkende selectie.

Art. 279. De gecertificeerde opleiding is een opleiding die erop gericht is de bekwaamheden en de competenties van de personeelsleden te actualiseren en te ontwikkelen. Ze wordt afgesloten met de validering van de verworven kennis van die opleiding.

Art. 280. Het Opleidingsinstituut van de Federale Overheid organiseert de gecertificeerde opleidingen.

Art. 277. § 1. Om tot de klasse A2 te worden bevorderd moet het personeelslid ten minste twee jaar anciënniteit in de klasse A1 hebben.

Om tot de klasse A3 te worden bevorderd moet het personeelslid ten minste vier jaar anciënniteit in de klasse A2 hebben of ten minste zes jaar anciënniteit in de klasse A1 of ten minste zes jaar anciënniteit in de klassen A1 en A2 samen.

Om tot de klasse A4 te worden bevorderd moet het personeelslid met de klasse A3 bekleed zijn.

Om tot de klasse A5 te worden bevorderd moet het personeelslid ten minste twee jaar anciënniteit in de klasse A4 hebben.

§ 2. In afwijking van § 1, moeten personeelsleden bedoeld in de artikelen 262, § 2, 263, § 2, 265, § 2, 266, § 2, niet beschikken over een klassenanciënniteit om te worden bevorderd tot een vakklasse A2 of A3, met de titel van hoofdgriffier, hoofdsecretaris, griffier-hoofd van dienst of secretaris-hoofd van dienst.

§ 3. (opgeheven)

§ 4. (opgeheven)

§ 5. De bevordering door overgang naar het hogere niveau wordt verleend bij wege van een vergelijkende selectie.

Art. 279. (opgeheven)

Art. 280. (opgeheven)

De gecertificeerde opleiding wordt afgesloten door een gunstige of ongunstige beslissing.

De houder van de managementfunctie N-1 bij het Instituut of zijn afgevaardigde geeft de getuigschriften van de validering van de verworven kennis af op basis van de documenten afgegeven door de opleiders bij het einde van de gecertificeerde opleiding.

Art. 281. De lijst van de gecertificeerde opleidingen wordt door de Koning vastgesteld op gezamenlijk voorstel van de minister van Justitie en de minister die de ambtenarenzaken onder zijn bevoegdheid heeft.

Art. 281. (opgeheven)

Art. 284. De gecertificeerde opleidingen hebben een geldigheidsduur van :

Art. 284. (opgeheven)

1° zes jaar voor de klassen A1 tot A3;

2° vijf jaar voor de graden van griffiers en secretarissen.

Art. 285. De geldigheidsduur van een gecertificeerde opleiding vangt aan op de eerste dag van de maand volgend op de datum van de inschrijving van het personeelslid voor deze opleiding en ten vroegste bij het verstrijken van de geldigheidsduur van de voorgaande gecertificeerde opleiding.

Art. 285. (opgeheven)

Art. 286. De duur die in aanmerking wordt genomen voor de bevordering door verhoging in weddenschaal, overeenkomstig artikel 368, vierde lid, is identiek aan de duur die in aanmerking wordt genomen voor de geldigheidsduur van de gecertificeerde opleidingen.

Art. 286. (opgeheven)

Voor de loopbanen van personeelsleden met de graad van griffier of secretaris zijn er vijf gecertificeerde opleidingen genummerd van 1 tot 5.

Art. 287. In geval van verandering van vakklasse of graad behoudt het personeelslid het voordeel van zijn competentietoelage.

Art. 287. (opgeheven)

Art. 287bis. Zijn van toepassing op de personeelsleden met de graad van griffier en

Art. 287bis. (opgeheven)

secretaris, de bepalingen die van toepassing zijn op de personeelsleden van niveau B, C en D, bedoeld in artikel 177, § 2, inzake de wijze van rangschikking in functiefamilies.

Art. 287ter/1 (nieuw)

Art. 287ter/1. § 1. In afwijking van artikel 287ter, wordt elke houder van een functie van hoofdgriffier of hoofdsecretaris, bedoeld in artikel 160, § 8, derde lid, tijdens zijn mandaat jaarlijks geëvalueerd door de korpschef, bedoeld in artikel 58bis, 2°. De eerste vier cycli worden met een tussentijdse evaluatie afgesloten. De laatste cyclus eindigt zes maanden vóór het verstrijken van het mandaat en wordt met een eindevaluatie afgesloten.

§ 2. De mandaathouder wordt geëvalueerd op de wijze waarop de dienst die hij leidt heeft bijgedragen tot de verwezenlijking van de doelstellingen bepaald in het beheersplan, bedoeld in artikel 185/6, rekening houdend met de resultaatgebieden die in zijn functieprofiel nader worden bepaald.

Hij wordt bovendien geëvalueerd op de wijze waarop hij zijn taak van evaluator heeft vervuld. De controle op deze taak wordt uitgevoerd volgens de regels die van toepassing zijn op de hoofdgriffiers en hoofdsecretaris die geen mandaathouder zijn.

In voorkomend geval wordt geen rekening gehouden met de doelstellingen waarvan het niet bereiken geenszins aan de geëvalueerde kan worden toegeschreven. In ieder geval houdt de evaluatie van de eigen bijdrage van de geëvalueerde rekening met wat redelijkerwijze van hem kan worden verwacht.

§ 3. Op het einde van elke evaluatiecyclus nodigt de korpschef bedoeld in artikel 58bis, 2°, de mandaathouder uit voor een evaluatiegesprek.

Een personeelslid belast met personeelsaangelegenheden kan dit gesprek bijwonen als secretaris.

In ieder geval heeft de korpschef bedoeld in artikel 58bis, 2°, een functioneringsgesprek met de te evalueren mandaathouder met het oog op zijn evaluatie.

§ 4. Na het evaluatiegesprek werkt de korpschef

bedoeld in artikel 58bis, 2°, het evaluatieverslag uit dat binnen twintig kalenderdagen na het evaluatiegesprek tegen ontvangst aan de geëvalueerde wordt bezorgd.

Het model van het beschrijvend evaluatieverslag wordt door de Koning bepaald.

De houder van een mandaat van hoofdgriffier of hoofdsecretaris wiens tussentijdse evaluatie resulteert in de vermelding « onvoldoende » of wiens eindevaluatie niet resulteert in de vermelding “voldoet aan de verwachtingen” of de vermelding “uitzonderlijk”, kan, per aangetekende brief, beroep instellen bij de beroepscommissie bedoeld in artikel 287quater, binnen vijftien kalenderdagen na de betekening van het evaluatieverslag.

Het beroep is opschortend. In voorkomend geval wordt het mandaat verlengd tot het einde van de beroepsprocedure bedoeld in artikel 287quater.

§ 5. Elke evaluatie wordt afgesloten met één van de volgende vermeldingen: “uitzonderlijk”, “voldoet aan de verwachtingen”, “te verbeteren”, of “onvoldoende”.

De evaluatie van de mandaathouder wordt afgesloten met de vermelding “onvoldoende” als eruit blijkt dat de doelstellingen voor de dienst die hij leidt, omschreven in het beheerplan bedoeld in artikel 185/6, en in het bijzonder in de resultaatgebieden die in het functieprofiel van de functiehouder nader worden bepaald, klaarblijkelijk niet zijn verwezenlijkt tijdens de geëvalueerde periode.

De vermelding “onvoldoende” wordt bovendien toegekend als minder dan 70 % van de evaluaties waarmee hij belast is, uitgevoerd zijn binnen de vastgestelde termijnen en overeenkomstig de bepalingen van artikel 287ter.

De evaluatie van de mandaathouder wordt afgesloten met de vermelding “te verbeteren” als eruit blijkt dat de doelstellingen voor de dienst die hij leidt, omschreven in het beheerplan bedoeld in artikel 185/6, en in het bijzonder in de resultaatgebieden die in het functieprofiel van de functiehouder nader worden bepaald, slechts gedeeltelijk zijn verwezenlijkt tijdens de geëvalueerde periode.

Behalve als de vermelding “onvoldoende” zich opdringt, wordt de vermelding “te verbeteren” ambtshalve toegekend als minder dan 90 % van de evaluaties waarmee hij belast is uitgevoerd zijn, of als de evaluaties buiten de vastgestelde termijnen of niet overeenkomstig de bepalingen van artikel 287ter uitgevoerd zijn.

De evaluatie van de mandaathouder wordt afgesloten met de vermelding "voldoet aan de verwachtingen" als eruit blijkt dat de meeste doelstellingen voor de dienst die hij leidt, omschreven in het beheerplan bedoeld in artikel 185/6, en in het bijzonder in de resultaatgebieden die in het functieprofiel van de functiehouder nader worden bepaald, werden verwezenlijkt tijdens de geëvalueerde periode.

De vermelding “voldoet aan de verwachtingen” wordt bovendien pas toegekend als ten minste 90 % van alle evaluaties waarmee hij belast is, uitgevoerd zijn binnen de vastgestelde termijnen en overeenkomstig de bepalingen van artikel 287ter.

De evaluatie van de mandaathouder wordt afgesloten met de vermelding "uitzonderlijk" als eruit blijkt dat de meerderheid van de doelstellingen voor de dienst die hij leidt, omschreven in het beheerplan bedoeld in artikel 185/6, en in het bijzonder in de resultaatgebieden die in het functieprofiel van de functiehouder nader worden bepaald, werden verwezenlijkt tijdens de geëvalueerde periode en dat sommige overtroffen werden.

De toekenning van de vermelding “uitzonderlijk” vereist bovendien dat alle evaluaties waarmee hij belast is wel degelijk uitgevoerd zijn binnen de vastgestelde termijnen en overeenkomstig de bepalingen van artikel 287ter, en dat de mandaathouder een echte leader van zijn team is gebleken, die het team ertoe kan brengen zijn doelstellingen te overtreffen.

§ 6. De eindevaluatie van de houder van een mandaat van hoofdgriffier of hoofdsecretaris bedoeld in artikel 160, § 8, derde lid, wordt gestaafd met de beschrijvende evaluatieverslagen betreffende de verstreken periodes voor de tussentijdse evaluaties en de

Art. 366. § 1. De artikelen 362, 363 en 365, § 1, zijn van toepassing op de wedden, weddenbijslagen en anciënniteitsverhogingen van het gerechtspersoneel.

totale periode van het mandaat.

§ 7. Indien een tussentijdse of de eindevaluatie van een houder van een mandaat van hoofdgriffier of hoofdsecretaris bedoeld in artikel 160, § 8, derde lid, leiden tot een vermelding "onvoldoende", komt aan zijn aanwijzing een einde op de eerste dag van de maand die volgt op de definitieve toekenning van de vermelding.

De betrokkene wordt ter beschikking van zijn dienst van oorsprong gesteld.

§ 8. Indien de eindevaluatie van een houder van een mandaat van hoofdgriffier of hoofdsecretaris bedoeld in artikel 160, § 8, derde lid, leidt tot een vermelding "voldoet aan de verwachtingen" of "uitzonderlijk", wordt het mandaat van rechtswege verlengd met een nieuwe periode van vijf jaar.

Indien de eindevaluatie leidt tot een vermelding "te verbeteren", komt aan zijn aanwijzing een einde op de eerste dag van de maand die volgt op de definitieve toekenning van de vermelding.

De betrokkene wordt ter beschikking van zijn dienst van oorsprong gesteld.

Art. 366. § 1. De artikelen 363 en 365, § 1, zijn van toepassing op de wedden, weddenbijslagen en anciënniteitsverhogingen van het gerechtspersoneel.

§ 1bis. De geldelijke anciënniteit bestaat uit twee componenten:

1° deze erkend als verworven bij de indiensttreding;

2° deze verworven als personeelslid na de indiensttreding.

De eerste component wordt beschreven in paragrafen 3 en 4, de tweede in paragrafen 5 en 6.

Elke nieuwe indiensttreding als personeelslid brengt een nieuwe berekening van de eerste component mee. Dit lid is ook van toepassing op het personeelslid dat op grond van een arbeidsovereenkomst is aangeworven en een

§ 2. Voor de berekening van de anciënniteit komen in aanmerking :

1° de periode gedurende dewelke vanaf de leeftijd van 21 jaar een ambt in een hof of een rechtbank is uitgeoefend;

2° de tijd van inschrijving bij de balie, evenals de uitoefening van het ambt van notaris door een doctor, licentiaat of master in de rechten;

3° de tijd besteed aan onderwijs van het recht aan een Belgische universiteit;

4° de tijd van ambtsvervulling bij de Raad van State, als lid van de Raad van State, van het auditoraat of van het coördinatiebureau;

5° onverminderd de toepassing van de bepalingen van artikel 365, § 1 :

- de duur van de diensten verricht vanaf de leeftijd van 21 jaar in een Rijksdienst en in een dienst van Afrika.

- de duur van de werkelijke diensten met volledige prestaties vanaf de leeftijd van 21 jaar verricht in andere openbare diensten dan de diensten van de Staat en de diensten van Afrika of als titularis van een ambt bezoldigd door middel van een weddetoelage in een gesubsidieerde vrije onderwijsinrichting.

Ingeval sommige van die ambten gelijktijdig zijn uitgeoefend, is de samenvoeging daarvan voor de berekening van de weddeverhogingen niet geoorloofd.

De uitdrukking " Rijksdienst " bedoelt elke dienst die afhangt van de wetgevende, de uitvoerende of de rechterlijke macht en die niet de staat van rechtspersoon heeft.

De uitdrukking " dienst van Afrika " bedoelt elke dienst zonder rechtspersoonlijkheid die afhangt van het gouvernement van Belgisch-Kongo of van het gouvernement van Ruanda-Urundi.

De uitdrukking " andere openbare diensten dan de diensten van de Staat en de diensten van Afrika " bedoelt :

a) elke dienst met rechtspersoonlijkheid die

nieuwe arbeidsovereenkomst krijgt.

§ 2. Voor de berekening van de anciënniteit komen in aanmerking :

1° de periode gedurende dewelke vanaf de leeftijd van 21 jaar een ambt in een hof of een rechtbank is uitgeoefend;

2° de tijd van inschrijving bij de balie, evenals de uitoefening van het ambt van notaris door een doctor, licentiaat of master in de rechten;

3° de tijd besteed aan onderwijs van het recht aan een Belgische universiteit;

4° de tijd van ambtsvervulling bij de Raad van State, als lid van de Raad van State, van het auditoraat of van het coördinatiebureau;

5° onverminderd de toepassing van de bepalingen van artikel 365, § 1 :

- de duur van de diensten verricht vanaf de leeftijd van 21 jaar in een Rijksdienst en in een dienst van Afrika.

- de duur van de werkelijke diensten met volledige prestaties vanaf de leeftijd van 21 jaar verricht in andere openbare diensten dan de diensten van de Staat en de diensten van Afrika of als titularis van een ambt bezoldigd door middel van een weddetoelage in een gesubsidieerde vrije onderwijsinrichting.

Ingeval sommige van die ambten gelijktijdig zijn uitgeoefend, is de samenvoeging daarvan voor de berekening van de weddeverhogingen niet geoorloofd.

De uitdrukking " Rijksdienst " bedoelt elke dienst die afhangt van de wetgevende, de uitvoerende of de rechterlijke macht en die niet de staat van rechtspersoon heeft.

De uitdrukking " dienst van Afrika " bedoelt elke dienst zonder rechtspersoonlijkheid die afhangt van het gouvernement van Belgisch-Kongo of van het gouvernement van Ruanda-Urundi.

De uitdrukking " andere openbare diensten dan de diensten van de Staat en de diensten van Afrika " bedoelt :

a) elke dienst met rechtspersoonlijkheid die

ressorteert onder de uitvoerende macht;

b) elke dienst met rechtspersoonlijkheid die ressorteerde onder het gouvernement van Belgisch-Kongo of onder het gouvernement van Ruanda-Urundi;

c) elke gemeente- of provinciedienst;

d) elke andere instelling naar Belgisch recht, die voldoet aan collectieve noodwendigheden van lokaal of algemeen belang, en aan welke oprichting of bijzondere leiding de openbare overheid klaarblijkelijk een overwegend aandeel heeft, alsook elke andere instelling van koloniaal recht die beantwoordde aan dezelfde voorwaarden.

6° onverminderd de toepassing van de bepalingen van § 1, de duur van de diensten die volgens de bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries in aanmerking kunnen worden genomen voor de berekening van de geldelijke anciënniteit van de ambtenaren van niveau A en dit volgens dezelfde regels.

Indien sommige van die ambten gelijktijdig werden uitgeoefend, is de samenvoeging daarvan voor de berekening van de weddenverhogingen niet geoorloofd.

Indien sommige van die ambten achtereenvolgens werden uitgeoefend, wordt de duur van die uitoefening samengeteld. De overblijvende diensten worden gevaloriseerd naar het belang dat eraan wordt toegekend in de categorie waartoe zij behoren.

ressorteert onder de uitvoerende macht;

b) elke dienst met rechtspersoonlijkheid die ressorteerde onder het gouvernement van Belgisch-Kongo of onder het gouvernement van Ruanda-Urundi;

c) elke gemeente- of provinciedienst;

d) elke andere instelling naar Belgisch recht, die voldoet aan collectieve noodwendigheden van lokaal of algemeen belang, en aan welke oprichting of bijzondere leiding de openbare overheid klaarblijkelijk een overwegend aandeel heeft, alsook elke andere instelling van koloniaal recht die beantwoordde aan dezelfde voorwaarden.

6° onverminderd de toepassing van de bepalingen van paragraaf 1, worden ook in aanmerking genomen voor de berekening van de geldelijke anciënniteit de diensten bedoeld in artikel 12, eerste tot vijfde lid, en zevende lid, van het koninklijk besluit van 25 oktober 2013 betreffende de geldelijke loopbaan van de personeelsleden van het federaal openbaar ambt. Voor de toepassing van dit artikel, worden de woorden "leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde" vervangen door de woorden "voorzitter van het directiecomité van de Federale Overheidsdienst Justitie of zijn afgevaardigde."

Indien sommige van die ambten gelijktijdig werden uitgeoefend, is de samenvoeging daarvan voor de berekening van de weddenverhogingen niet geoorloofd.

Indien sommige van die ambten achtereenvolgens werden uitgeoefend, wordt de duur van die uitoefening samengeteld. De overblijvende diensten worden gevaloriseerd naar het belang dat eraan wordt toegekend in de categorie waartoe zij behoren.

"§ 3. De berekening van diensten die overeenkomstig paragraaf 2 in aanmerking worden genomen, gebeurt overeenkomstig artikel 11, §§ 2 tot 7 van het koninklijk besluit van 25 oktober 2013 betreffende de geldelijke loopbaan van de personeelsleden van het federaal openbaar ambt.

§ 4. Voor de berekening van de anciënniteit van het contractuele personeelslid komen de diensten bedoeld in paragraaf 2 in aanmerking.

Ze worden berekend overeenkomstig paragraaf 3.

§ 5. Indien het personeelslid, zelfs bij verminderde prestaties voor persoonlijke aangelegenheden, in dienstactiviteit of in disponibiliteit is, evolueert de geldelijke anciënniteit per volledige maand.

De geldelijke anciënniteit verworven na de indiensttreding evolueert per volledige maand. De onvolledige maanden worden niet in aanmerking genomen.

De geldelijke anciënniteit wordt met een derde verminderd wanneer het personeelslid van niveau B of C tot het niveau A wordt bevorderd. Het resultaat wordt uitgedrukt in maanden en wordt naar boven afgerond naar het hoger geheel getal. In voorkomend geval wordt de geldelijke anciënniteit gecorrigeerd om het effect van een eerdere toepassing van de leeftijdsklassen die gelijk is aan die bepaald in het geldelijke statuut van de personeelsleden van het federaal openbaar ambt op te heffen.

De vermindering wordt evenwel tot 2 jaar beperkt voor de diensten gepresteerd in een functie van niveau B en tot 5 jaar voor de diensten gepresteerd in een functie van de niveaus C en D. Deze regel kan niet ertoe leiden dat een totale vermindering van meer dan 5 jaar opgelegd wordt.

De vermindering wordt bovendien beperkt zodat de bevordering tot niveau A een jaarlijkse weddeverhoging waarborgt van ten minste 1094 euro.

§ 6. Voor het contractuele personeelslid evolueert de geldelijke anciënniteit per volledige maand indien hij daadwerkelijk zijn arbeidsovereenkomst uitvoert.

De geldelijke anciënniteit verworven na de indiensttreding evolueert per volledige maand. De onvolledige maanden worden niet in aanmerking genomen.

In afwijking van het eerste lid evolueert de geldelijke anciënniteit, zelfs in geval van schorsing van de arbeidsovereenkomst:

1° indien het contractuele personeelslid bezoldigd blijft door de Federale

Art. 366bis. (nieuw)

Art. 366ter. (nieuw)

Overheidsdienst Justitie ;

2° indien het contractuele personeelslid moederschapsverlof of loopbaanonderbreking geniet, bedoeld in artikelen 42 en 43 van de arbeidswet van 16 maart 1971 of artikel 18, tweede lid, van de wet van 14 december 2000 tot vaststelling van sommige aspecten van de organisatie van de arbeidstijd in de openbare sector;

3° indien het contractuele personeelslid onbetaald ouderschapsverlof, toegekend door het koninklijk besluit van 16 maart 2001 betreffende de verloven en de afwezigheden toegestaan aan sommige personeelsleden van de diensten die de rechterlijke macht terzijde staan, alsook onbetaald ouderschapsverlof, toegekend in het kader van de loopbaanonderbreking, geniet;

4° indien het contractuele personeelslid in georganiseerde werkonderbreking is;

5° indien het contractuele personeelslid het verlof om dwingende reden geniet dat is ingesteld door het koninklijk besluit van 11 oktober 1991 tot vaststelling van de nadere regelen voor de uitoefening van het recht op een verlof om dwingende reden.

Art. 366bis. De schaalanciënniteit is de geldelijke anciënniteit die volgens de nadere bepalingen van artikel 366, §§ 5 en 6, als personeelslid in een bepaalde weddeschaal is verworven. Ze wordt berekend vanaf de 1e dag van de volledige maand waarin het personeelslid deze weddeschaal geniet.

Het personeelslid dat de laatste trap van zijn weddeschaal geniet, blijft zijn schaalanciënniteit opbouwen.

Dit artikel is van toepassing op het contractuele personeelslid.

Art. 366ter. Het contractuele personeelslid dat voorlopig benoemd wordt in dezelfde graad of dezelfde klasse of een nieuwe arbeidsovereenkomst krijgt, behoudt zijn weddeschaal en zijn schaalanciënniteit.

Art. 367bis. Aan elke graad en elke klasse worden één of meer weddenschalen verbonden.

Art. 367ter. (hersteld)

Art. 367quater. (nieuw)

Dit artikel is niet van toepassing wanneer de arbeidsovereenkomst sinds meer dan 12 maanden is beëindigd.

Art. 367bis. Aan elke graad en elke klasse worden één of meer weddeschalen verbonden.

Bij ontstentenis van bepalingen die hem een andere weddeschaal toekennen krijgt het personeelslid de eerste weddeschaal van zijn graad of zijn klasse.

Elke weddeschaal bevat dertig trappen.

In zijn weddeschaal krijgt het personeelslid de trap die overeenstemt met zijn geldelijke anciënniteit.

Dit artikel is van toepassing op het contractuele personeelslid.

Art. 367ter. Het personeelslid krijgt elke maand één twaalfde van de jaarwedde.

Voor deze wedde geldt de indexeringsregeling. Ze is gekoppeld aan de spilindex 138,01. Bij de berekening ervan wordt geen rekening gehouden met de derde decimaal in het eindresultaat.

Dit artikel is van toepassing op het contractuele personeelslid.

Art. 367quater. Het personeelslid dat deeltijds werkt wordt pro rata betaald.

Het voltijds of deeltijds werkende personeelslid dat slechts tijdens een gedeelte van de maand heeft werkt, wordt op evenredige wijze bezoldigd.

Dit deel wordt uitgedrukt in een breuk waarvan de teller het aantal daadwerkelijk gewerkte dagen is en de noemer het aantal arbeidsdagen. Indien het aantal uren varieert naargelang van de dagen, zijn de teller en de noemer de overeenstemmende uuraantallen.

Dit artikel is van toepassing op het contractuele personeelslid.

Art. 367quinquies. (nouveau)

Art. 368. In de klasse A1, wordt het personeelslid bezoldigd in de weddenschaal A11.

In de klasse A2, wordt het personeelslid bezoldigd in de weddenschaal A21.

In de klasse A3, wordt het personeelslid bezoldigd in de weddenschaal A31.

In de klassen A1, A2 en A3, bekomt het personeelslid, bezoldigd in de weddenschaal opgenomen in de kolom 1 van de hieronder vermelde tabel, dat geslaagd is in de gecertificeerde opleiding overeenkomstig artikel 280, op het einde van de geldigheidsduur van de gecertificeerde opleiding, bedoeld in artikel 284, de weddenschaal vermeld in de kolom 2.

1	2
A11	A12
A12	A21
A21	A22
A22	A23
A31	A32
A32	A33

In afwijking van het vierde lid, bekomt het personeelslid bezoldigd in de weddenschaal A11 gedurende een periode van zes jaar, automatisch de weddenschaal A12.

Art. 369. § 1. In de klasse A4 wordt het personeelslid bezoldigd in de weddenschaal A41. Na zes jaar van bezoldiging in de weddenschaal A41, bekomt het personeelslid de weddenschaal A42 indien hij in een gecertificeerde opleiding is geslaagd.

Na zes jaar van bezoldiging in de weddenschaal A42, bekomt het personeelslid de weddenschaal A43 indien hij in een gecertificeerde opleiding is geslaagd.

§ 2. In de klasse A5 wordt het personeelslid

Art. 367quinquies. Wanneer de bevordering in weddeschaal, de bevordering naar een hoger niveau of naar een hogere klasse niet toegekend wordt op de eerste dag van de maand, heeft ze slechts uitwerking op de eerste dag van de volgende maand.

De wedde wordt na vervallen termijn betaald.

Art. 368. De klasse A1 omvat de weddeschalen NA11, NA12, NA13, NA14, NA15 en NA16.

De klasse A2 omvat de weddeschalen NA21, NA22, NA23, NA24 en NA25.

De klasse A3 omvat de weddeschalen NA31, NA32, NA33, NA34 en NA35.

De klasse A4 omvat de weddeschalen NA41, NA42, NA43 en NA44.

De klasse A5 omvat de weddeschalen NA51, NA52, NA53 en NA54.

Art. 369. Gedurende de duur van de aanwijzing als hoofdgriffier of hoofdsecretaris, krijgt de mandaathouder bedoeld in artikel 160, § 8, derde lid, de laatste weddeschaal verbonden aan de klasse waarin de functie waartoe hij aangewezen wordt, wordt ingedeeld.

bezoldigd in de weddenschaal A51.

Het personeelslid, bezoldigd in de weddenschaal A51 gedurende een periode van zes jaar, bekommt automatisch de weddenschaal A52.

Het personeelslid, bezoldigd in de weddenschaal A52 gedurende een periode van zes jaar, bekommt automatisch de weddenschaal A53.

Art. 370. Aan de weddenscalen zijn volgende wedden verbonden :

1° klasse A1

Weddenschaal A11 - minimumwedde : 21 880,00 euro;
- maximumwedde : 33 895,00 euro;
- tussentijdse verhogingen : 27 jaarlijkse verhogingen van 445 euro.

Weddenschaal A12 - minimumwedde : 23 880,00 euro;
- maximumwedde : 35 895,00 euro;
- tussentijdse verhogingen : 27 jaarlijkse verhogingen van 445 euro.

2° klasse A2

Weddenschaal A21 - minimumwedde : 25 880,00 euro;
- maximumwedde : 38 360,00 euro;
- tussentijdse verhogingen : 26 jaarlijkse verhogingen van 480 euro.

Weddenschaal A22 - minimumwedde : 28 880,00 euro;
- maximumwedde : 41 360,00 euro;
- tussentijdse verhogingen : 26 jaarlijkse verhogingen van 480 euro.

Weddenschaal A23 - minimumwedde : 31

Art 370. Art 370. § 1. In de klasse A1, worden de weddeschalen als volgt vastgesteld (in euro):

	NA11	NA12	NA13	NA14	NA15	NA16
0	21.880	24.880	27.880	30.880	33.880	36.880
1	22.138	25.138	28.138	31.138	34.138	37.138
2	22.396	25.396	28.396	31.396	34.396	37.396
3	22.654	25.654	28.654	31.654	34.654	37.654
4	22.912	25.912	28.912	31.912	34.912	37.912
5	23.170	26.170	29.170	32.170	35.170	38.170
6	23.428	26.428	29.428	32.428	35.428	38.428
7	23.686	26.686	29.686	32.686	35.686	38.686
8	23.943	26.943	29.943	32.943	35.943	38.943
9	24.201	27.201	30.201	33.201	36.201	39.201
10	24.459	27.459	30.459	33.459	36.459	39.459
11	24.717	27.717	30.717	33.717	36.717	39.717
12	24.975	27.975	30.975	33.975	36.975	39.975
13	25.233	28.233	31.233	34.233	37.233	40.233
14	25.491	28.491	31.491	34.491	37.491	40.491
15	25.749	28.749	31.749	34.749	37.749	40.749
16	26.007	29.007	32.007	35.007	38.007	41.007
17	26.265	29.265	32.265	35.265	38.265	41.265
18	26.523	29.523	32.523	35.523	38.523	41.523
19	26.781	29.781	32.781	35.781	38.781	41.781
20	27.039	30.039	33.039	36.039	39.039	42.039
21	27.297	30.297	33.297	36.297	39.297	42.297
22	27.554	30.554	33.554	36.554	39.554	42.554
23	27.812	30.812	33.812	36.812	39.812	42.812
24	28.070	31.070	34.070	37.070	40.070	43.070
25	28.328	31.328	34.328	37.328	40.328	43.328
26	28.586	31.586	34.586	37.586	40.586	43.586
27	28.844	31.844	34.844	37.844	40.844	43.844
28	29.102	32.102	35.102	38.102	41.102	44.102
29	29.360	32.360	35.360	38.360	41.360	44.360

§ 2. In de klasse A2, worden de weddeschalen als volgt vastgesteld (in euro):

	NA21	NA22	NA23	NA24	NA25
0	25.880	29.680	32.680	35.680	38.680
1	26.076	29.876	32.876	35.876	38.876
2	26.272	30.072	33.072	36.072	39.072
3	26.468	30.268	33.268	36.268	39.268
4	26.663	30.463	33.463	36.463	39.463
5	26.859	30.659	33.659	36.659	39.659
6	27.055	30.855	33.855	36.855	39.855

880,00 euro;
 - maximumwedde : 44
 360,00 euro;
 - tussentijdse
 verhogingen :
 26 jaarlijkse verhogingen
 van 480 euro.

3° klasse A3

Weddenschaal A31 - minimumwedde : 32
 880,00 euro;
 - maximumwedde : 44
 860,00 euro;
 - tussentijdse
 verhogingen :
 24 jaarlijkse verhogingen
 van 520 euro.

Weddenschaal A32 - minimumwedde : 35
 880,00 euro;
 - maximumwedde : 48
 360,00 euro;
 - tussentijdse
 verhogingen :
 24 jaarlijkse verhogingen
 van 520 euro.

Weddenschaal A33 - minimumwedde : 38
 880,00 euro;
 - maximumwedde : 51
 360,00 euro;
 - tussentijdse
 verhogingen :
 24 jaarlijkse verhogingen
 van 520 euro.

4° klasse A4

Weddenschaal A41 - minimumwedde : 39
 570,00 euro;
 - maximumwedde : 52
 990,00 euro;
 - tussentijdse
 verhogingen :
 22 jaarlijkse verhogingen
 van 610 euro.

Weddenschaal A42 - minimumwedde : 42
 570,00 euro;
 - maximumwedde : 55
 990,00 euro;
 - tussentijdse
 verhogingen :

7	27.251	31.051	34.051	37.051	40.051
8	27.447	31.247	34.247	37.247	40.247
9	27.643	31.443	34.443	37.443	40.443
10	27.839	31.639	34.639	37.639	40.639
11	28.034	31.834	34.834	37.834	40.834
12	28.230	32.030	35.030	38.030	41.030
13	28.426	32.226	35.226	38.226	41.226
14	28.622	32.422	35.422	38.422	41.422
15	28.818	32.618	35.618	38.618	41.618
16	29.014	32.814	35.814	38.814	41.814
17	29.210	33.010	36.010	39.010	42.010
18	29.406	33.206	36.206	39.206	42.206
19	29.601	33.401	36.401	39.401	42.401
20	29.797	33.597	36.597	39.597	42.597
21	29.993	33.793	36.793	39.793	42.793
22	30.189	33.989	36.989	39.989	42.989
23	30.385	34.185	37.185	40.185	43.185
24	30.581	34.381	37.381	40.381	43.381
25	30.777	34.577	37.577	40.577	43.577
26	30.972	34.772	37.772	40.772	43.772
27	31.168	34.968	37.968	40.968	43.968
28	31.364	35.164	38.164	41.164	44.164
29	31.560	35.360	38.360	41.360	44.360

§ 3. In de klasse A3, worden de weddeschalen als volgt vastgesteld (in euro) :

	NA31	NA32	NA33	NA34	NA35
0	32.380	36.380	39.380	42.380	45.380
1	32.586	36.586	39.586	42.586	45.586
2	32.792	36.792	39.792	42.792	45.792
3	32.999	36.999	39.999	42.999	45.999
4	33.205	37.205	40.205	43.205	46.205
5	33.411	37.411	40.411	43.411	46.411
6	33.617	37.617	40.617	43.617	46.617
7	33.823	37.823	40.823	43.823	46.823
8	34.030	38.030	41.030	44.030	47.030
9	34.236	38.236	41.236	44.236	47.236
10	34.442	38.442	41.442	44.442	47.442
11	34.648	38.648	41.648	44.648	47.648
12	34.854	38.854	41.854	44.854	47.854
13	35.061	39.061	42.061	45.061	48.061
14	35.267	39.267	42.267	45.267	48.267
15	35.473	39.473	42.473	45.473	48.473
16	35.679	39.679	42.679	45.679	48.679
17	35.886	39.886	42.886	45.886	48.886
18	36.092	40.092	43.092	46.092	49.092
19	36.298	40.298	43.298	46.298	49.298
20	36.504	40.504	43.504	46.504	49.504
21	36.710	40.710	43.710	46.710	49.710
22	36.917	40.917	43.917	46.917	49.917
23	37.123	41.123	44.123	47.123	50.123
24	37.329	41.329	44.329	47.329	50.329
25	37.535	41.535	44.535	47.535	50.535
26	37.741	41.741	44.741	47.741	50.741
27	37.948	41.948	44.948	47.948	50.948
28	38.154	42.154	45.154	48.154	51.154
29	38.360	42.360	45.360	48.360	51.360

22 jaarlijkse verhogingen van 610 euro.

Weddenschaal A43 - minimumwedde : 45 570,00 euro;
- maximumwedde : 58 990,00 euro;
- tussentijdse verhogingen : 22 jaarlijkse verhogingen van 610 euro.

5° klasse A5

Weddenschaal A51 - minimumwedde : 47 360,00 euro;
- maximumwedde : 60 780,00 euro;
- tussentijdse verhogingen : 22 jaarlijkse verhogingen van 610 euro.

Weddenschaal A52 - minimumwedde : 50 360,00 euro;
- maximumwedde : 63 780,00 euro;
- tussentijdse verhogingen : 22 jaarlijkse verhogingen van 610 euro.

Weddenschaal A53 - minimumwedde : 53 360,00 euro;
- maximumwedde : 66 780,00 euro;
- tussentijdse verhogingen : 22 jaarlijkse verhogingen van 610 euro.

§ 4. In de klasse A4, worden de weddeschalen als volgt vastgesteld (in euro):

	NA41	NA42	NA43	NA44
0	39.570	43.570	47.570	51.570
1	39.826	43.826	47.826	51.826
2	40.082	44.082	48.082	52.082
3	40.338	44.338	48.338	52.338
4	40.593	44.593	48.593	52.593
5	40.849	44.849	48.849	52.849
6	41.105	45.105	49.105	53.105
7	41.361	45.361	49.361	53.361
8	41.617	45.617	49.617	53.617
9	41.873	45.873	49.873	53.873
10	42.129	46.129	50.129	54.129
11	42.384	46.384	50.384	54.384
12	42.640	46.640	50.640	54.640
13	42.896	46.896	50.896	54.896
14	43.152	47.152	51.152	55.152
15	43.408	47.408	51.408	55.408
16	43.664	47.664	51.664	55.664
17	43.920	47.920	51.920	55.920
18	44.176	48.176	52.176	56.176
19	44.431	48.431	52.431	56.431
20	44.687	48.687	52.687	56.687
21	44.943	48.943	52.943	56.943
22	45.199	49.199	53.199	57.199
23	45.455	49.455	53.455	57.455
24	45.711	49.711	53.711	57.711
25	45.967	49.967	53.967	57.967
26	46.222	50.222	54.222	58.222
27	46.478	50.478	54.478	58.478
28	46.734	50.734	54.734	58.734
29	46.990	50.990	54.990	58.990

§ 5. In de klasse A5, worden de weddeschalen als volgt vastgesteld (in euro):

	NA51	NA52	NA53	NA54
0	47.360	51.360	55.360	59.360
1	47.616	51.616	55.616	59.616
2	47.872	51.872	55.872	59.872
3	48.128	52.128	56.128	60.128
4	48.383	52.383	56.383	60.383
5	48.639	52.639	56.639	60.639
6	48.895	52.895	56.895	60.895
7	49.151	53.151	57.151	61.151
8	49.407	53.407	57.407	61.407
9	49.663	53.663	57.663	61.663
10	49.919	53.919	57.919	61.919
11	50.174	54.174	58.174	62.174
12	50.430	54.430	58.430	62.430
13	50.686	54.686	58.686	62.686
14	50.942	54.942	58.942	62.942
15	51.198	55.198	59.198	63.198
16	51.454	55.454	59.454	63.454
17	51.710	55.710	59.710	63.710

Art. 371. § 1. Aan de graad van griffier en secretaris wordt de weddenschaal BJ1 verbonden.

§ 2. De griffier of secretaris die geslaagd is in de gecertificeerde opleidingen 1 en 2 die aan deze graad verbonden zijn, bekomt na een termijn van vijf jaar vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de datum van zijn inschrijving voor deze laatste gecertificeerde opleiding en ten vroegste bij het verstrijken van de geldigheidsduur van voorgaande gecertificeerde opleiding, de weddenschaal BJ2.

§ 3. De griffier of secretaris die geslaagd is in de gecertificeerde opleidingen 3, 4 en 5 die aan deze graad verbonden zijn, bekomt na een termijn van vijf jaar vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de datum van zijn inschrijving voor deze laatste gecertificeerde opleiding en ten vroegste bij het verstrijken van de geldigheidsduur van de voorgaande de gecertificeerde opleiding, de weddenschaal BJ3.

Art. 372. Aan de weddenscalen van de griffiers en secretarissen zijn volgende wedden verbonden :

Weddenschaal BJ1 :

- minimumwedde : 17 274,00 euro;
- maximumwedde : 25 688,00 euro;
- tussentijdse verhogingen :
 - drie jaarlijkse verhogingen van 253 euro,
 - gevolgd door een tweejaarlijkse verhoging van 293 euro,
 - gevolgd door een tweejaarlijkse verhoging van 391 euro,
 - gevolgd door een tweejaarlijkse verhoging van 673 euro,
 - gevolgd door negen tweejaarlijkse verhogingen van 625 euro.

Weddenschaal BJ2 :

18	51.966	55.966	59.966	63.966
19	52.221	56.221	60.221	64.221
20	52.477	56.477	60.477	64.477
21	52.733	56.733	60.733	64.733
22	52.989	56.989	60.989	64.989
23	53.245	57.245	61.245	65.245
24	53.501	57.501	61.501	65.501
25	53.757	57.757	61.757	65.757
26	54.012	58.012	62.012	66.012
27	54.268	58.268	62.268	66.268
28	54.524	58.524	62.524	66.524
29	54.780	58.780	62.780	66.780

Art. 371. De graad van griffier en secretaris omvat de weddeschalen NBJ1, NBJ2, NBJ3, NBJ4 en NBJ5.

Art. 372. De weddeschalen van de griffiers en de secretarissen worden als volgt vastgesteld (in euro):

	NBJ1	NBJ2	NBJ3	NBJ4	NBJ5
0	17.274	20.274	22.774	25.274	27.774
1	17.530	20.530	23.030	25.530	28.030
2	17.786	20.786	23.286	25.786	28.286
3	18.042	21.042	23.542	26.042	28.542
4	18.298	21.298	23.798	26.298	28.798
5	18.554	21.554	24.054	26.554	29.054
6	18.810	21.810	24.310	26.810	29.310
7	19.066	22.066	24.566	27.066	29.566
8	19.321	22.321	24.821	27.321	29.821
9	19.577	22.577	25.077	27.577	30.077
10	19.833	22.833	25.333	27.833	30.333
11	20.089	23.089	25.589	28.089	30.589
12	20.345	23.345	25.845	28.345	30.845
13	20.601	23.601	26.101	28.601	31.101

- minimumwedde : 21 731,00 euro;
- maximumwedde : 32 396,00 euro;
- tussentijdse verhogingen :
 - drie jaarlijkse verhogingen van 372 euro,
 - gevolgd door twee tweejaarlijkse verhogingen van 293 euro,
 - gevolgd door drie tweejaarlijkse verhogingen van 673 euro,
 - gevolgd door een tweejaarlijkse verhoging van 992 euro,
 - gevolgd door acht tweejaarlijkse verhogingen van 744 euro.

Weddenschaal BJ3 :

- minimumwedde : 24 531,00 euro;
- maximumwedde : 35 196,00 euro;
- tussentijdse verhogingen :
 - drie jaarlijkse verhogingen van 372 euro,
 - gevolgd door twee tweejaarlijkse verhogingen van 293 euro,
 - gevolgd door drie tweejaarlijkse verhogingen van 673 euro,
 - gevolgd door een tweejaarlijkse verhoging van 992 euro,
 - gevolgd door acht tweejaarlijkse verhogingen van 744 euro.

Art. 372bis. (nieuw)

14	20.857	23.857	26.357	28.857	31.357
15	21.113	24.113	26.613	29.113	31.613
16	21.369	24.369	26.869	29.369	31.869
17	21.625	24.625	27.125	29.625	32.125
18	21.881	24.881	27.381	29.881	32.381
19	22.137	25.137	27.637	30.137	32.637
20	22.393	25.393	27.893	30.393	32.893
21	22.649	25.649	28.149	30.649	33.149
22	22.904	25.904	28.404	30.904	33.404
23	23.160	26.160	28.660	31.160	33.660
24	23.416	26.416	28.916	31.416	33.916
25	23.672	26.672	29.172	31.672	34.172
26	23.928	26.928	29.428	31.928	34.428
27	24.184	27.184	29.684	32.184	34.684
28	24.440	27.440	29.940	32.440	34.940
29	24.696	27.696	30.196	32.696	35.196

Art. 372bis. Het personeelslid wordt van de eerste naar de tweede weddeschaal van zijn graad of van zijn klasse bevorderd op de eerste dag van de maand die volgt op de maand waarin hij de twee volgende voorwaarden vervult:

1° ten minste drie jaar schaalanciënniteit tellen;

2° in zijn weddeschaal drie keer de vermelding “uitzonderlijk” of de vermelding “voldoet aan de verwachtingen” hebben behaald.

In afwijking van het eerste lid wordt het personeelslid van de eerste naar de tweede weddeschaal van zijn graad of van zijn klasse bevorderd op de eerste dag van de maand die volgt op de maand waarin hij de drie volgende voorwaarden vervult:

1° ten minste twee jaar schaalanciënniteit tellen;

2° in zijn weddeschaal twee keer de vermelding “uitzonderlijk” hebben behaald;

3° de vermelding “te verbeteren” noch de

Art. 372ter. (nieuw)

vermelding “onvoldoende” in zijn weddeschaal hebben gekregen.

Art. 372ter. In niveau B wordt het personeelslid bevorderd naar de hogere weddeschaal die niet de tweede weddeschaal van zijn graad is op de eerste dag van de maand die volgt op de maand waarin hij de twee volgende voorwaarden vervult:

1° ten minste zes jaar schaalanciënniteit tellen;

2° in zijn weddeschaal zes keer een van de volgende vermeldingen hebben behaald: “uitzonderlijk” of “voldoet aan de verwachtingen”.

In afwijking van het eerste lid wordt het personeelslid bevorderd naar de hogere weddeschaal die niet de tweede weddeschaal van zijn graad is op de eerste dag van de maand die volgt op de maand waarin hij de drie volgende voorwaarden vervult:

1° ten minste vier jaar schaalanciënniteit tellen;

2° in zijn weddeschaal vier keer de vermelding “uitzonderlijk” hebben behaald;

3° in zijn weddeschaal de vermelding “te verbeteren” noch de vermelding “onvoldoende” hebben behaald.

Art. 372quater. (nieuw)

Art. 372quater. In niveau A, wordt het personeelslid bevorderd naar de hogere weddeschaal die niet de tweede weddeschaal van zijn klasse is op de eerste dag van de maand die volgt op de maand waarin hij de twee volgende voorwaarden vervult:

1° ten minste vijf jaar schaalanciënniteit tellen;

2° in zijn weddeschaal vijf keer een van de volgende vermeldingen hebben behaald: “uitzonderlijk” of “voldoet aan de verwachtingen”.

In afwijking van het eerste lid wordt het personeelslid bevorderd naar de hogere weddeschaal die niet de tweede weddeschaal van zijn klasse is op de eerste dag van de maand die volgt op de maand waarin hij de drie volgende voorwaarden vervult:

Art. 372quinquies. (nieuw)

Art. 372sexies. (nieuw)

Art. 372septies. (nieuw)

1° ten minste vier jaar schaalanciënniteit tellen;

2° in zijn weddeschaal vier keer de vermelding “uitzonderlijk” hebben behaald;

3° in zijn weddeschaal de vermelding “te verbeteren” noch de vermelding “onvoldoende” hebben behaald.

In afwijking van het eerste en het tweede lid, gebeurt de bevordering naar de weddeschaal NA16 overeenkomstig artikel 372bis.

Art. 372quinquies. De functiehouder van hoofdgriffier of van hoofdsecretaris bedoeld in artikel 160, § 8, derde lid, wordt bevorderd naar de hogere weddeschaal of geniet schaalbonificaties in de klasse waarin hij is benoemd alsof hij jaarlijks de vermelding "voldoet aan de verwachtingen" heeft behaald.

Art. 372sexies. Het contractuele personeelslid geniet de bevorderingen in weddeschaal bedoeld in de artikelen 372bis tot 372quater.

In afwijking van deze artikelen kan het contractuele personeelslid niet naar een schaal worden bevorderd die hoger is dan de derde schaal van zijn graad of klasse.

Art. 372septies. Het personeelslid dat naar het hogere niveau of klasse is bevorderd, krijgt de eerste weddeschaal van zijn graad of klasse.

In afwijking van het eerste lid krijgt het personeelslid dat is bevorderd naar het hogere niveau of hogere klasse en bezoldigd in de weddeschaal bedoeld in de eerste kolom van de onderstaande tabel de weddeschaal van zijn graad of klasse vermeld in de tweede kolom:

Kolom 1	Kolom 1
C3	NBJ2
C4	NBJ2
C5	NBJ3
B3	NA12
B4	NA12
B5	NA13
NBI3 / NBJ3	NA12
NBI4 / NBJ4	NA13/NA22

NB15 / NBJ5

NA12

NA13

NA14

NA15

NA16

NA23

NA24

NA25

NA34

NA35

NA43

NA44

NA14 / NA23

NA22

NA23

NA24

NA25

NA25

NA32

NA33

NA34

NA42

NA43

NA52

NA53.

Art. 372octies. (nieuw)

Art. 373bis. § 1. Toegekend worden, gedurende de geldigheidsduur van de gecertificeerde opleiding, bedoeld in artikel 284, 1° :

1° een jaarlijkse competentietoelage van 2 000 euro, aan de personeelsleden, bezoldigd in de weddenschaal A11 of A12;

2° een jaarlijkse competentietoelage van 3 000 euro, aan de personeelsleden, bezoldigd in de weddenschaal A21, A22, A31 of A32;

§ 2. De bepalingen inzake de voorwaarden en de nadere regels van betaling van de competentietoelagen die van toepassing zijn op de personeelsleden van niveau B, C en D, bedoeld in artikel 177, § 2, zijn van gelijke toepassing op de personeelsleden van niveau A.

§ 1. De griffier of secretaris die slaagt in de gecertificeerde opleiding 1 ontvangt een jaarlijkse competentietoelage van 2 000 euro gedurende de geldigheidsduur van deze gecertificeerde opleiding, bedoeld in artikel 284, 2°.

§ 2. De griffier of secretaris die slaagt in de gecertificeerde opleiding 2 ontvangt een jaarlijkse competentietoelage van 2 000 euro gedurende de

Art. 372octies. Het personeelslid dat een verandering van graad krijgt naar de graad van griffier of secretaris, geniet de eerste, tweede, derde, vierde of vijfde weddeschaal van zijn nieuwe graad, naargelang hij de eerste, tweede, derde, vierde of vijfde weddeschaal van zijn vroegere graad genoot. Hij neemt zijn schaalanciënniteit mee alsook de vermeldingen die hij in deze weddeschaal heeft behaald.

Art. 373bis. (opgeheven)

Art. 373ter. (opgeheven)

geldigheidsduur van deze gecertificeerde opleiding bedoeld in artikel 284, 2°.

§ 3. De griffier of secretaris die niet slaagt in de gecertificeerde opleiding 2 verliest het voordeel van de competentietoelage.

In afwijking van het voorgaande lid ontvangt deze gedurende twaalf maand volgend op de datum van het afsluiten van het proces-verbaal van de gecertificeerde opleiding 2, en ten vroegste bij het verstrijken van de geldigheidsduur van de voorgaande gecertificeerde opleiding, de helft van de competentietoelage bedoeld in § 1.

§ 4. De griffier of secretaris bezoldigd in weddenschaal BJ2, die slaagt in de gecertificeerde opleiding 3 ontvangt een jaarlijkse competentietoelage van 2 000 euro gedurende de geldigheidsduur van deze gecertificeerde opleiding.

§ 5. De griffier of secretaris die niet slaagt in de gecertificeerde opleiding 3 verliest het voordeel van de competentietoelage.

In afwijking van het voorgaande lid ontvangt deze gedurende twaalf maand volgend op de datum van het afsluiten van het proces-verbaal van de gecertificeerde opleiding 3, en ten vroegste bij het verstrijken van de geldigheidsduur van de voorgaande gecertificeerde opleiding, de helft van de competentietoelage bedoeld in § 1.

§ 6. De griffier of secretaris die slaagt in de gecertificeerde opleiding 4 ontvangt een jaarlijkse competentietoelage van 2 000 euro gedurende de geldigheidsduur van deze competentiemeting.

§ 7. De griffier of secretaris die niet slaagt in de gecertificeerde opleiding 4 verliest het voordeel van de competentietoelage.

In afwijking van het voorgaande lid ontvangt deze gedurende twaalf maanden volgend op de datum van het afsluiten van het proces-verbaal van de gecertificeerde opleiding 4, en ten vroegste bij het verstrijken van de geldigheidsduur van de voorgaande gecertificeerde opleiding, de helft van de competentietoelage bedoeld in § 1.

§ 8. De griffier of secretaris die slaagt in de gecertificeerde opleiding 5 ontvangt een jaarlijkse competentietoelage van 2 000 euro gedurende de geldigheidsduur van deze gecertificeerde opleiding.

§ 9. De griffier of secretaris die niet slaagt in de gecertificeerde opleiding 5 verliest het voordeel van de competentietoelage.

§ 10. De bepalingen inzake de voorwaarden en de nadere regels van betaling van de competentietoelagen die van toepassing zijn op de personeelsleden van niveau B, C en D, bedoeld in artikel 177, § 2, zijn van gelijke toepassing op de personeelsleden van niveau B met de graad van griffier en secretaris.

Art. 374. De mobiliteitsregeling die geldt voor de wedde van het personeel van de federale overheidsdiensten, geldt eveneens voor de premies en toelagen bedoeld in de artikelen 373, 373bis en 373ter.

Deze bedragen worden gekoppeld aan de spilindex 138,01.

Art. 375. § 1. De personeelsleden van het niveau A of de leden van een griffie of een parketsecretariaat, die in toepassing van de artikelen 330, en 330bis, gedurende een ononderbroken periode van één maand een hoger ambt uitoefenen, ontvangen een toelage waarvan het bedrag wordt bepaald op het verschil tussen de bezoldiging welke het personeelslid zou genieten in de graad van het voorlopig uitgeoefend ambt en de bezoldiging welke hij geniet in zijn werkelijke graad.

De bezoldiging bedoeld in het voorgaande lid omvat :

1° de wedde, in voorkomend geval met inbegrip van de verschuldigde weddenbijslagen;

2° eventueel de haard- of standplaatstoelage.

§ 2. De leden van een griffie of een parketsecretariaat, die in toepassing van de artikelen 328 of 329bis, geroepen worden om gedurende ten minste drie opeenvolgende maanden een hoger ambt te vervullen, ontvangen

Art. 374. De mobiliteitsregeling die geldt voor de wedde van het personeel van de federale overheidsdiensten, geldt eveneens voor de premies en toelagen bedoeld **in artikel 373**.

Deze bedragen worden gekoppeld aan de spilindex 138,01.

Art. 375. § 1. De personeelsleden van het niveau A of de leden van een griffie of een parketsecretariaat, die in toepassing van de artikelen 330, en 330bis, gedurende een ononderbroken periode van één maand een hoger ambt uitoefenen, ontvangen een toelage waarvan het bedrag wordt bepaald op het verschil tussen de bezoldiging welke het personeelslid zou genieten in de graad van het voorlopig uitgeoefend ambt en de bezoldiging welke hij geniet in zijn werkelijke graad.

De bezoldiging bedoeld in het voorgaande lid omvat :

1° de wedde, in voorkomend geval met inbegrip van de verschuldigde weddenbijslagen **en de schaalbonificaties verleend krachtens de artikelen 56 tot 58 van de wet van ... tot wijziging van sommige bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek met het oog op het invoeren van een nieuwe geldelijke loopbaan voor het gerechtspersoneel en van een mandatensysteem voor de hoofdgriffiers en de hoofdsecretarissen;**

2° eventueel de haard- of standplaatstoelage.

§ 2. De leden van een griffie of een parketsecretariaat, die in toepassing van de artikelen 328 of 329bis, geroepen worden om gedurende ten minste drie opeenvolgende maanden een hoger ambt te vervullen, ontvangen

een toelage, waarvan het bedrag wordt bepaald op de helft van het in § 1. bedoelde bedrag.

§ 3. De mobiliteitsregeling die geldt voor de wedden van het personeel van de federale overheidsdiensten, geldt eveneens voor deze toelage.

Zij wordt gekoppeld aan de spilindex 138,01.

De toelage is onderworpen aan de bijdrage voor het stelsel van de verplichte verzekering tegen ziekte en invaliditeit sector gezondheidszorgen en aan de bijzondere bijdrage voor de financiering van het stelsel van de sociale zekerheid.

De toelage is evenwel niet onderworpen aan de inhouding bestemd voor de financiering van het wettelijk pensioen.

§ 4. Deze toelage wordt verleend onder dezelfde voorwaarden als de toelage verleend voor de uitoefening van een hoger ambt, toegekend aan de personeelsleden van het niveau B, C en D, bedoeld in artikel 179.

Art. 377. § 1. De wedde is verschuldigd vanaf de dag van de eedaflegging tot op de dag van de ambtsneerlegging.

§ 2. Bij benoeming in een nieuw ambt, behoudt de belanghebbende zijn vroegere wedde tot het einde van de maand waarin hij de eed aflegt die voor de uitoefening van zijn nieuw ambt is voorgeschreven.

§ 3. Bij iedere wijziging van het geldelijk statuut van een ambt, wordt iedere wedde die was vastgesteld met inachtneming van dat ambt, opnieuw bepaald alsof het nieuwe geldelijk statuut altijd had bestaan.

Is de aldus bepaalde wedde lager dan die welke de titularis van het ambt genoot in zijn ambt op het ogenblik van de inwerkingtreding van de nieuwe wet, dan behoudt hij in dat ambt de hoogste wedde

een toelage, waarvan het bedrag wordt bepaald op de helft van het in § 1. bedoelde bedrag.

§ 3. De mobiliteitsregeling die geldt voor de wedden van het personeel van de federale overheidsdiensten, geldt eveneens voor deze toelage.

Zij wordt gekoppeld aan de spilindex 138,01.

De toelage is onderworpen aan de bijdrage voor het stelsel van de verplichte verzekering tegen ziekte en invaliditeit sector gezondheidszorgen en aan de bijzondere bijdrage voor de financiering van het stelsel van de sociale zekerheid.

De toelage is evenwel niet onderworpen aan de inhouding bestemd voor de financiering van het wettelijk pensioen.

§ 4. Deze toelage wordt verleend onder dezelfde voorwaarden als de toelage verleend voor de uitoefening van een hoger ambt, toegekend aan de personeelsleden van het niveau B, C en D, bedoeld in artikel 179.

§ 5. Het personeelslid wordt bevorderd naar de hogere weddeschaal of geniet schaalbonificaties in de graad of de klasse waarin hij is benoemd alsof hij jaarlijks de vermelding "voldoet aan de verwachtingen" heeft behaald.

Art. 377. § 1. De wedde is verschuldigd vanaf de dag van de eedaflegging tot op de dag van de ambtsneerlegging.

De wedde van de maand waarin een ambtenaar overlijdt, is integraal verschuldigd.

§ 2. Bij benoeming in een nieuw ambt, behoudt de belanghebbende zijn vroegere wedde tot het einde van de maand waarin hij de eed aflegt die voor de uitoefening van zijn nieuw ambt is voorgeschreven.

§ 3. Bij iedere wijziging van het geldelijk statuut van een ambt, wordt iedere wedde die was vastgesteld met inachtneming van dat ambt, opnieuw bepaald alsof het nieuwe geldelijk statuut altijd had bestaan.

Is de aldus bepaalde wedde lager dan die welke de titularis van het ambt genoot in zijn ambt op het ogenblik van de inwerkingtreding van de nieuwe wet, dan behoudt hij in dat ambt de hoogste wedde

totdat hij ten minste een gelijke wedde verkrijgt.

**Wet van 25 april 2007 tot wijziging van het
Gerechtelijk Wetboek inzonderheid met
betrekking tot bepalingen inzake het
gerechtspersoneel van het niveau A, de griffiers
en de secretarissen en inzake de rechterlijke
organisatie**

Art. 170. § 1. De personen die op het moment van de inwerkingtreding van deze wet titularis zijn van één van de geschrapte graden die hierna in kolom 1 zijn opgenomen, waaraan de wedden, weddenschaal en weddenbijslagen zijn toegekend die in kolom 2 zijn opgenomen, worden ambtshalve benoemd in de klasse die in kolom 3 is opgenomen, bezoldigd in de weddenschaal die in kolom 4 is opgenomen en dragen de titel hier tegenover vermeld in kolom 5.

	1	2	3	4	5
Hof van Cassatie/ Parket van het Hof van Cassatie	Hoofdgriffier Hoofdsecretaris	Minimum- wedde : 37 694,74 Maximum- wedde : 50 327,91	A3	A33 Minimum- wedde : 38 880,00 Maximum- wedde : 51 360,00	Hoofdgriffier Hoofdsecretaris
Hoven van beroep en arbeidshoven/ Parket van het hof van beroep, parket van het arbeidshof en Federaal parket	Hoofdgriffier Hoofdsecretaris	Minimum- wedde : 35 465,30 Maximum- wedde : 48 098,47	A3	A32 Minimum- wedde : 35 880,00 Maximum- wedde : 48 360,00	Hoofdgriffier Hoofdsecretaris
Rechtbanken van eerste aanleg, arbeids- rechtbanken en rechtbanken van koophandel/ Parket van de procureur des Konings en parket van de arbeids- auditeur, waarvan het rechtsgebied ten minste 250 000 inwoners telt	Hoofdgriffier Hoofdsecretaris	Minimum- wedde : 33 681,72 Maximum- wedde : 46 314,89	A3	A32 Minimum- wedde : 35 880,00 Maximum- wedde : 48 360,00	Hoofdgriffier Hoofdsecretaris
Rechtbanken van eerste aanleg, arbeids- rechtbanken en rechtbanken van koophandel/ Parket van de procureur des Konings en parket van de	Hoofdgriffier Hoofdsecretaris	Minimum- wedde : 29 371,48 Maximum- wedde : 42 004,65	A3	A31 Minimum- wedde : 32 226,25 Maximum- wedde : 44 859,42	Hoofdgriffier Hoofdsecretaris

totdat hij ten minste een gelijke wedde verkrijgt.

**Wet van 25 april 2007 tot wijziging van het
Gerechtelijk Wetboek inzonderheid met
betrekking tot bepalingen inzake het
gerechtspersoneel van het niveau A, de griffiers
en de secretarissen en inzake de rechterlijke
organisatie**

Art. 170. (opgeheven)

arbeids- auditeur, waarvan het rechtsgebied minder dan 250 000 inwoners telt					
Vredegerechten en politie- rechtbanken	Hoofdgriffier	Minimum- wedde : 27 513,62 Maximum- wedde : 40 146,79	A2	A22 Minimum- wedde : 28 880,00 Maximum- wedde : 41 360,00	Hoofdgriffier
Hof van Cassatie/ Parket van het Hof van Cassatie	Griffier hoofd van dienst/ Secretaris hoofd van dienst	Minimum- wedde : 27 513,62 Maximum- wedde : 40 146,79	A2	A23 Minimum- wedde : 31 880,00 Maximum- wedde : 44 360,00	Griffier hoofd van dienst/ Secretaris hoofd van dienst
Hoven van beroep en arbeidshoven/ Parket van het hof van beroep, parket van het arbeidshof en Federaal parket	Griffier hoofd van dienst/ Secretaris hoofd van dienst	Minimum- wedde : 25 358,51 Maximum- wedde : 37 991,68	A2	A23 Minimum- wedde : 31 880,00 Maximum- wedde : 44 360,00	Griffier hoofd van dienst/ Secretaris hoofd van dienst
Rechtbanken van eerste aanleg, arbeids- rechtbanken, rechtbanken van koophandel en politie- rechtbanken/ Parket van de procureur des Konings en parket van de arbeids- auditeur	Griffier hoofd van dienst/ Secretaris hoofd van dienst met ten minste drie jaar ambts- uitoefening	Minimum- wedde : 20 453,72 Maximum- wedde : 33 086,89	A2	A22 Minimum- wedde : 28 880,00 Maximum- wedde : 41 360,00	Griffier hoofd van dienst/ Secretaris hoofd van dienst
Rechtbanken van eerste aanleg, arbeids- rechtbanken, rechtbanken van koophandel en politie- rechtbanken/ Parket van de procureur des Konings en parket van de arbeids- auditeur	Griffier hoofd van dienst/ Secretaris hoofd van dienst met minder dan drie jaar ambts- uitoefening	Minimum- wedde : 20 453,72 Maximum- wedde : 33 086,89	A2	A21 Minimum- wedde : 25 880,00 Maximum- wedde : 38 360,00	Griffier hoofd van dienst/ Secretaris hoofd van dienst
Hoven van beroep en rechtbanken van eerste aanleg	Referendaris/ Parketjurist met minder dan drie jaar ambts- uitoefening	Minimum- wedde : 20 705,34 Maximum- wedde : 32 165,25	A1	A11 Minimum- wedde : 21 880,00 Maximum- wedde : 33 895,00	Referendaris/ Parketjurist
Hoven van beroep en rechtbanken van eerste aanleg	Referendaris/ Parketjurist met ten minste drie jaar en minder dan zes jaar ambts- uitoefening	Minimum- wedde : 20 705,34 Maximum- wedde : 32 165,25	A1	A12 Minimum- wedde : 23 880,00 Maximum- wedde : 35 895,00	Referendaris/ Parketjurist
Hoven van beroep en rechtbanken van eerste aanleg	Referendaris/ Parketjurist met ten minste drie jaar en minder dan zes jaar ambts-	Minimum- wedde : 22 479,86 Maximum- wedde : 34 916,48	A1	A12 Minimum- wedde : 23 880,00 Maximum- wedde : 35 895,00	Referendaris/ Parketjurist

	uitoefening				
Hoven van beroep en rechtbanken van eerste aanleg	Referendaris/ Parketjurist met ten minste zes jaar ambts-uitoefening	Minimum-wedde : 20 705,34 Maximum-wedde : 32 165,25	A2	A21 Minimum-wedde : 25 880,00 Maximum-wedde : 38 360,00	Referendaris/ Parketjurist
Hoven van beroep en rechtbanken van eerste aanleg	Referendaris/ Parketjurist met ten minste zes jaar ambts-uitoefening	Minimum-wedde : 22 479,86 Maximum-wedde : 34 916,48	A2	A21 Minimum-wedde : 25 880,00 Maximum-wedde : 38 360,00	Referendaris/ Parketjurist
Bijzondere graden die werden ingesteld krachtens artikel 180 Ger.W., zoals opgeheven bij deze wet	Industrieel ingenieur Vertaler-revisor	Minimum-wedde : 20 705,34 Maximum-wedde : 32 165,25	A1	A11 Minimum-wedde : 21 880,00 Maximum-wedde : 33 895,00	Attaché
Bijzondere graden die werden ingesteld krachtens artikel 180 Ger.W., zoals opgeheven bij deze wet	Industrieel ingenieur Vertaler-revisor	Minimum-wedde : 22 479,86 Maximum-wedde : 34 916,48	A1	A12 Minimum-wedde : 23 880,00 Maximum-wedde : 35 895,00	Attaché
Bijzondere graden die werden ingesteld krachtens artikel 180 Ger.W., zoals opgeheven bij deze wet	Industrieel ingenieur Vertaler-revisor	Minimum-wedde : 25 507,15 Maximum-wedde : 37 925,77	A2	A21 Minimum-wedde : 25 880,00 Maximum-wedde : 38 360,00	Attaché
De dienst documentatie en overeenstemming der teksten bij het Hof van Cassatie	Attaché	Minimum-wedde : 22 479,86 Maximum-wedde : 34 916,48	A1	A12 Minimum-wedde : 23 880,00 Maximum-wedde : 35 895,00	Attaché

§ 2. Voor de berekening van de klassenanciënniteit van diegenen die worden benoemd in de klasse in kolom 3, worden de diensten die gepresteerd zijn in de graad in kolom 1 geacht verricht te zijn in de klasse in kolom 3.

De door deze personeelsleden verkregen geldelijke anciënniteit wordt geacht verkregen te zijn in de nieuwe weddenschaal.

§ 3. Ingeval een functie nog niet het voorwerp heeft uitgemaakt van een weging, bedoeld in artikel 160 van het Gerechtelijk Wetboek, wordt het personeelslid benoemd in de klasse met de daaraan verbonden weddenschaal bedoeld in § 1.

Art. 171. Zonder afbreuk te doen aan de bepalingen van het tweede lid, behouden de eerste attaché, de attachéhoofd van dienst en de directeur in de dienst documentatie en overeenstemming der teksten bij het Hof van Cassatie het voordeel van

Art. 171. (opgeheven)

hun weddenschaal in uitdoving en behouden hun graad ten persoonlijke titel.

De attachés, in dienst op het moment van de inwerkingtreding van deze wet, die bij hun beoordeling bedoeld in artikel 287quater van het Gerechtelijk Wetboek, de vermelding "zeer goed" hebben gekregen, kunnen door de minister van Justitie worden bevorderd tot de opeenvolgende graden van eerste attaché, na minstens negen jaar dienst, van attaché-hoofd van dienst, na minstens achttien jaar dienst, en van directeur, na minstens vierentwintig jaar dienst.

Art. 172. § 1. De personen die op het moment van de inwerkingtreding van deze wet titularis zijn van één van de geschrapte graden die hierna in kolom 1 zijn opgenomen, waaraan de wedden, weddenschaal en weddenbijslagen zijn toegekend die in kolom 2 zijn opgenomen, worden ambtshalve benoemd in de graad die in kolom 3 is opgenomen, bezoldigd in de weddenschaal die in kolom 4 is opgenomen.

Art. 172. (opgeheven)

	1	2	3	4
Hof van Cassatie/ Parket van het Hof van Cassatie	Griffier Secretaris	Minimumwedde : 27 513,62 Maximumwedde : 40 146,79	Griffier Secretaris	Behoud wedde als overgangs- maatregel
Hoven van beroep en arbeidshoven/ Parket van het hof van beroep, parket van het arbeidshof en Federaal parket	Griffier Secretaris	Minimumwedde : 25 358,51 Maximumwedde : 37 991,68	Griffier Secretaris	Behoud wedde als overgangs- maatregel
Rechtbanken van eerste aanleg, arbeids- rechtbanken en rechtbanken van koophandel, politie- rechtbanken en vrede- gerechten/ Parket van de procureur des Konings en parket van de arbeids- auditeur	Griffier Secretaris	Minimumwedde : 20 453,72 Maximumwedde : 33 086,89	Griffier Secretaris	BJ3 Minimumwedde : 24 531,00 Maximumwedde : 35 196,00
Alle rechtsmachten	Eerstaanwezend adjunct- griffier Eerstaanwezend adjunct- secretaris, ten minste 5 jaar benoemd in een ambt van adjunct- griffier, eerstaanwezend	Minimumwedde : 17 927,00 Maximumwedde : 30 560,17	Griffier Secretaris	BJ3 Minimumwedde : 24 531,00 Maximumwedde : 35 196,00

	adjunct-griffier, adjunct-secretaris of eerstaanwendend adjunct-secretaris			
Alle rechtsmachten	Eerstaanwendend adjunct-griffier Eerstaanwendend adjunct-secretaris, minder dan 5 jaar benoemd in een ambt van adjunct-griffier, eerstaanwendend adjunct-griffier, adjunct-secretaris of eerstaanwendend adjunct-secretaris	Minimumwedde : 17 927,00 Maximumwedde : 30 560,17	Griffier Secretaris	BJ2 Minimumwedde : 21 731,00 Maximumwedde : 32 396,00
Alle rechtsmachten	Adjunct-griffier Adjunct-secretaris	Minimumwedde : 17 258,25 Maximumwedde : 29 891,41	Griffier Secretaris	BJ2 Minimumwedde : 21 731,00 Maximumwedde : 32 396, 00

§ 2. Voor de berekening van de graadanciënniteit van de personeelsleden die worden benoemd in de graad in kolom 3, worden de diensten die gepresteerd zijn in de graad in kolom 1 geacht verricht te zijn in de graad in kolom 3.

§ 3. De door deze personeelsleden verkregen geldelijke anciënniteit wordt geacht verkregen te zijn in de nieuwe weddenscalen.

§ 4. ...

§ 5. In afwijking van het bepaalde in artikel 373ter, § 8, van het Gerechtelijk Wetboek bekomen deze personeelsleden, als zij slagen in de gecertificeerde opleiding 5 die aan de graad van griffier of secretaris verbonden is, de weddenschaal BJ3 vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de datum van het hun inschrijving voor deze gecertificeerde opleiding en ten vroegste bij het verstrijken van de geldigheidsduur van voorgaande gecertificeerde opleiding.

Art. 173. De toepassing van deze wet mag geen afbreuk doen aan de wedden, de weddenverhogingen en de pensioenen van de leden van de griffies en de parketsecretariaten, alsmede de attachés in de dienst voor documentatie en overeenstemming der teksten bij het Hof van Cassatie, die op het moment van haar inwerkingtreding in dienst zijn. Indien de bij deze wet bepaalde wedde lager is dan de wedde, dewelke de titularis genoot bij de inwerkingtreding ervan, dan behoudt hij de hoogste wedde totdat hij

Art. 173. (opgeheven)

tenminste een gelijke wedde verkrijgt.

Art. 174. Voor de toepassing van artikel 173 blijven de wedden van de griffiers van de hoven, rechtbanken, politierechtbanken en vredegerechten, van toepassing voor de inwerkingtreding van deze wet, als volgt bestaan in uitdoving :

Hof van Cassatie :

- Hoofdgriffier : 37 694,74 euro;
- Griffier : 27 513,62 euro;
- Eerstaanwezend adjunct-griffier : 17 927,00 euro;
- Adjunct-griffier : 17 258,24 euro.

Hoven van beroep en arbeidshoven :

- Hoofdgriffier : 35 465,30 euro;
- Griffier : 25 358,51 euro;
- Eerstaanwezend adjunct-griffier : 17 927,00 euro;
- Adjunct-griffier : 17 258,24 euro.

Rechtbanken van eerste aanleg, arbeidsrechtbanken, rechtbanken van koophandel, waarvan het rechtsgebied ten minste 250 000 inwoners telt :

- Hoofdgriffier : 33 681,72 euro;
- Griffier : 20 453,72 euro;
- Eerstaanwezend adjunct-griffier : 17 927,00 euro;
- Adjunct-griffier : 17 258,24 euro.

Rechtbanken van eerste aanleg, arbeidsrechtbanken, rechtbanken van koophandel, waarvan het rechtsgebied minder dan 250 000 inwoners telt :

- Hoofdgriffier : 29 371,48 euro;
- Griffier : 20 453,72 euro;
- Eerstaanwezend adjunct-griffier : 17 927,00 euro;
- Adjunct-griffier : 17 258,24 euro.

Politierechtbanken en vredegerechten :

- Hoofdgriffier : 27 513,62 euro;
- Griffier : 20 453,72 euro;
- Eerstaanwezend adjunct-griffier : 17 927,00 euro;
- Adjunct-griffier : 17 258,24 euro.

Art. 174. (opgeheven)

Art. 175. Voor de toepassing van artikel 173 blijven de wedden van de secretarissen der parketten, van toepassing voor de inwerkingtreding van deze wet, als volgt bestaan in uitdoving :

Parket van het Hof van Cassatie :

- Hoofdsecretaris : 37 694,74 euro;
- Secretaris : 27 513,62 euro;
- Eerstaanwezend adjunct-secretaris : 17 927,00 euro;
- Adjunct-secretaris : 17 258,24 euro.

Parket van het hof van beroep, parket van het arbeidshof en Federaal parket :

- Hoofdsecretaris : 35 465,30 euro;
- Secretaris : 25 358,51 euro;
- Eerstaanwezend adjunct-secretaris : 17 927,00 euro;
- Adjunct-secretaris : 17 258,24 euro.

Parket van de procureur des Konings en parket van de arbeidsauditeur, waarvan het rechtsgebied ten minste 250 000 inwoners telt :

- Hoofdsecretaris : 33 681,72 euro;
- Secretaris : 20 453,72 euro;
- Eerstaanwezend adjunct-secretaris : 17 927,00 euro;
- Adjunct-secretaris : 17 258,24 euro.

Parket van de procureur des Konings en parket van de arbeidsauditeur, waarvan het rechtsgebied minder dan 250 000 inwoners telt :

- Hoofdsecretaris : 29 371,48 euro;
- Secretaris : 20 453,72 euro;
- Eerstaanwezend adjunct-secretaris : 17 927,00 euro;
- Adjunct-secretaris : 17 258,24 euro.

Art. 176. De wedden die de griffiers en de secretarissen, in toepassing van de artikelen 174 en 175, behouden in uitdoving, worden verhoogd als volgt :

Aantal jaren nuttige ancienniteit	Bedrag van de verhogingen
	na iedere periode
- Drie jaren	1 857,82 euro
- Zes jaren	1 857,82 euro
- Negen jaren	1 857,82 euro

Art. 175. (opgeheven)

Art. 176. (opgeheven)

- Twaalf jaren	1 857,82 euro
- Vijftien jaren	1 857,82 euro
- Achttien jaren	1 114,69 euro
- Eenentwintig jaren	1 114,69 euro
- Vierentwintig jaren	1 114,69 euro

Art. 177. Voor de toepassing van artikel 171 blijven de wedden van de attachés in de dienst documentatie en overeenstemming der teksten bij het Hof van Cassatie, van toepassing voor de inwerkingtreding van deze wet, als volgt bestaan in uitdoving :

eerste attaché : 13 A :

- minimumwedde : 27 923,80 euro;
- maximumwedde : 42 638,83 euro;
- tussentijdse verhogingen :
- elf tweejaarlijkse verhogingen van 1 337,73 euro;

attaché-hoofd van dienst : 13 B :

- minimumwedde : 30 715,07 euro;
- maximumwedde : 49 443,29 euro;
- tussentijdse verhogingen :
- veertien tweejaarlijkse verhogingen van 1 337,73 euro;

directeur : 15 A :

- minimumwedde : 39 122,44 euro;
- maximumwedde : 53 984,76 euro;
- tussentijdse verhogingen :
- elf tweejaarlijkse verhogingen van 1 351,12 euro.

Wet van 1 december 2013 tot hervorming van de gerechtelijke arrondissementen en tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek met het oog op een grotere mobiliteit van de leden van de rechterlijke orde

Art. 158. Wanneer ingevolge de bepalingen van deze wet, door samenvoeging van de arrondissementen, meerdere hoofdgriffiers aanwezig zijn in een uitgebreide rechtbank of in vrederechten, wordt een nieuwe hoofdgriffier benoemd in die rechtbank of in het arrondissement wat betreft de vrederechten en de politierechtbank via de vergelijkende selectie bedoeld in artikel 262, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek. De hoofdgriffiers die in functie zijn op het

Art. 177. (opgeheven)

Wet van 1 december 2013 tot hervorming van de gerechtelijke arrondissementen en tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek met het oog op een grotere mobiliteit van de leden van de rechterlijke orde

Art. 158. Wanneer ingevolge de bepalingen van deze wet, door samenvoeging van de arrondissementen, meerdere hoofdgriffiers aanwezig zijn in een uitgebreide rechtbank of in vrederechten, wordt een nieuwe hoofdgriffier benoemd in die rechtbank of in het arrondissement wat betreft de vrederechten en de politierechtbank via de vergelijkende selectie bedoeld in artikel 262, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek. De hoofdgriffiers die in functie zijn op het

ogenblik van de inwerkingtreding van deze bepaling, kunnen deelnemen aan deze selectie.

De overige hoofdgriffiers behouden hun loon en dragen de eretitel van hun vroegere functie. De nieuwe hoofdgriffier wijst hen aan als afdelingsgriffier om hem bij te staan bij de leiding van de afdelingen of vrederechten.

Art. 164. De artikelen 154, 155, 158 en 159 treden in werking de tiende dag volgend op de bekendmaking van deze wet in het Belgisch Staatsblad.

ogenblik van de inwerkingtreding van deze bepaling, kunnen deelnemen aan deze selectie.

De overige hoofdgriffiers behouden hun loon en dragen de eretitel van hun vroegere functie. De nieuwe hoofdgriffier wijst hen aan als afdelingsgriffier om hem bij te staan bij de leiding van de afdelingen of vrederechten.

Ingeval er voor de functie geen weging, bedoeld in artikel 160 van het Gerechtelijk Wetboek, werd uitgevoerd, wordt het personeelslid dat wordt benoemd als hoofdgriffier van de vrederechten en de politierechtbank van het arrondissement, benoemd in de klasse A3 met weddeschaal A32.

Art. 164. De artikelen 154, 155, 158 en 159 treden in werking de tiende dag volgend op de bekendmaking van deze wet in het Belgisch Staatsblad. **Artikel 158, derde lid, treedt buiten werking op 30 juni 2014.**